

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC

PLAN D'ACTION 2006-2009



RAPPORT D'ÉTAPE 2007-2008

Québec 



100%



PERMANENT



Cette brochure est imprimée à l'aide d'encre écologique sur du papier entièrement composé de fibres recyclées.

Dépôt légal — 2009
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN : 978-2-550-55407-3 (imprimé)
ISBN : 978-2-550-55408-0 (pdf)
© Gouvernement du Québec, 2009

Table des matières

MOT DU MINISTRE	5
INTRODUCTION	7
POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	7
PLAN D’ACTION 2006-2009	8
DIFFUSION DE LA POLITIQUE	8
INTERVENANTS	9
DEUXIÈME RAPPORT D’ÉTAPE.....	10
RÉALISATIONS PAR OBJECTIF	11
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d’action et d’influence de l’État québécois</i>	11
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec</i>	13
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain</i>	17
<i>Objectif 4 Promouvoir l’identité et la culture du Québec</i>	19
<i>Objectif 5 Contribuer à l’effort de solidarité internationale</i>	21
BILAN ADMINISTRATIF	23
MÉCANISME DE SUIVI	23
BILAN DES RESSOURCES FINANCIÈRES	23
RÉALISATIONS PAR MESURE	27
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d’action et d’influence de l’État québécois</i>	27
Priorité 1 Accroître la présence et l’action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.....	27
Priorité 2 Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts	37
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec</i>	43
Priorité 3 Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l’Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.....	43
Priorité 4 Mettre le savoir, l’innovation et l’éducation au cœur de l’action internationale du Québec	63
Priorité 5 Attirer davantage d’immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique	71
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain</i>	75
Priorité 6 S’assurer d’un accès rapide et fiable à l’information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.....	75
Priorité 7 Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec	87

<i>Objectif 4</i>	<i>Promouvoir l'identité et la culture du Québec.....</i>	<i>95</i>
Priorité 8	Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.....	95
Priorité 9	Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.....	99
<i>Objectif 5</i>	<i>Contribuer à l'effort de solidarité internationale.....</i>	<i>103</i>
Priorité 10	Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.....	103
SIGLES ET ACRONYMES.....		109

Mot du ministre

C'est avec fierté que je présente ce deuxième rapport d'étape de mise en œuvre du Plan d'action 2006-2009 de la Politique internationale du gouvernement.

Ce rapport vient clore une année déterminante. Avec l'ouverture de notre bureau à São Paulo, la nomination d'un nouveau chef de poste à Mumbai et le rehaussement de notre présence aux États-Unis, en Europe et en Asie, le redéploiement du réseau est pour ainsi dire achevé.

Sur un plan multilatéral, nous avons fait valoir nos positions au sein des organisations dont les travaux touchent nos compétences, notamment à l'Organisation des États américains et à l'UNESCO, où notre représentant a été directement associé aux travaux, en vertu de l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral canadien. Nous avons poursuivi notre campagne de ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Enfin, nous avons œuvré à la préparation du XII^e Sommet de la Francophonie.



Avec nos partenaires américains, nous avons pris plusieurs initiatives afin d'assurer une meilleure sécurité du continent nord-américain tout en préservant la fluidité à la frontière : hausse de nos capacités de gestion en sécurité, resserrement de nos liens avec nos principaux partenaires des États américains, notamment avec l'État de New York, établissement d'une première collaboration avec les Centers for Disease Control and Prevention en matière de santé publique et, enfin, conduite de négociations permettant de faire accepter le permis de conduire sécurisé comme alternative au passeport pour entrer aux États-Unis. Avec le Mexique, nous avons multiplié les initiatives politiques, économiques et culturelles.

En Europe, nous avons poursuivi, auprès des milieux des affaires et des gouvernements, la promotion d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne. Lors d'une rencontre, le premier ministre du Québec et le président de la République française ont convenu de conclure une entente portant sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

En Asie et en Amérique latine, nous avons mené des missions au cœur des économies émergentes, en Chine – où nous avons signé une déclaration conjointe en science et technologie –, en Inde et au Brésil. Nous avons intensifié nos relations avec plusieurs États fédérés et régions.

Nous avons élaboré des outils pour suivre, planifier et organiser la diffusion du produit culturel québécois avec, déjà, des résultats tangibles.

Enfin, sur le plan de la solidarité, la signature d'une entente tripartite exceptionnelle Québec-Canada-Haïti favorise le transfert d'expertise vers la fonction publique haïtienne.

Je salue enfin la collaboration exemplaire des ministères et organismes sectoriels, qui ont su s'approprier la Politique en fonction de leur mission propre.

Je salue aussi nos régions, qui font de leurs relations internationales une pièce importante de leur stratégie de développement. Plus que jamais, c'est toute la société québécoise qui prend conscience de l'importance de ses relations internationales pour assurer sa prospérité et son épanouissement.

Le ministre des Relations internationales et
ministre responsable de la Francophonie

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre Arcand', with a stylized flourish at the end.

Pierre Arcand

Introduction

Politique internationale du Québec

Le 24 mai 2006, le gouvernement du Québec a rendu publique la nouvelle Politique internationale du Québec sous le titre : *La force de l'action concertée*. Par le truchement de cette politique, le gouvernement québécois a adapté à l'environnement international contemporain la conduite de son action internationale.

Prenant note des changements qui s'opèrent dans le monde et de la nécessité pour les pays, les États ou les régions de mettre en commun leurs efforts pour trouver des solutions durables, la ministre des Relations internationales considère que c'est en ralliant d'autres partenaires à son action que le gouvernement du Québec pourra le mieux faire valoir ses positions et défendre ses intérêts sur la scène internationale.¹

La Politique expose, pour chacun des objectifs, les principaux enjeux auxquels le Québec devra faire face : l'émergence de nouveaux pôles économiques, l'intégration plus poussée du commerce international, le rôle stratégique de l'éducation et de la recherche, la place des questions de sécurité, la montée des préoccupations liées au développement durable, le rôle accru des organisations internationales, l'incidence de la mondialisation sur les questions identitaires et culturelles ainsi que le déséquilibre dans la répartition de la richesse mondiale.

À la lumière des enjeux qui découlent de l'évolution du monde et des défis à relever, la Politique internationale du Québec stipule que l'action internationale du Québec sera déployée en fonction des cinq objectifs suivants qui intègrent à la fois ses intérêts politiques, économiques et culturels. La Politique détermine aussi les 10 priorités qui guideront l'action à long terme du gouvernement en matière de relations internationales.

► Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

- Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.
- Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts.

► Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

- Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.
- Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec.
- Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.

► Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

- S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.
- Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.

1. Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie : Le Québec sera plus fort et plus influent sur la scène internationale s'il agit de façon concertée, communiqué de presse émis le 24 mai 2006 à l'occasion du dévoilement de la Politique internationale du Québec.

► **Promouvoir l'identité et la culture du Québec**

- Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.
- Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

► **Contribuer à l'effort de solidarité internationale**

- Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.

Plan d'action 2006-2009

Le Plan d'action qui accompagne la Politique internationale du Québec a permis d'amorcer dès son lancement la mise en œuvre des orientations. Ce plan d'action gouvernemental renferme 69 mesures ou initiatives concrètes réparties sur trois ans.

Des crédits additionnels de 20 M\$ sur trois ans ont été alloués pour soutenir la réalisation de certaines mesures du Plan d'action (4 M\$ en 2006-2007, 8 M\$ en 2007-2008 et 8 M\$ en 2008-2009). Ces crédits viennent s'ajouter à ceux que consacrent déjà les différents ministères et organismes à leur action internationale. La responsabilité de gérer cette provision spéciale a été confiée au ministère des Relations internationales (MRI).

Diffusion de la Politique

La Politique internationale du Québec a été diffusée auprès de tous les organismes consultés et des principaux partenaires du Ministère au Québec et à l'étranger. Les représentations du Québec à l'étranger ont par ailleurs fait connaître la nouvelle Politique aux décideurs étrangers, dont les chefs d'État et de gouvernement de même qu'aux journalistes, aux représentants des milieux institutionnels, aux chefs d'entreprise et aux investisseurs potentiels.

Le premier ministre, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que plusieurs autres ministres ont eux-mêmes contribué à faire connaître la nouvelle Politique lors d'allocutions présentées au Québec et à l'étranger ou à l'occasion de diverses activités internationales.

C'est la première fois que le gouvernement québécois se dote en matière de relations internationales, d'un plan d'action concerté s'appuyant sur une vision d'ensemble et un nombre limité d'objectifs et de priorités. Cette nouvelle approche a d'ailleurs reçu un accueil très favorable.

La réception positive que reçoit notre Politique démontre à quel point cette actualisation de nos objectifs et de nos façons de faire était rendue nécessaire. La justesse de l'analyse qui a prévalu au choix des priorités d'action et le fait que la Politique est accompagnée d'un plan d'action concret et réaliste ont été très remarquables par nos partenaires et interlocuteurs.²

2. Déclaration de Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, *Relations internationales : accueil favorable pour la Politique internationale du Québec*, communiqué de presse émis le 2 novembre 2006 à l'occasion de la réunion annuelle des délégués généraux, des délégués et des chefs de poste du Québec à l'étranger.

Intervenants

Ministère des Relations internationales

Le ministère des Relations internationales s'assure de la mise en œuvre des objectifs et priorités de la Politique internationale du Québec. Il coordonne la réalisation du Plan d'action qui en découle. Le Ministère a la responsabilité d'en suivre l'évolution et de faire rapport au gouvernement sur l'état d'avancement des travaux, les résultats obtenus et les suites à donner.³

La mise en œuvre du Plan d'action 2006-2009 interpelle d'abord le MRI à titre de coordonnateur. Le Ministère est en outre directement responsable de plusieurs actions, notamment celles qui sont inscrites sous l'objectif « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois ».

Ministères et organismes gouvernementaux partenaires

Le Plan d'action 2006-2009 est le résultat d'une étroite collaboration avec plusieurs ministères et organismes. Il réunit les engagements gouvernementaux à l'égard de la mise en œuvre de la nouvelle Politique internationale. La responsabilité de la réalisation des mesures inscrites dans le Plan d'action 2006-2009 est partagée entre plusieurs ministères et organismes gouvernementaux (voir le tableau ci-dessous), auxquels s'ajoute l'École nationale d'administration publique.

Ministère des Affaires municipales et des Régions
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine⁴
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Ministère de la Justice (Directeur des poursuites criminelles et pénales)
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Ministère des Services gouvernementaux
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère du Tourisme
Ministère des Transports
Office franco-québécois pour la jeunesse
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse⁵
Secrétariat à la jeunesse
Secrétariat à la politique linguistique
École nationale de police du Québec
Services Québec
Sûreté du Québec
Hydro-Québec

3. Tiré du *Plan d'action 2006-2009*, page 15.

4. Avant l'année financière 2007-2008, ce ministère portait le nom le nom de ministère de la Culture et des Communications (MCC).

5. Jusqu'à la fin de l'année financière 2006-2007, cet organisme était l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ).

Deuxième rapport d'étape

Lors de la publication du Plan d'action 2006-2009, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie s'est engagée à suivre sa mise en œuvre et à en faire rapport périodiquement. Le présent document porte sur la deuxième année de mise en œuvre de la Politique, soit du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008. Il fait état des principales réalisations de tous les ministères et organismes directement interpellés par cette politique. Ces derniers ont participé activement à la préparation de ce deuxième rapport d'étape, notamment en fournissant au MRI l'information nécessaire pour rendre compte des mesures dont ils sont responsables.

Réalisations par objectif

Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

Le premier objectif « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois » comporte deux priorités :

- *accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts;*
- *intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage ses intérêts.*

Une quinzaine de mesures du Plan d'action concourent à l'atteinte de cet objectif visant, en premier lieu, à ce que le Québec puisse faire valoir ses positions lorsque les travaux des organisations internationales ont une incidence sur ses choix collectifs, sa législation et ses politiques, et, en second lieu, à ce qu'il ait effectivement accès aux acteurs susceptibles de faciliter la réalisation de ses objectifs.

La première mesure inscrite dans ce champ de priorité vise à assurer la mise en œuvre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En 2007-2008, le représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO a été associé aux travaux en cours et il a pu intervenir dans les secteurs qui relèvent des compétences du Québec. L'intégration du Québec aux débats s'est notamment illustrée à l'occasion de la 34^e session de la Conférence générale de cette organisation, tenue en octobre et en novembre 2007, au cours de laquelle des représentants québécois ont fait entendre la voix du Québec à de nombreuses occasions.

Au chapitre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, que 80 États et une organisation d'intégration économique régionale ont déjà ratifiée, les relations soutenues du Québec avec d'autres partenaires gouvernementaux de même qu'avec l'Organisation internationale de la Francophonie, le Réseau international sur la politique culturelle et le Groupe des ambassadeurs francophones auprès de l'UNESCO se sont intensifiées à l'occasion des deux réunions des organes de suivi. Le gouvernement a maintenu son appui aux travaux de la Coalition sur la diversité culturelle et poursuivi ses efforts en vue de la ratification de la Convention par le plus grand nombre de pays. Il a également soutenu la création du Réseau international d'information et de soutien juridique en matière de diversité des expressions culturelles, établi à l'Université Laval.

Le gouvernement a suivi de près les travaux de l'Organisation des États américains en privilégiant les dossiers de la culture, de l'éducation, de la justice, du développement social, des droits de la personne, des droits autochtones, de la jeunesse et de la promotion du français. Le Québec était présent à l'Assemblée générale de l'Organisation en juin 2007 et a participé aux négociations concernant différents instruments normatifs en cours d'élaboration. Il a également pris part, au sein de la délégation canadienne, à la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement. Enfin, le réseau de contacts du Québec au sein de cette institution et de la Banque mondiale a connu une expansion considérable en 2007-2008.

En ce qui concerne l'organisation du XII^e Sommet de la Francophonie (Québec, octobre 2008), retenons que la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a participé, en novembre 2007, à la conférence ministérielle de Vientiane (Laos) où elle a divulgué la nature des enjeux à traiter lors de cet événement.

En ce qui a trait aux négociations commerciales, le gouvernement du Québec a poursuivi, auprès des milieux d'affaires, des gouvernements canadien, européen et des provinces, ses efforts visant la promotion d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne. L'accord projeté devrait notamment faciliter le commerce, l'investissement et l'harmonisation réglementaire.

Le développement du réseau des représentations du Québec à l'étranger, induit par la mise en œuvre de la Politique internationale, s'est poursuivi. Un bureau a été ouvert à São Paulo et un nouveau chef de poste a été nommé à Mumbai, en Inde. À Los Angeles, une nouvelle ressource a été embauchée – un conseiller aux affaires institutionnelles et aux affaires publiques – ce qui complète l'ajout d'effectifs prévu aux États-Unis. De plus, une antenne a été ouverte à Milan et les démarches auprès des autorités concernées relativement aux changements proposés aux statuts de la représentation à Rome étaient, le 31 mars 2008, en voie d'être finalisées. En ce qui a trait à la Chine, une concertation est en cours avec le gouvernement fédéral canadien pour la dotation de postes à Shanghai. Deux des trois postes à doter dans la capitale chinoise, Beijing, l'ont été en avril 2008, soit peu après la fin de l'année sur laquelle porte ce rapport. Au terme de ce déploiement, le Québec pourra compter sur 28 représentations (dont 2 auprès d'organisations internationales) dans 17 pays pour appuyer son action à l'étranger.

Mentionnons enfin que le gouvernement a poursuivi l'intensification de ses relations avec plusieurs États fédérés et régions. À ce titre, il a concouru au lancement, à Montréal, de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes et accru sa présence auprès de certaines instances régionales européennes, dont l'Assemblée des régions d'Europe et la Conférence des régions à pouvoir législatif qui regroupe 73 régions. Le gouvernement a également consolidé sa collaboration avec la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires en matière d'éducation, d'environnement, de science et technologie.

Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Le deuxième objectif de la Politique regroupe 21 mesures qui reflètent les trois priorités gouvernementales dans le domaine :

- *consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs;*
- *mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec;*
- *attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.*

Aux États-Unis, le renforcement du service économique du bureau d'Atlanta, effectué en 2006-2007, aura favorisé l'organisation de quatre missions d'envergure en 2007-2008 dans les secteurs des technologies de l'information, des parcs d'attractions, de l'aéronautique et du marché hispanophone. Près d'une centaine d'entreprises québécoises ont bénéficié de soutien dans leurs démarches dans le territoire. À la suite du renforcement du service économique du bureau de Washington, des liens de collaboration ont été établis avec diverses organisations publiques et privées afin de poursuivre des objectifs communs de développement économique. Une importante mission commerciale dans le secteur de la sécurité et de la défense a notamment été organisée dans la région. Du côté de la Nouvelle-Angleterre, de l'État de New York et du Mid-Atlantique, 39 activités de promotion des produits québécois ont été réalisées, ce qui a entraîné des ventes de plus de 130 M\$.

Les travaux visant à améliorer l'état des infrastructures routières en direction de la frontière américaine se sont poursuivis. Une nouvelle étape a été franchie dans la stratégie de positionnement des produits agroalimentaires québécois aux États-Unis par l'élaboration d'une signature et d'un logo selon les deux axes de communication suggérés par la Chaire Bombardier.

En Europe, l'ajout d'effectif en Allemagne a facilité le développement d'un réseau de contacts avec les partenaires locaux. Du côté de l'Italie, l'ouverture de l'antenne économique de Milan a permis de franchir une nouvelle étape dans la consolidation de la présence économique du Québec. Notons qu'une section sur les normes européennes et leurs procédures d'acquisition et de validation a été ajoutée sur le site Internet *EuroAffaires*, site d'accès au marché européen pour les entreprises québécoises.

Dans les marchés porteurs, plusieurs actions ont permis de diversifier les échanges du Québec en continuité avec l'année 2006-2007. Au Mexique (Nuevo León et Mexico), une trentaine d'entreprises québécoises ont participé à la Mission Québec, dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en septembre 2007. Un centre de service aux entreprises québécoises y a été ouvert. Au Japon, trois missions d'entreprises québécoises ont été réalisées dont l'une dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Par ailleurs, le Québec a accueilli différentes délégations japonaises composées entre autres de journalistes et de dirigeants d'entreprise du secteur des jeux vidéo et de l'aérospatiale. La ministre a effectué, en janvier 2008, une mission en Chine afin de maintenir et d'accroître les relations établies avec les dirigeants du gouvernement central de la Chine et du gouvernement du Shandong. Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme s'est également rendu en Chine afin de faire valoir les avantages qu'offre le Québec et de consolider la coopération en science et technologie. Cette mission s'est conclue par la signature d'une déclaration conjointe prévoyant un budget de 1,2 M\$ pour des projets dans ce secteur. En Inde, un financement a été accordé au Centre d'études québécoises de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a effectué une mission au Brésil, à la fin d'août 2007, où elle a rencontré des membres du gouvernement fédéral, des États de Rio de Janeiro et de São Paulo. Le Québec s'est associé avec le

principal salon brésilien en télécommunication « Futurecom » ce qui a permis à différentes entreprises québécoises d'y exposer.

Par ailleurs, un effort considérable a été déployé, notamment dans le cadre du 400^e anniversaire de la ville de Québec, afin d'intensifier la promotion touristique sur les marchés extérieurs. Vingt-quatre campagnes publicitaires ont entre autres été menées.

Afin d'attirer de plus en plus d'investissements étrangers directs, un plan de développement a été mis en place pour appuyer les filiales de sociétés étrangères comme le prévoit le Plan d'action en faveur du secteur manufacturier. Le volet Investissement a été intégré à quatre missions économiques dirigées par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme au Forum économique mondial de Davos (Suisse), à la Première rencontre annuelle des nouveaux champions à Dalian (Chine), à BIO 2007 (États-Unis) et à Le Bourget (France).

L'appui au développement de partenariats internationaux de recherche et l'attraction de chercheurs étrangers a pris différentes formes en 2007-2008. Onze projets de recherche et 7 montages de projet ont bénéficié du financement supplémentaire du Programme de soutien à la recherche volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation. La réalisation de « Voilà Québec ... en recherche », à New York et à Boston, a contribué à la promotion des forces du Québec en recherche scientifique et encouragé l'établissement de collaborations entre des chercheurs du Nord-Est des États-Unis et du Québec. À l'instar de l'année précédente, plus d'une centaine de certificats d'admissibilité au crédit d'impôt ont été délivrés à des chercheurs et à des experts étrangers travaillant au Québec. Enfin, les ententes de coopération ont favorisé l'élaboration de différents projets, notamment en ce qui a trait aux Programmes d'accords industriels avec la Wallonie et la Bavière et du programme UBIFRANCE/QUÉBEC.

Encore cette année, le gouvernement a soutenu de nombreuses initiatives visant l'internationalisation des établissements d'enseignement québécois et plus largement des jeunes citoyens. Poursuivant ses efforts afin d'accroître le nombre d'étudiants étrangers, sept projets de promotion de l'offre éducative, portés par les réseaux de l'éducation du Québec, ont été appuyés. Un document de promotion des études au Québec a en outre été rédigé et publié en trois langues. Des exemptions des droits de scolarité supplémentaires normalement exigés des étudiants étrangers ont été mises à la disposition du réseau collégial et celles qui sont accordées aux universités ont été maintenues. De plus, un programme collégial de bourses pour de courts séjours d'études à l'étranger a été mis en place. Signalons enfin le financement de 3 projets permettant à 24 élèves de la formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger.

Par ailleurs, sous la coprésidence de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, un premier souper-bénéfice a été organisé par la Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec en novembre 2007. La somme de 75 000 \$, amassée à cette occasion, permettra d'appuyer les jeunes adultes québécois dans la réalisation de projets de mobilité internationale. En vertu du Programme Synergie entreprise (programme d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse), 140 jeunes Québécois ont participé à 18 missions. Le Projet Mentorat a quant à lui permis à 14 jeunes de participer à une mission en France ou au Mexique.

Pour faciliter la démarche de reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger, sept nouvelles ententes avec des ordres professionnels ont été signées. De plus, le gouvernement du Québec a élaboré une stratégie de promotion et de prospection de l'immigration. Il a mis en place des activités de promotion de l'immigration économique dans les pays ciblés : 305 séances d'information ont permis d'atteindre plus de 40 000 personnes. Dans le but d'agrandir le réseau de partenaires étrangers pour l'enseignement du français, 16 ententes de partenariat ont été signées, ce qui porte le nombre total de partenaires internationaux à 58. Enfin, à l'occasion d'une rencontre entre le

président de la République française et le premier ministre du Québec, il a été convenu de conclure une entente portant sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre la France et le Québec. Cette démarche a été appuyée par deux séances de travail du Comité de négociation et par plusieurs rencontres avec les ordres professionnels.

En octobre 2007, les visites de représentants du Québec à l'étranger dans huit régions québécoises auront permis aux acteurs locaux d'obtenir une information de première main sur les relations qu'entretient le Québec avec une partie du monde et, ainsi, de mieux apprécier comment ils peuvent en tirer profit. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a, par ailleurs, participé à une rencontre de la Table Québec-Municipalités en décembre 2007. Elle a rappelé aux élus municipaux l'importance pour les villes et les régions de se positionner sur l'échiquier international et la volonté du gouvernement d'appuyer celles qui intègrent une dimension internationale dans leur plan de développement.

Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

C'est la première fois qu'une politique internationale du Québec aborde la question des enjeux de sécurité. Les menaces non militaires à la sécurité constituent un enjeu non seulement pour la communauté internationale et les États souverains mais aussi pour les États fédérés. L'objectif « Sécurité » du Plan d'action comprend plusieurs mesures, regroupées sous les deux priorités suivantes :

- *s'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire;*
- *favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.*

Au cours de l'année 2007-2008, le gouvernement du Québec, par l'entremise des 14 ministères et organismes concernés par la mise en œuvre des actions de l'objectif « Sécurité », a poursuivi les efforts entrepris lors de la première année du Plan d'action, en renforçant ses capacités de gestion interne en matière de sécurité et en resserrant et en élargissant la coopération avec ses partenaires internationaux, principalement américains.

Afin de répondre à la priorité visant à assurer un accès rapide et fiable à l'information stratégique, le gouvernement du Québec a consolidé les assises de son nouveau Centre de gestion de l'information de sécurité du ministère de la Sécurité publique et a renforcé substantiellement sa relation avec les États américains du Nord-Est, particulièrement avec l'État de New York. En plus de poursuivre la signature d'ententes sur l'échange de renseignements dans le cadre de l'exécution de la Loi, cette fois avec l'État du Massachusetts, il a négocié une nouvelle entente en matière de lutte contre le terrorisme avec l'État de New York et l'a étendue à la lutte contre la criminalité. Un programme d'échange d'analystes entre le Québec et cet État a été mis en place et deux rencontres de niveau ministériel ont eu lieu. Par ailleurs, en collaboration avec ses partenaires des États américains du Nord-Est, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a collaboré et participé à la deuxième rencontre sur la criminalité transfrontalière qui s'est tenue au New Hampshire et a reçu un appui de taille de la National District Attorneys Association, association nationale américaine regroupant les procureurs des districts judiciaires des États-Unis, qui souhaite étendre l'initiative du Québec à tous les États situés le long de la frontière canado-américaine.

Au chapitre de la sécurité civile, un exercice conjoint de simulation d'une urgence a été organisé, en temps réel, entre les différents partenaires du Protocole d'entente internationale d'aide à la gestion des urgences qui regroupent, en plus du Québec, 10 États américains et provinces canadiennes. Un exercice de simulation d'une influenza pandémique a également été réalisé à la frontière canado-américaine. De plus, en vue de mieux prévenir les risques associés aux pandémies, aux maladies infectieuses et au bioterrorisme, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, en collaboration avec les spécialistes du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), a réalisé la première mission auprès des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis. L'objectif était d'amorcer une collaboration scientifique avec cette prestigieuse institution scientifique. Cette mission devrait permettre à l'INSPQ de faire partie du réseau nord-américain Laboratory Response Network et d'obtenir une accréditation pour intervenir dans des situations de menace ou d'urgence infectieuse.

En matière de sécurité environnementale et de changements climatiques en particulier, le Québec a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires américains du Nord-Est et investi par ailleurs une somme supplémentaire de 350 M\$ dans la mise en œuvre de son Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques. Dans ce domaine, il a fait preuve de leadership en devenant membre du Climate Registry, observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative et en amorçant des pourparlers en vue de son adhésion à la Western Climate Initiative.

L'intensification des relations avec les États-Unis n'a pas empêché le Québec d'établir des collaborations fructueuses avec ses partenaires européens. En effet, les efforts se sont multipliés de la part du Québec, afin de créer, en 2008, un réseau international de formation policière sous le nom de Francopol. Cette initiative a déjà reçu un accueil favorable de l'Organisation internationale de la Francophonie et pourrait s'étendre, dans une deuxième étape, aux pays membres de la Francophonie.

Afin de favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière, le gouvernement du Québec a continué de soutenir financièrement l'adhésion des entreprises manufacturières du Québec au programme américain C-TPAT, programme de sécurisation des exportations, et ce, dans le but de préserver l'accès du Québec au marché américain. Par ailleurs, le gouvernement du Québec a investi plusieurs millions de dollars aux abords de certains postes frontaliers en installant des systèmes de transport intelligents et en construisant des voies dédiées et, à cet égard, les travaux du poste Lacolle/Champlain sont terminés. Les travaux se poursuivent aux trois autres postes-frontières de Stanstead/Rock Island, Armstrong/Jackman et Saint-Armand/Highgate.

En outre, dans le cadre du programme américain Western Hemisphere Travel Initiative, exigeant le passeport comme document d'admission aux États-Unis, le gouvernement du Québec a intensifié ses efforts et poursuivi ses démarches auprès des gouverneurs et du Congrès américains afin que le permis de conduire soit utilisé comme une alternative au passeport. Les efforts du Québec ont porté fruit puisque le permis de conduire Plus, dont l'élaboration est assurée par la Société de l'assurance automobile du Québec, devrait voir le jour d'ici la fin de l'année civile et pourra être utilisé comme document sécurisé pour entrer aux États-Unis par voies terrestre et maritime.

Enfin, le gouvernement du Québec poursuit l'imposant travail de sécurisation de son agriculture en étendant l'implantation de son système d'agrotraçabilité à d'autres maillons de la chaîne bioalimentaire. Rappelons que le Québec est le premier gouvernement du continent nord-américain à avoir mis en place un tel système et, à ce titre, il est un chef de file en Amérique du Nord.

Les réalisations et les étapes qui ont été franchies, au cours de 2007-2008, ont mis en évidence la capacité et la détermination du Québec de mener avec dynamisme des actions concrètes et d'affirmer son rôle et sa place en matière de sécurité non militaire. Plusieurs de ses initiatives se poursuivront au cours de 2008-2009 qui démontreront comment il contribue, de façon notable, à la sécurité de son territoire et à celle du continent nord-américain.

Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

Le quatrième objectif de la Politique internationale concerne l'identité et la culture du Québec et comporte 14 mesures regroupées sous deux priorités :

- appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde;
- développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

Le gouvernement du Québec a poursuivi, en 2007-2008, la mise en œuvre de plusieurs dispositions visant à favoriser la promotion et le rayonnement de la langue française à travers le monde. En participant aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information, le Québec a contribué à l'élaboration de deux normes internationales et il a collaboré à la rédaction simultanée de sept projets en versions française et anglaise. En matière de diversité linguistique, le gouvernement du Québec a participé à la deuxième réunion de consultation consacrée à la grande orientation de l'UNESCO touchant l'enjeu « Diversité et identités culturelles, diversité linguistique et contenus locaux ». Il a également pris part au programme de travail de cette organisation, ce qui lui a permis de faire état de sa position dans le cadre de la mise en œuvre des grandes orientations issues du Sommet mondial de l'information et du Forum sur la gouvernance de l'Internet. Le Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est a été lancé au Vietnam et il a envoyé son premier coopérant québécois sur place. Dans un contexte d'appui au transfert d'expertise sur les politiques et les outils linguistiques élaborés au Québec, un programme de coopération en matière d'aménagement linguistique a été signé entre le Secrétariat à la politique linguistique, l'Office québécois de la langue française, le Conseil supérieur de la langue française et le Welsh Language Board (Pays de Galles). Le gouvernement du Québec a poursuivi ses échanges avec l'Organisation internationale de la Francophonie concernant l'observation du français dans le monde et le renforcement de son usage dans l'espace francophone.

En ce qui a trait au développement des compétences et des instruments permettant de mieux suivre, de planifier et d'organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger, soulignons que l'Observatoire de la culture et des communications du Québec a poursuivi sa démarche et a conçu et mis en place des pré-tests pour deux nouvelles enquêtes qui devraient permettre de connaître le niveau des exportations de spectacles québécois et l'état de l'industrie des services techniques du cinéma et de la télévision afin de promouvoir le Québec à l'étranger comme lieu de tournage. Par ailleurs, 56 nouveaux projets de traduction d'œuvres littéraires ont été réalisés, soit 28 vers l'anglais, 9 vers l'espagnol, 8 vers le français, 8 vers le bulgare et 3 vers le portugais. Le nouveau programme d'accueil de spectacles étrangers, mis sur pied l'année dernière, a permis de présenter trois spectacles dans neuf régions du Québec à près de 11 000 spectateurs. Les stratégies territoriales, mises en place en 2006-2007, ont favorisé des opérations de promotion culturelle d'envergure, notamment lors de la Biennale de Venise, du Festival mondial des arts du cirque de Paris et du Forum universel des cultures de Monterrey au Mexique. Cette démarche structurée a contribué à une augmentation du nombre d'entreprises et d'organismes culturels sur les marchés internationaux. Ainsi, près de 200 projets de tournée, appuyés par le gouvernement du Québec, ont été réalisés à l'étranger. Les crédits alloués à la diffusion et à la circulation ont aussi permis la réalisation d'événements importants tels que la Vitrine du Québec en Italie, Série Québec Jazz au Lincoln Center à New York, Focus Québec au Festival de la poésie de Berlin et la Vitrine du Québec en Flandre. Poursuivant sur cette lancée, le gouvernement du Québec continue ses démarches en vue d'améliorer le système d'opérateurs afin d'augmenter davantage les présences collectives québécoises lors d'activités internationales dans les domaines des arts de la scène et de la muséologie. L'invitation et l'accueil de journalistes étrangers a suscité une importante couverture médiatique sur le plan international et a fait particulièrement ressortir la créativité et la relève du milieu culturel québécois.

L'application des mesures concernant l'identité et la culture démontre, cette année encore, le rôle important du gouvernement du Québec dans le rayonnement de la langue française à l'échelle internationale, dans l'amélioration de la mise en marché des manifestations et produits culturels québécois à l'étranger et, de manière générale, dans la diffusion internationale de la culture québécoise.

Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

Enfin, la Politique internationale du Québec poursuit un cinquième objectif : « Contribuer à l'effort de solidarité internationale ».

Pour ce faire, le gouvernement du Québec s'est donné la priorité suivante :

- *orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance des pays en développement.*

Sur le plan de la formation des ressources humaines, les fonds additionnels octroyés à l'Agence universitaire de la Francophonie ont notamment permis la réalisation d'ateliers de formation sur le thème de l'assurance-qualité de l'enseignement supérieur. De l'aide financière a également été accordée à l'Éducation internationale et à l'Association francophone internationale des directeurs d'établissement scolaire pour des initiatives visant le renforcement des systèmes éducatifs en Afrique francophone.

Le gouvernement a maintenu son appui aux étudiants étrangers dans le cadre de son programme d'ententes internationales sur les droits de scolarité. La validation des nouvelles orientations de ce programme et du nouveau modèle d'entente s'est aussi poursuivie auprès des différents acteurs concernés. Une attention particulière sera portée à l'accueil d'étudiants des cycles supérieurs et aux secteurs prioritaires ciblés par les pays partenaires.

En matière de gouvernance, le Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti a été mis en œuvre à la suite de la signature, en novembre 2007, de l'entente entre le Québec, le Canada et Haïti et à la tenue en Haïti, en février 2008, du premier comité conjoint. Ce projet vise à contribuer au renforcement de la gestion publique en Haïti en vue d'améliorer les services à la population. À ce sujet, des experts en sécurité informatique et en condition féminine ont effectué une mission en Haïti. D'autres projets, issus du partenariat entre le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise et de l'Agence canadienne de développement international, ont aussi permis un transfert d'expertise publique, notamment en matière de réforme de système de passation de marchés publics. Quelques projets sont aussi en élaboration touchant la participation citoyenne, le développement démocratique et les assurances publiques. Des démarches sont en cours auprès des bailleurs de fonds relativement à ces initiatives.

L'établissement de liens entre les villes et les régions du Québec et des partenaires étrangers a connu une progression notable avec l'adhésion de l'Union des municipalités du Québec à l'Association internationale des maires francophones dont la mission est de favoriser le transfert d'expertise municipale vers les villes francophones des pays en développement. Les villes de Sherbrooke, Saguenay, Trois-Rivières et Lévis ont joint, par la suite, les rangs de cette association soutenue notamment par le gouvernement du Québec (Montréal, Québec et Gatineau en sont également membres).

En vue d'appuyer des projets susceptibles d'aider à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques et de mesures culturelles dans les pays en développement, le gouvernement du Québec a versé une contribution de 100 000 \$ au Fonds international pour la diversité culturelle de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO.

Par ailleurs, la cellule de crise du MRI a été mobilisée lors de diverses catastrophes humanitaires internationales en vue de répondre à des besoins exprimés par les pays concernés, leurs représentants au Québec ou des organismes de coopération (ex. : incendies de forêt en Grèce, au Paraguay et en Californie, ouragans au Nicaragua et en Haïti, etc.), ce qui a amené une collaboration avec le ministère de la Sécurité publique et les autres partenaires du Plan national de sécurité civile. Mentionnons aussi la formation de professionnels du réseau québécois de la santé, qui s'est poursuivie pour collaborer avec des unités d'intervention de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lors

d'opérations humanitaires de secours d'urgence à l'étranger. Cinquante-six professionnels sont maintenant formés et 4 d'entre eux ont été envoyés au Cameroun.

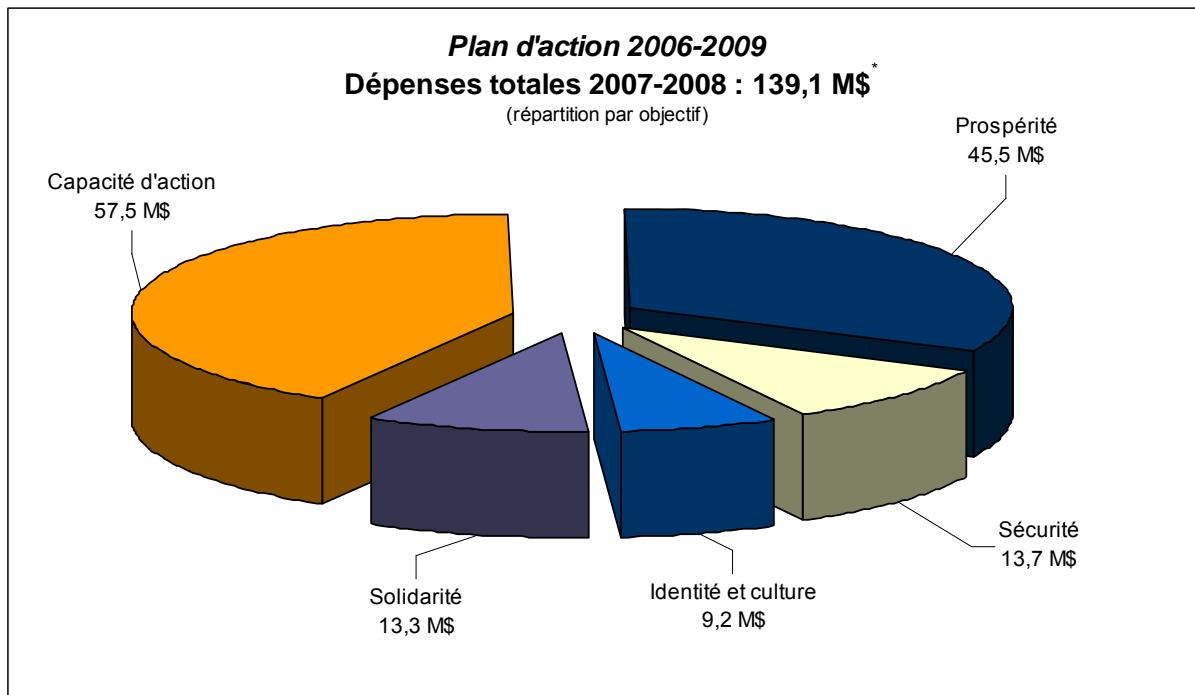
Bilan administratif

Mécanisme de suivi

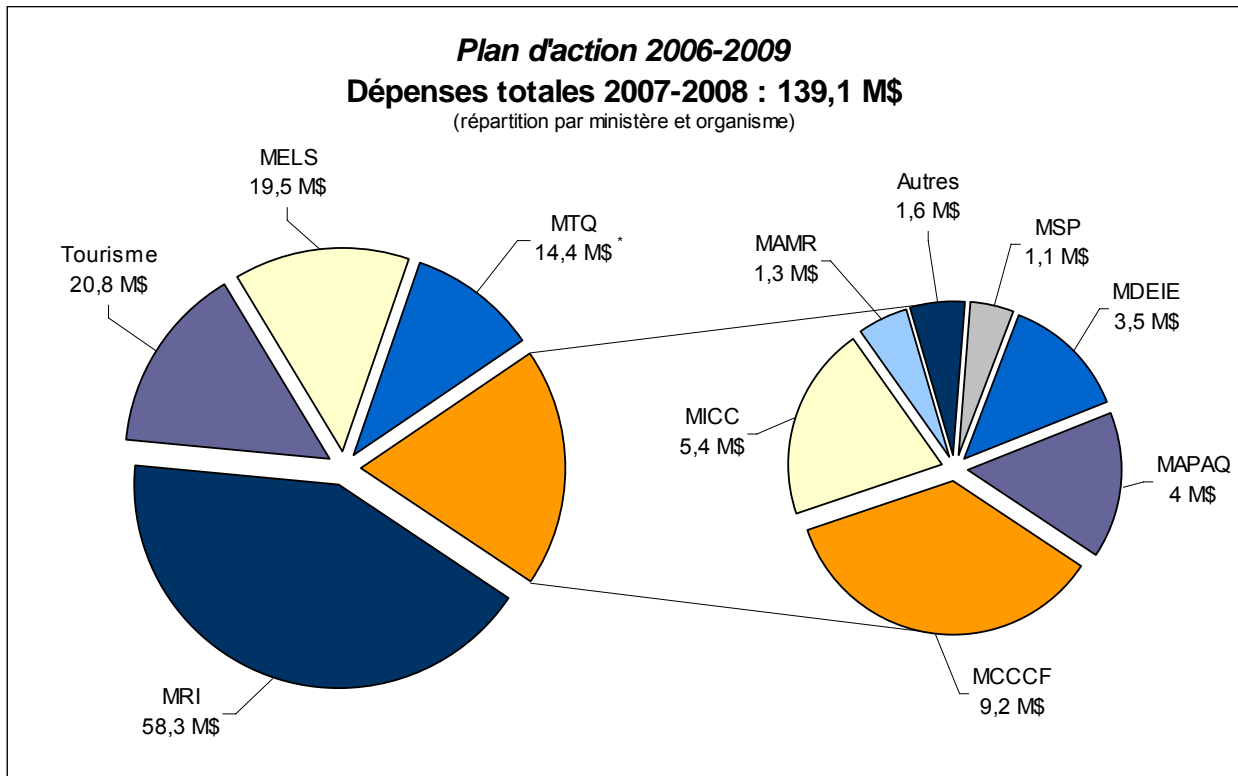
Le ministère des Relations internationales (MRI) a mis en place un mécanisme de coordination interministérielle axé sur une approche d'accompagnement et de soutien auprès des ministères et organismes partenaires, assurée par une équipe de conseillers en relations internationales. La gestion du processus de suivi est coordonnée par la Direction de la planification stratégique et opérationnelle du MRI qui doit veiller au respect des objectifs de la Politique internationale du Québec et des règles administratives du gouvernement. Les outils conçus au Ministère permettent de recueillir l'information sur les résultats obtenus, sur la planification des activités ainsi que sur les ressources budgétaires engagées dans la réalisation du Plan d'action.

Bilan des ressources financières

Au cours de l'année 2007-2008, les quelque 20 ministères et organismes associés à la réalisation du Plan d'action ont dépensé plus de 139 M\$, y compris les crédits additionnels, pour la mise en œuvre de mesures dont ils sont responsables. Les deux graphiques suivants illustrent la répartition des dépenses par objectif ainsi que par ministère et organisme partenaire



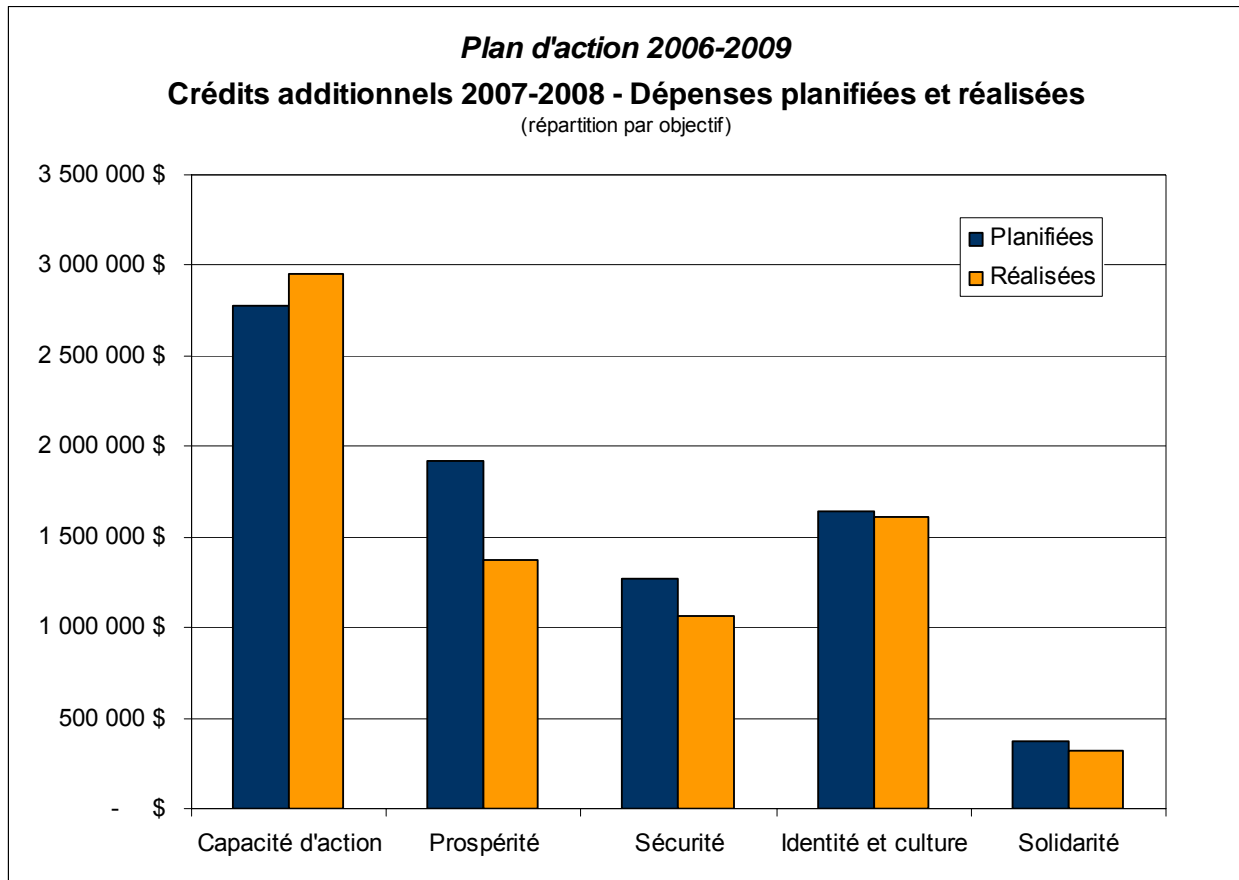
* Les dépenses relatives au réseau des représentations du Québec à l'étranger ont toutes été regroupées sous l'objectif « Renforcer la capacité d'action du Québec » pour faciliter le suivi budgétaire. Il importe toutefois de mentionner que plusieurs des ressources affectées à l'étranger visent l'expansion des échanges économiques.



* Notons que cette somme inclut les dépenses relatives au poste de contrôle routier (SAAQ).

Conformément à sa mission, le MRI a consacré 58,3 M\$ à la réalisation des mesures du Plan d'action dont il est responsable. La majeure partie des dépenses, soit 46,9 M\$, a été affectée au réseau des représentations du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale.

Les actions menées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action ont été, en majeure partie, financées à même les budgets réguliers des ministères et organismes, y compris le MRI. En effet, sur les 139,1 M\$ dépensés, 7,3 M\$ provenaient des crédits additionnels octroyés pour soutenir la mise en œuvre de la Politique internationale. La figure suivante illustre la répartition, selon les cinq objectifs de la Politique internationale, des crédits additionnels alloués et des dépenses réelles effectuées à même ces crédits.



Réalisations par mesure

Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

Priorité 1

Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts

1. Convenir avec le gouvernement fédéral d'un cadre stable et prévisible pour assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales **MRI**

Réalisations 2006-2007

Mise en œuvre de l'Accord historique entre les gouvernements du Québec et du Canada relatif à la participation du Québec aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) avec la signature, en février 2007, du Protocole d'entente administrative visant à préciser les aspects techniques et administratifs liés à la présence du représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

Séances de négociation et de concertation avec les gouvernements fédéral et provinciaux afin de conclure une entente fédérale-provinciale sur la participation des gouvernements provinciaux à la gestion de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI).

Discussions au Conseil de la fédération sur la participation aux travaux des organisations internationales gouvernementales.

Participation active au sein du Comité fédéral-provincial-territorial chargé des droits de la personne, notamment en ce qui a trait aux négociations internationales de nouveaux instruments dans ce domaine.

Collaboration au groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation en vue d'élaborer un régime pancanadien et international assurant la mise en œuvre de certaines dispositions de la Convention sur la diversité biologique.

Participation du président-directeur général de l'Institut national de santé publique à titre de représentant du Québec au sein de la délégation canadienne à la 59^e Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, en mai 2006.

Réalisations 2007-2008

Poursuite des négociations relatives au CIRDI.

Participation active au sein du Comité fédéral-provincial-territorial chargé des droits de la personne.

Participation, au sein de la délégation canadienne, à une réunion du groupe de travail chargé d'élaborer un Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tenue à Genève à compter du 31 mars 2007. Ce protocole vise la mise en place d'un mécanisme de communication permettant à tout particulier ou groupe de particuliers de déposer une plainte dans les matières couvertes par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (droit à l'éducation, droit à la santé, droit à un niveau de vie suffisant, droit au travail), soit des domaines relevant de la compétence des provinces.

Participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 15^e Commission du développement durable (CDD15) de l'Organisation des Nations Unies, tenue à New York en mai 2007.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la Conférence du travail de Genève, en juin 2007.

Participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la réunion de pays aux vues similaires sur l'aménagement forestier durable de Toronto, tenue les 23 et 24 janvier 2008. Cette rencontre visait la préparation des négociations afférentes à l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant en cette matière.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, aux négociations américaines sur les droits des peuples autochtones (tenues à Washington du 14 au 18 avril 2008).

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 7^e réunion des ministres de la Justice (tenue à Washington du 28 au 30 avril 2008).

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 38^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (tenue à Medellin, en Colombie, du 1^{er} au 3 juin 2008).

2. **Nommer un représentant permanent du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO**

MRI

Réalisations 2006-2007

Nomination par le Conseil des ministres, en décembre 2006, du représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO. Entré en fonction en février 2007, ce représentant a participé aux sessions de l'Organisation au regard des sujets d'intérêt pour le Québec tels que l'éducation, la culture, les sciences et le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information.

Réalisations 2007-2008

Institution du Comité interministériel sur les affaires de l'UNESCO. Les représentants des ministères sectoriels jouant un rôle clé dans les secteurs de l'UNESCO participent à ce comité : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), le ministère des Services gouvernementaux (MSG), le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ainsi que le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF). Durant cette période, les travaux ont porté sur la présentation des grands dossiers discutés à l'UNESCO et sur le ciblage de ceux qui pourraient intéresser le Québec.

Intégration du Québec aux débats en cours à l'UNESCO, notamment lors de la 34^e session de la Conférence générale de cet organisme, tenue du 16 octobre au 3 novembre 2007. La présence permanente du Québec au sein de la délégation canadienne a été soulignée lors des deux Tables ministérielles, l'une en éducation et l'autre en science et technologie. Les représentants québécois ont fait entendre la voix du Québec en de nombreuses occasions.

Contribution du représentant du Québec aux échanges du Groupe des ambassadeurs francophones et rapprochement avec les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) et les représentants d'autres États fédérés.

3. **Intervenir dans les mécanismes de contrôle des conventions internationales**

MRI

Réalisations 2006-2007

Participation de deux représentants du Québec, pour répondre aux questions relatives au Québec, lors de l'examen des 17^e et 18^e Rapports du Canada sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en février 2007.

Contribution du Québec aux 6^e et 7^e Rapports du Canada sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Rédaction des observations du Québec en réponse aux plaintes déposées au Comité de la liberté syndicale du Bureau international du travail et suivi de ses recommandations.

Réalisations 2007-2008

Visite du rapporteur spécial sur le logement convenable de l'ONU à Montréal, en octobre 2007, et analyse de son rapport préliminaire.

Négociation avec le gouvernement fédéral de garanties, eu égard à la participation du Québec et des autres provinces canadiennes à la gestion et au suivi de la CIRDI.

Dépôt des observations du Québec concernant deux plaintes au Comité des droits de l'homme.

Réponses du Québec concernant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant terminées.

Rédaction des rapports de mise en œuvre par le Québec de cinq conventions internationales sous la responsabilité de l'Organisation internationale du travail : la Convention internationale du travail, la Convention sur l'égalité de rémunération, la Convention relative à la discrimination en matière professionnelle, la Convention sur la politique de l'emploi et la Convention sur la santé et la sécurité des travailleurs.

4. **Dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), collaborer avec le gouvernement fédéral pour défendre la liberté d'action des gouvernements en matière de politiques publiques (culture, éducation, santé et services sociaux) et le maintien des mécanismes de mise en marché collective des produits agricoles telle la gestion de l'offre. S'assurer de la présence de représentants du gouvernement du Québec aux moments décisifs des négociations**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Participation active à toutes les rencontres fédérales-provinciales visant à établir les positions canadiennes dans les négociations multilatérales et présence à toutes les séances de l'OMC.

Présence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et des représentants du secteur agricole à la réunion ministérielle de l'OMC, à Genève.

Participation aux travaux menant à l'offre canadienne révisée de libéralisation des services conservant la marge de manœuvre du gouvernement dans les secteurs de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Participation directe aux négociations ayant mené à la conclusion de l'accord Canada-États-Unis sur le bois d'œuvre de même qu'à la renégociation de l'arrangement sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Contribution active du gouvernement du Québec à la conclusion de l'Entente Canada–Union européenne sur le commerce des boissons alcooliques.

Réalisations 2007-2008

Présence aux différentes étapes des négociations portant sur les questions agricoles à l'OMC afin de représenter les intérêts du Québec quant au maintien du système de gestion de l'offre.

Prise en compte des positions et des orientations du Québec dans la négociation par le gouvernement fédéral de deux accords commerciaux avec le Pérou et l'Association européenne de libre-échange qui comprend la Suisse, le Lichtenstein, l'Islande et la Norvège.

Suivi continu du calendrier de négociation d'accords bilatéraux et régionaux poursuivi par le gouvernement fédéral.

Mise en œuvre de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis et défense des mesures de soutien à l'industrie québécoise par leur conformité à l'entente.

Signature du nouvel arrangement sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils de l'OCDE le 31 juillet 2007. Préservation de la capacité d'intervention d'Investissement Québec et réduction du risque financier gouvernemental.

5. **Poursuivre la réalisation du plan d'action gouvernemental visant à appuyer la ratification et la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles** **MCCCF, MRI, MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Collaboration à l'entrée en vigueur de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le 18 mars 2007, le seuil nécessaire à son entrée en vigueur étant fixé à 30 États.

Au 31 mars 2007, 56 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déjà déposé leur instrument de ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles auprès de l'UNESCO.

Appui financier à la Coalition pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci, ce qui a permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 37 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde.

Partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui, grâce à une personne-ressource du ministère des Relations internationales (MRI), a proposé un plan d'action opérationnel en matière de diversité culturelle pour l'ensemble de ses membres.

Site Internet gouvernemental sur la diversité culturelle : 46 000 consultations au mois de mars 2007 et croissance des abonnements au bulletin électronique hebdomadaire sur le sujet.

Appui à la réalisation d'études sur la mise en œuvre de la Convention, notamment quant à la disponibilité de traductions en anglais, en espagnol et en arabe.

Participation constante aux travaux de l'OIF et du Réseau international sur la politique culturelle de même que de nombreuses interventions dans diverses conférences internationales pour faire valoir la Convention.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la campagne diplomatique visant à augmenter le nombre de ratifications de la Convention. Au 31 mars 2008, 80 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déposé leur instrument de ratification, soit 24 de plus qu'à pareille date en 2007.

Renouvellement de l'appui financier à la Coalition pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci, ce qui a permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 42 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde réunis dorénavant dans la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle, dont le secrétariat situé à Montréal est assumé par la Coalition.

Poursuite des activités du site Internet gouvernemental trilingue consacré au dossier de la diversité des expressions culturelles. La diffusion d'un bulletin d'information hebdomadaire propre à ce site s'est poursuivie de même que la présentation d'études inédites sur la mise en œuvre de la Convention.

Renouvellement du partenariat avec l'OIF, qui s'est notamment concrétisé par le maintien d'une personne-ressource du MRI affectée à l'application du plan d'action de l'OIF en matière de diversité culturelle.

Poursuite de la participation aux travaux du Réseau international sur la politique culturelle de même que de nombreuses interventions à diverses conférences internationales pour faire valoir la Convention, dont la Commonwealth Foundation.

Participation active, à l'UNESCO, aux réunions des organes directeurs de la Convention soit la Conférence des Parties et le Comité intergouvernemental, et ce, au sein de la délégation canadienne.

Contribution de 100 000 \$ du gouvernement du Québec (MRI) au Fonds international pour la diversité culturelle.

Maintien de l'appui à la réalisation d'études sur la mise en œuvre de la Convention, notamment quant à la disponibilité de traductions en anglais, en espagnol et en arabe.

Appui financier à la création du Réseau international d'information et de soutien juridique en matière de diversité des expressions culturelles, dont le siège est situé à la Faculté de droit de l'Université Laval.

6. Suivre de plus près les travaux de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Banque mondiale

MRI

Réalisations 2006-2007

Entretien du premier ministre avec le secrétaire général de l'OEA, en février 2007.

Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le représentant permanent du gouvernement du Canada auprès de l'OEA, en janvier 2007.

Participation de la ministre de la Culture et des Communications du Québec à la 3^e Réunion interaméricaine des ministres de la Culture de l'OEA.

Rencontres avec des représentants de la Banque mondiale (BM), en juin 2006 et janvier 2007, afin de promouvoir l'expertise québécoise.

Embauche au Bureau du Québec à Washington d'un responsable aux affaires multilatérales chargé des liens avec l'OEA et la BM, avec le soutien du gouvernement du Canada.

Identification des dossiers prioritaires à suivre auprès de l'OEA.

Réalisations 2007-2008

Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le secrétaire général de l'OEA, en juin 2007.

Présence du Québec en marge de l'Assemblée générale de l'OEA, en juin 2007, dont le thème était l'énergie.

Élaboration par le Québec de ses positions gouvernementales et participation aux négociations concernant différents instruments normatifs en cours d'élaboration à l'OEA.

Développement d'un réseau de contacts au sein de la BM et de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Participation, au sein de la délégation canadienne, à la réunion annuelle de la BID.

Négociation pour l'obtention d'une présence québécoise au sein de la délégation canadienne en vue de la 38^e Assemblée générale de l'OEA de juin 2008.

7. **Appuyer la présence d'experts québécois dans les groupes de travail des organisations internationales et augmenter le nombre de jeunes Québécois en stage auprès de ces organisations** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Placement de 23 stagiaires (dont 9 postes nouvellement créés), pour une période de six mois, auprès des organisations internationales et plus particulièrement, au sein d'équipes de travail choisies en fonction de l'intérêt, pour le Québec, des dossiers qu'elles traitent. Des stagiaires ont été affectés, à titre d'exemple, à la division de l'Éducation et de la Culture de l'OEA, aux directions de l'Environnement, secteur des changements climatiques et de la gestion de l'eau de l'OCDE, à la division de la Société de l'information à l'UNESCO, à la section sur les Femmes et l'Égalité des genres de cette même organisation, au secteur sur l'accès aux ressources génétiques et partage des avantages du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB) à la division de l'Éducation du Conseil de l'Europe, à la division des Forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO : Food and Agriculture Organization), au secteur des politiques régionales de la Commission des Grands Lacs et au secteur de l'Écologisation des marchés de la Commission de coopération environnementale de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Soutien à 28 experts québécois qui ont participé à des groupes de travail des organisations internationales.

Réalisations 2007-2008

Maintien à 23 du nombre de stagiaires auprès des organisations internationales pour une période de six mois. Des stagiaires ont été affectés notamment, à la Cour internationale de justice, à l'OEA, au Conseil de l'Europe, à l'UNESCO ainsi qu'au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Création d'un nouveau partenariat financier avec l'Université Laval pour le placement d'un stagiaire au SCDB.

Financement par le MRI, pour huit finissants à la maîtrise en foresterie, d'une mission d'étude et de familiarisation à Rome auprès d'organisations internationales œuvrant dans le domaine des forêts et de la biodiversité (FAO, Biodiv., le Fond international de développement agricole et l'International Plant Genetic Resources Institute).

8. **Développer les liens et le partenariat avec les institutions publiques et les organismes de la société civile afin d'accroître la capacité d'intervention du Québec dans les divers forums internationaux** MRI

Réalisations 2006-2007

Poursuite du partenariat avec le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) dans les dossiers liés à l'OIT.

Nouveau partenariat avec le Secrétariat international de l'eau (SIE) pour jeter les bases d'une concertation dans ce domaine.

Présence du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Dans le cadre de cette conférence, collaboration étroite du gouvernement avec Climate Group, organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni et dont le Québec est membre, ainsi qu'avec le Centre de droit international sur le développement durable, associé à la Faculté de droit de l'Université McGill, et le consortium Ouranos, centre de recherche québécois.

Lors de la Conférence de Nairobi, le gouvernement a d'ailleurs présenté son Plan d'action sur les changements climatiques du Québec 2006-2012 lors d'un événement parallèle organisé en collaboration avec le consortium Ouranos. Les travaux de ce consortium de recherche québécois ont également retenu l'attention de plusieurs participants.

Élaboration de liens avec des intervenants majeurs dans le transport routier : la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), la Ville de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport, les centres de recherche québécois en transport et diverses associations de la société civile (construction, machinerie, inspection). Concertation avec le ministère des Transports pour les travaux de l'Association mondiale de la route, dont le Québec est membre.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la concertation avec le CCTM.

Coopération avec le Centre de droit international sur le développement durable (CDIDD) pour la présentation de la Politique québécoise en matière de changements climatiques lors du Sommet de Bali, en décembre 2007, durant la 13^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la 3^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se sont tenues à Bali, en Indonésie, du 3 au 15 décembre 2007.

Contribution de 15 000 \$ du MRI au projet « Lacs et rivières » du SIE. Ce projet vise à sensibiliser les jeunes Québécois de 17 à 25 ans aux enjeux relatifs à la gestion de l'eau ici et dans les pays en développement.

Attribution d'un soutien financier du MRI à la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal, afin de permettre sa participation à l'exposition thématique internationale, tenue au siège de l'UNESCO, à Paris, en juin 2007.

Soutien du ministère des Transports à la participation de représentants des organismes de la société civile québécoise du domaine des transports au 23^e Congrès mondial de la route, tenu à Paris du 17 au 21 septembre 2007.

Attribution d'un soutien financier au CDIDD pour sa participation à la 13^e Conférence des Parties au Protocole de Kyoto tenue à Bali, en décembre 2007.

Participation au Forum international sur la société civile et l'efficacité de l'aide organisé par le Groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide de l'OCDE, en février 2008.

Présence de la sous-ministre adjointe à la Condition féminine à la 52^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, tenue à New York du 27 février au 7 mars 2008.

9. **Consolider l'influence du Québec au sein de la Francophonie et accueillir le XII^e Sommet de la Francophonie** MRI

Réalisations 2006-2007

Participation active aux travaux de l'OIF, notamment en matière de démocratie, des droits de la personne et de la diversité des expressions culturelles.

Conclusion d'une entente de principe, au printemps 2007, entre les gouvernements du Québec et du Canada sur les modalités administratives de l'organisation du XII^e Sommet de la Francophonie prévu à Québec en 2008.

Choix du lieu et du siège du Secrétariat d'organisation du XII^e Sommet de la Francophonie.

Réalisations 2007-2008

Participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la Conférence ministérielle de Vientiane au Laos (20-21 novembre 2007). À cette occasion, la ministre a annoncé les enjeux du Sommet de Québec (démocratie et état de droit; langue française et environnement) et les grandes lignes du format des travaux.

Poursuite des discussions entre le Québec et le Canada sur les enjeux du Sommet. Ajout d'un quatrième enjeu : gouvernance économique.

Tenue de rencontres de la ministre avec le secrétaire général de la Francophonie.

Contacts réguliers avec les instances de la Francophonie en vue de préciser divers éléments liés à l'organisation et au contenu du Sommet.

Participation aux rencontres du comité directeur chargé, pour les gouvernements hôtes, d'encadrer les travaux du Secrétariat à l'organisation du Sommet.

10. **Collaborer à l'élaboration des solutions dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité** MRI

Réalisations 2006-2007

Veille régulière de l'évolution des discussions concernant le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Analyse des répercussions possibles pour le Québec et échanges avec les différents ministères québécois intéressés. Une attention particulière a été accordée aux travaux du Conseil nord-américain de la compétitivité, dont la création a été annoncée à Cancún (Mexique) en mars 2006. Par ailleurs, lors du Sommet des leaders sur les relations nord-

américaines qui s'est tenu à Gimli au Manitoba, en mai 2006, le gouvernement du Québec a réitéré l'importance de faire participer les États fédérés à l'élaboration des mesures adoptées dans le cadre du PSP.

Réalisations 2007-2008

Consultation du Québec par le gouvernement fédéral sur l'élaboration du Plan nord-américain contre l'influenza aviaire et la pandémie d'influenza.

Réponse du Québec au questionnaire pancanadien pour l'élaboration des normes recommandées en matière de documents fiables prouvant le statut et la nationalité visant à faciliter les déplacements transfrontaliers Canada-États-Unis.

Veille assurée par le MRI sur l'évolution du PSP ainsi que sur les divers champs de coopération couverts. Transmission d'analyses aux ministères sectoriels concernés.

11. **Promouvoir un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne (remplace *Participer directement à la négociation de l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement [ARCI] entre le Canada et l'Union européenne*, les négociations ayant été suspendues en 2006)** **MDEIE, MRI**

Réalisations 2006-2007

Promotion d'une reprise des négociations sur une base plus large auprès des acteurs européens (regroupements d'entreprises et représentants de la Commission européenne) avec qui le Québec entretient des relations, une position qui a reçu l'appui d'un certain nombre de provinces et du gouvernement fédéral.

Discours et interventions publiques du premier ministre et de ministres sur le renforcement des liens économiques entre le Canada et l'Union européenne (UE).

Coordination des interventions auprès de la Commission européenne (CE), des représentants des pays membres à la CE de même qu'auprès des politiciens de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la promotion d'un partenariat élargi entre le Canada et l'UE :

- Missions du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme en Europe, ayant permis de recueillir l'appui de pays européens, de régions et d'entreprises européennes.
- Entretien de relations (par l'entremise de la Délégation générale du Québec à Bruxelles) avec les institutions européennes, les milieux d'affaires européens et les représentants des régions d'Europe à Bruxelles, en concertation avec la Mission du Canada auprès de l'Union européenne.
- Participation de toutes les délégations et de tous bureaux du Québec en Europe à la promotion d'un partenariat élargi entre le Canada et l'UE auprès d'acteurs clés dans leur territoire respectif.
- Participation du MDEIE au comité directeur du suivi de l'étude conjointe Canada-UE sur les coûts et avantages d'un tel partenariat (la décision de réaliser cette étude a été prise lors du Sommet de Berlin en juin 2007).
- Appui des premiers ministres et des provinces canadiennes au projet de partenariat, à l'initiative du Québec, lors de la rencontre du Conseil de la fédération en janvier 2008.

12. **Soutenir l'implantation et le maintien d'organisations internationales au Québec**

MRI

Réalisations 2006-2007

Installation de quatre nouvelles organisations internationales à Montréal, soit :

- Civil Air Navigation Services Organization;
- Chambre de commerce internationale gaie et lesbienne;
- Alternatives International, un réseau d'organisations politiques et sociales;
- Institut des affaires culturelles internationales (The Institute of Cultural Affairs International).

Maintien des avantages accordés aux organisations internationales installées sur tout le territoire québécois en vertu de la Politique d'accueil des organisations internationales.

Consolidation de la présence à Montréal de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) par une augmentation de la contribution financière du gouvernement du Québec de manière à tenir davantage compte de la croissance importante de l'organisme au cours des dernières années. L'ISU, lors de son implantation en 2001, n'avait que 17 employés. Il en comptera bientôt 120.

Mise en route du processus de reconnaissance afin de garantir le maintien au Québec de plusieurs organisations internationales telles que l'Airport Council International, le Conseil international des sociétés de design industriel (ICSID) et le Conseil international des associations de design graphique (ICOGRADA) dans le domaine du design, et de l'International Federation of Air Line Pilots' Associations.

Appui à un projet pilote visant la création et l'implantation à Québec d'un Secrétariat international des auberges de jeunesse des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Réalisations 2007-2008

Établissement au Québec du siège social de trois nouvelles organisations internationales : la Finance Alliance for Sustainable Trade, le Secrétariat de la Campagne internationale sur le climat (Global Campaign on Climate) et le Réseau des auberges de jeunesse des villes du patrimoine, portant à 78 le nombre d'organisations internationales qui y sont implantées.

Choix de Montréal par la Fédération internationale des architectes d'intérieur (IFI) comme emplacement de son siège social. Elle viendra s'y installer en avril 2008. Fait intéressant, l'IFI vient rejoindre deux autres organisations internationales dans le domaine du design installées à Montréal depuis 2005 : l'ICSID et l'ICOGRADA. Ces deux dernières ont signé, en 2007-2008, une entente de reconnaissance avec exemptions fiscales avec le gouvernement du Québec.

Inauguration des nouveaux locaux de l'ISU le 14 novembre 2007.

Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

Priorité 2

Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts

13. Redéployer le réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale **MRI, MDEIE, MICC**

Réalisations 2006-2007

Mise en œuvre du plan de redéploiement du réseau des représentations du Québec aux États-Unis, en Europe et dans les pays des marchés porteurs. Les procédures qui visent à rehausser le statut des représentations aux États-Unis et en Allemagne sont terminées. Pour ce qui concerne l'Italie, elles seront complétées en 2007-2008. La majorité des démarches concernant l'ajout de ressources sont complétées.

Aux États-Unis :

- Rehaussement du statut de l'antenne d'Atlanta au niveau de délégation;
- Nomination et entrée en fonction d'une déléguée du Québec à Atlanta et embauche d'un attaché commercial;
- Embauche d'un attaché commercial et d'un attaché aux affaires multilatérales à Washington;
- Lancement du processus de recrutement pour l'ajout d'un conseiller à Los Angeles;
- Fermeture du Bureau du Québec à Miami.

En Europe :

Allemagne :

- Rehaussement du statut du bureau de Munich au niveau de délégation générale;
- Nomination d'un délégué général à Munich pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse;
- Rehaussement du statut de l'antenne de Berlin au niveau de bureau;
- Embauche de deux attachés à Munich et d'un conseiller à Berlin.

Italie :

- Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome;
- Processus en cours pour la création d'une antenne économique à Milan;
- Processus de recrutement d'un attaché commercial à Milan complété.

Dans les pays des marchés porteurs :

Chine :

- Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels;
- Démarches amorcées pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

Japon :

- Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

Inde :

- Procédures en cours pour l'établissement d'un bureau du Québec à Mumbai.

Brésil :

- Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo;
- Désignation du directeur du Bureau du Québec.

Note : Cette énumération comporte, dans un souci de regroupement, les réalisations rattachées au redéploiement du réseau, également mentionnées aux mesures 6, 16 et 18.

Réalisations 2007-2008

Redéploiement aux États-Unis achevé. Ailleurs, les démarches ont été menées à terme ou le seront en 2008-2009.

Aux États-Unis :

- Entrée en fonction d'un conseiller aux affaires institutionnelles et aux affaires publiques à la Délégation du Québec à Los Angeles.

En Europe :

Italie :

- Démarches auprès des autorités concernées quant aux changements proposés aux statuts de la représentation à Rome en voie d'être finalisées.
- Embauche d'une employée de soutien à Rome.
- Entrée en fonction d'un attaché et ouverture de l'antenne économique à Milan.

Dans les pays des marchés porteurs :

Chine :

- Conclusion d'une entente de cohabitation pour le Bureau du Québec à Shanghai avec le gouvernement canadien et concertation en cours avec ce dernier pour la dotation de postes dans cette ville.
- Démarches concernant deux des trois postes à doter à Beijing en voie d'être finalisées.

Inde :

- Nomination d'un nouveau chef de poste. Conclusion d'une entente de cohabitation avec le gouvernement canadien. Démarches en vue d'une ouverture prochaine du Bureau en voie d'être finalisées.

Argentine :

- Fermeture du Bureau du Québec à Buenos Aires (la fonction « immigration » a été déplacée de Buenos Aires à São Paulo).

Brésil :

- Entrée en fonction du directeur.
- Ouverture du Bureau du Québec à São Paulo et mise à contrat d'une attachée aux affaires publiques et institutionnelles ainsi que de deux employés de soutien administratif.

14. **Mettre à profit les liens de coopération pour développer des positions et des actions communes autour d'enjeux débattus dans des forums internationaux** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Participation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Le ministre y a présenté, devant différentes instances, le Plan d'action 2006-2012 de lutte sur les changements climatiques du Québec. Il a aussi rencontré divers ministres de l'Environnement d'États fédérés et de régions ainsi que le ministre de l'Écologie et du Développement durable de la France.

Participation du premier ministre du Québec à la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, en février 2007, comme suite à l'invitation du président de la République française.

Réalisations 2007-2008

Présence de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Bali du 3 au 15 décembre 2007.

Réalisation des programmations des 12 ententes de coopération conclues entre le Québec et des États et gouvernements étrangers, ce qui permet d'apporter des réponses concrètes aux grands enjeux de l'heure. C'est le cas, en matière de changements climatiques (France, Catalogne et Bavière), de droits de la personne (Haïti), de rétablissement de la paix (Israël), d'intégration des immigrants (Bavière), de développement durable (France), de gestion de l'eau (France), d'éducation et de formation (France, Wallonie-Bruxelles et Royaume-Uni)

Présence, en février 2008, de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la deuxième réunion des provinces, États et territoires du Canada et de l'Australie, tenue à Adélaïde, en Australie méridionale. La ministre a ainsi pu échanger avec les chefs des États et territoires australiens sur les thèmes de la lutte aux changements climatiques, de la productivité et de l'innovation.

15. **Développer les relations avec les États fédérés et les grandes régions**

- ▶ **Intensification des liens avec des États américains et certains États mexicains autour d'initiatives visant le renforcement de l'espace nord-américain et participation aux Sommets Hemispheria, réunissant des provinces canadiennes ainsi que des États américains et mexicains; aux travaux de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) et aux travaux du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Participation du premier ministre à la 30^e réunion annuelle de la CGNA-PMEC.

Participation à la réunion de coordination du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. Mission au Québec du directeur exécutif du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.

Participation aux comités sur l'environnement et l'énergie ainsi qu'au Dialogue sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de même qu'au Forum relatif aux solutions de transport face aux changements climatiques.

Participation d'un contingent québécois à LAKESNET, organisée par le consulat général du Canada à Chicago, en vue d'harmoniser les discussions bilatérales sur l'avenir des Grands Lacs.

Participation du premier ministre au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines. Au total, neuf premiers ministres canadiens, deux gouverneurs mexicains, trois gouverneurs américains et un secrétaire d'État ont participé à l'événement. Plusieurs thèmes ayant trait à l'intégration nord-américaine ont été abordés dont : le renforcement des relations commerciales, la compétitivité et l'innovation, la sécurité, les ressources humaines, l'environnement et les stratégies énergétiques. Le premier ministre a, entre autres, réitéré la position du Québec à l'égard du renforcement des relations nord-américaines et du rôle que doivent jouer les États fédérés.

Accueil du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature d'un accord de coopération.

Inauguration de la Chaire de recherche et d'études du Québec contemporain à l'Université autonome du Nuevo León, première chaire sur le Québec au Mexique.

Accueil des secrétaires du Tourisme, de la Culture, du Développement économique et du Développement rural de l'État mexicain de Colima.

Réalisations 2007-2008

Participation du premier ministre à la 31^e rencontre annuelle de la CGNA-PMEC tenue à l'Île-du-Prince-Édouard les 25 et 26 juin 2007.

Participation du premier ministre à la réunion annuelle de l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments à Québec du 12 au 15 août 2007 et, ensuite, entretiens bilatéraux en marge de l'ERC avec la gouverneure de l'État du Delaware et avec le gouverneur du Vermont.

Participation québécoise importante et de haut niveau au Forum universel des cultures, événement sous l'égide de l'UNESCO, tenu à Monterrey à l'automne 2007. Présence de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à la cérémonie d'ouverture de cet événement (20 septembre 2007).

Réalisation d'une mission économique et institutionnelle au Nuevo León, dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (du 22 au 25 septembre 2007).

Mission du ministre de la Sécurité publique et ministre de la Justice à New York les 26 et 27 septembre 2007 et rencontres de haut niveau avec le Deputy Secretary for Public Safety et des représentants du New York State Office of Homeland Security et du New York City Police Department.

Mission du premier ministre à New York le 12 octobre 2007 et entretien avec le gouverneur ainsi qu'avec le Speaker de la New York State Assembly.

Lancement de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, les 15 et 16 novembre 2007, à Montréal.

Mission à Boston du ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 7 février 2008, afin de promouvoir l'hydroélectricité québécoise.

- ▶ **Présence accrue du Québec auprès d'instances régionales européennes, dont l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), où le Québec siège à titre d'observateur, et la Conférence des régions à pouvoir législatif (REGLEG). L'ARE réunit près de 250 régions de divers statuts de 30 pays européens. Le REGLEG regroupe 73 régions de l'Union européenne ayant leur propre gouvernement, un parlement élu directement ainsi que des responsabilités et compétences dans la mise en œuvre de la législation communautaire.** MRI

Réalisations 2006-2007

Participation du délégué général du Québec à Bruxelles à la 7^e Conférence des présidents des régions à pouvoir législatif (REGLEG). Mise en œuvre d'un réseau des représentants des bureaux des régions à pouvoir législatif.

Participation de représentants de la Délégation générale du Québec à Bruxelles à la plénière de l'ARE et aux travaux des commissions Éducation et culture ainsi que Santé et affaires sociales.

Réalisations 2007-2008

Participation active du délégué général du Québec à Bruxelles à la REGLEG et intervention sur l'État du fédéralisme au Canada.

Participation du délégué général du Québec à Bruxelles à l'ARE tenue à Udine (Italie), en novembre 2007.

- ▶ **Consolidation de la collaboration avec la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires en éducation, environnement, sciences et technologie. La Conférence des régions partenaires, dont le Québec est cofondateur avec la Bavière, compte sept membres : la Bavière, la Haute-Autriche, le Cap occidental, São Paulo, le Shandong, la Californie et le Québec.** MRI

Réalisations 2006-2007

Participation du premier ministre du Québec et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la 3^e Conférence des régions partenaires (Linz, juillet 2006).

Ouverture par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes de la conférence intitulée « Les nouvelles frontières du fédéralisme », à São Paulo au Brésil, rassemblant des représentants des régions partenaires.

Réalisations 2007-2008

Participation du président de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec aux World Sustainable Energy Days à Wels en Autriche. À l'initiative du Québec, une rencontre de travail s'est tenue avec la Bavière et la Haute-Autriche afin de cibler des pistes de coopération dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Tenue à Québec, du 15 au 17 mai 2007, d'une rencontre de travail sur les meilleures pratiques en éducation. L'Université Laval a accueilli des représentants des régions de Bavière, de Haute-Autriche, du Shandong et de São Paulo. Cette première réunion a permis de définir et de préciser le plan de travail et le cadre méthodologique.

Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Priorité 3

Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs

16. Aux États-Unis, agir prioritairement sur les questions de commerce, de sécurité, d'énergie et d'environnement. Assurer un leadership dans la consolidation de l'espace régional avec les États du Nord-Est. Renforcer la présence économique du Québec sur le territoire

- Soutenir le développement des corridors de commerce en appuyant les initiatives des chambres de commerce et des acteurs publics et privés et en appuyant l'organisation d'événements économiques régionaux d'envergure tels que le Sommet Québec-New York et la Conférence Montréal-Boston. MDEIE

Réalisations 2006-2007

Signature, en juin 2006, de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant le transport. Cette entente vise, entre autres objectifs, l'élaboration d'une stratégie conjointe par le ministère des Transports de l'Ontario et le ministère des Transports du Québec (MTQ), pour le développement du Corridor de commerce Québec-Ontario, à laquelle se porteront en appui le MDEIE et d'autres partenaires des secteurs public et privé. Ce corridor de commerce contribuera à renforcer les liens économiques avec les États du Midwest américain, notamment en facilitant le mouvement des biens et des personnes entre le Québec, l'Ontario et les États-Unis.

Appui gouvernemental à la signature de l'entente entre la Fédération des chambres de commerce du Québec et la Chambre de commerce du Vermont, premier jalon du Corridor commercial Québec-Nouvelle-Angleterre.

Réalisations 2007-2008

Amorce de la mise en place d'un espace économique Québec-Ontario : signature en juillet 2007 du Protocole d'entente sur le développement de la Porte continentale et du Corridor de commerce Québec-Ontario par les ministres des Transports du Canada, du Québec et de l'Ontario.

Organisation du 4^e Sommet économique Québec-New-York. Initialement prévu en mai 2008, cet événement a été reporté à l'automne 2008.

- Collaborer étroitement avec les entreprises des deux côtés de la frontière pour identifier les obstacles réglementaires et normatifs qui freinent le commerce et proposer des solutions novatrices pour renforcer les échanges économiques dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. MDEIE

Réalisations 2006-2007

Participation aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC. Discussions sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Participation avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le MTQ et le MRI au processus de formulation de commentaires pour la mise en œuvre du règlement américain sur l'importation de produits agricoles par les États-Unis.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la participation aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC. Discussions sur le PSP.

Participation aux réunions du Comité Northeast CanAM Connections Study afin de tracer un portrait des flux de transport pour l'ensemble de la région du Nord-Est (Maine, New Hampshire, Vermont, New York, Québec, Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Ontario et Nouvelle-Écosse).

- ▶ **Augmenter le bassin des exportateurs actifs en Nouvelle-Angleterre, dans l'État de New York et dans la région Mid-Atlantique en ciblant notamment les secteurs des biotechnologies, des nanotechnologies, des infotechnologies, de la construction, du capital de risque en haute technologie, de l'optique-photonique et de la sécurité. Appuyer les exportateurs expérimentés sur les marchés du Sud, notamment en aéronautique, en défense, en construction et dans les sciences de la vie.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Mission du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à la Bio 2006 Chicago Annual International Convention, en avril 2006. À l'occasion de cette rencontre internationale majeure dans le domaine des biotechnologies, ils ont fait connaître les produits et services québécois dans le domaine des sciences de la vie, contribué à la recherche de financement auprès de sociétés à capital de risque étrangères et favorisé la création de partenariats technologiques entre des entreprises québécoises et étrangères.

Mise en œuvre de 74 activités de promotion des produits de haute technologie sur le marché américain, avec plus de 500 participants qui ont globalement effectué des ventes de plus de 50 M\$.

Réalisation de plus de la moitié des objectifs triennaux de consolidation d'entreprises québécoises, soit 119 sur 170.

Réalisations 2007-2008

Soutien de 770 entreprises dans leurs démarches en territoire américain par l'entremise des services économiques des bureaux et délégations du Québec.

Réalisation de 39 activités de promotion des produits québécois sur le marché américain qui ont entraîné des ventes de plus de 130 M\$.

Consolidation de 108 entreprises additionnelles. L'objectif triennal est dépassé, soit 227 par rapport à 170.

- ▶ **Sensibiliser les États du Nord-Est américain au caractère renouvelable, propre et propice au climat de la production hydroélectrique québécoise, afin d'y accroître les exportations et faire valoir l'expertise du Québec dans ce domaine.** MRNF

Réalisations 2006-2007

Adoption d'une résolution à la 30^e rencontre annuelle de la CGNA-PMEC visant à accroître la production régionale d'énergies renouvelables d'au moins 10 % d'ici 2020.

Participation, avec le MDDEP et le MRI, aux réunions du Comité international du Nord-Est sur l'énergie (Northeast International Committee on Energy [NICE]).

Tenue à Québec du Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement, auquel participaient tous les représentants des États et des provinces membres de la CGNA-PMEC. Ce premier forum a permis

au Québec de faire valoir sa capacité de fournir à la Nouvelle-Angleterre une électricité renouvelable, propre et propice au climat.

Réalisations 2007-2008

Mission du ministre des Ressources naturelles et de la Faune en février 2008 afin de promouvoir le caractère renouvelable, propre et sûr de l'hydroélectricité du Québec auprès des décideurs politiques de Boston.

Publication, en mars 2008 et en collaboration avec le MRI, d'un article faisant la promotion de l'hydroélectricité renouvelable, propre, sûre et fiable du Québec dans un encart de la gazette législative de l'État de New York.

Poursuite des travaux du NICE auquel participe le Québec.

- **Mettre en œuvre une stratégie de promotion visant à renforcer le positionnement des produits agroalimentaires québécois aux États-Unis.** **MAPAQ**

Réalisations 2006-2007

Octroi d'un contrat à la Chaire Bombardier de gestion de la marque, à l'Université de Sherbrooke, pour l'élaboration d'une proposition d'image de marque destinée à produire une stratégie de positionnement des produits agroalimentaires aux États-Unis.

Réalisations 2007-2008

Détermination de deux axes de communication pour les produits agroalimentaires québécois sur le marché du Nord-Est américain à la suite du rapport de la Chaire Bombardier publié en août 2007 :

- les produits du Québec se distinguent par leur caractère unique;
- les produits du Québec se distinguent par leur raffinement européen.

Conclusion d'un contrat avec une firme de Boston, en novembre 2007, afin d'élaborer une signature et un logo à partir des axes de communication ainsi qu'un guide d'utilisation de cette image. Ce logo et cette signature ont été rendus disponibles à la fin de janvier 2008.

- **Rénover et développer les principales infrastructures routières menant à la frontière américaine et collaborer avec des États du Nord-Est et du Midwest pour augmenter l'interconnectivité des moyens de transport. Le ministère des Transports investira 92,5 millions de dollars sur trois ans dans les projets suivants : amélioration de l'autoroute 15 entre Montréal et Lacolle, à la frontière de l'État de New York; prolongation de l'autoroute 35 (A-35) entre Iberville et Saint-Armand, à la frontière du Vermont; prolongation de l'autoroute 73 (A-73) et amélioration des infrastructures de la route 173 (R-173) entre Saint-Georges et Armstrong, à la frontière du Maine.** **MTQ**

Réalisations 2006-2007

Autoroute 15 : réalisation de travaux (couche d'usure) sur un tronçon de 7 km et construction d'une voie dédiée pour les véhicules lourds près de la frontière.

Autoroute 35 : études environnementales fédérale et provinciale en cours.

Autoroute 73/Route 173 : obtention du rapport d'enquête et d'audience publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour le projet de prolongement de l'autoroute 73, entre Beauceville et Saint-Georges.

Route 173 : préparation des plans et devis préliminaires pour le projet d'amélioration de la route 173, entre Saint-Georges et Saint-Théophile.

Réalisations 2007-2008

Autoroute 15 : poursuite des travaux entrepris en 2006-2007, surveillance et contrôle qualitatif s'y rattachant.

Autoroute 35 : obtention des décrets requis (utilisation à des fins autres qu'agricoles et certificat d'autorisation environnementale), poursuite de l'étude approfondie et amorce des plans d'acquisition pour les segments entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Sébastien. Préparation des plans et devis pour certains tronçons.

Autoroute 73 : tenue d'audiences publiques et obtention des autorisations de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour le prolongement de l'autoroute 73 entre Beauceville et Saint-Georges. Mise en service d'un tronçon compris entre Saint-Joseph-de-Beauce et Beauceville.

Route 173 : amorce des travaux d'arpentage pour un tronçon et poursuite de la préparation des avant-projets en ce qui concerne l'amélioration de la route 173, entre Saint-Georges et Saint-Théophile. Préparation de plans et devis pour d'autres tronçons.

- **Renforcer les services économiques du Bureau du Québec à Atlanta.**

MRI, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Embauche d'un attaché commercial à Atlanta.

Réalisations 2007-2008

Organisation de quatre missions d'envergure dans les secteurs des technologies de l'information, des parcs d'attractions, de l'aéronautique et du marché hispanophone.

Organisation de quatre salons avec la présence importante d'entreprises québécoises dans les secteurs de l'aéronautique, des matériaux de construction, du transport terrestre et des textiles.

Soutien à 98 entreprises québécoises dans leurs démarches dans le territoire.

- **Confier au Bureau du Québec à Washington un mandat de développement des liens économiques avec la grande région de Washington et les États environnants dans les secteurs clés des infotechnologies, des biotechnologies, des sciences de la vie et de la défense et pour l'attraction du capital de risque.**

MRI, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Embauche d'un attaché commercial à Washington, quatrième agglomération américaine et troisième centre mondial de biotechnologies, pour soutenir la commercialisation de produits et services québécois et repérer les partenaires stratégiques.

Réalisations 2007-2008

Développement de liens de collaboration avec des agences fédérales, des organisations au niveau local (États et municipalités), des chambres de commerce, des associations du milieu des affaires et des entreprises du secteur privé, de manière à poursuivre des objectifs communs de développement économique.

Organisation, dans la région, d'une mission commerciale québécoise importante dans le secteur de la sécurité et de la défense.

Soutien auprès de 22 entreprises et associations québécoises œuvrant dans la recherche d'occasions d'affaires.

Collaboration aux travaux réalisés par des organisations du milieu des affaires à Washington et en Virginie (Northern Virginia Technology Council International Committee, Quarterly Washington Network Group International Steering Committee, Montgomery Economic Development Agency).

17. **Développer les occasions d'affaires dans les secteurs à fort potentiel des pays d'Europe occidentale. Profiter des perspectives offertes par l'Europe élargie. Appuyer les entreprises dans l'adaptation de leurs produits aux normes européennes**

- ▶ **Au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, cibler les secteurs de l'aérospatiale, de la construction, des infotechnologies, des biotechnologies, de l'environnement, des biens de consommation, de l'optique-photonique et de la machinerie pour le développement des exportations. En Italie, cibler les secteurs des nutraceutiques, de l'aluminium et de la construction. En Espagne, cibler la construction et l'aérospatiale et au Benelux, la construction, l'instrumentation et l'agroalimentaire.**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Réalisation d'une mission exploratoire au Royaume-Uni.

Accueil d'un journaliste du Royaume-Uni lors de la Semaine de la mode de Montréal en mars 2007.

Organisation de deux missions commerciales au Royaume-Uni, prévues en 2007, en matière de construction et de protection civile.

Réalisations 2007-2008

Organisation d'une conférence sur les avancées du Québec au Forum Life Science in Canada, en Allemagne.

Promotion du savoir-faire québécois au Salon Tectextil en Allemagne.

Participation d'une délégation québécoise à titre d'exposant au salon Chartered Institute of Housing à Harrogate, au Royaume-Uni, spécialisé dans le logement social.

Élaboration en cours de deux stratégies de développement économique sur l'Espagne et la Russie.

Aboutissement des démarches gouvernementales visant l'établissement d'une liaison aérienne directe entre Montréal et Barcelone.

Mission à Barcelone de représentants de parcs scientifiques et technologiques du Québec dans le cadre de la Conférence mondiale de l'Association internationale des parcs scientifiques.

Consolidation de 53 entreprises québécoises sur le marché européen et diversification de 73 entreprises.

- ▶ **Réaliser des activités et des projets à caractère commercial, scientifique et technologique sur le continent européen en utilisant les ententes de coopération du Québec comme leviers.**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Association du Québec au projet Transbio, un réseau transocéanique d'opportunités en biotechnologies, auquel participent la Catalogne, la Flandre, la Bavière et l'Écosse.

Onze accords issus des Programmes d'accords industriels (PAI) avec la Wallonie et la Bavière.

Financement de 60 missions individuelles et de 2 missions de groupe par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, issu d'une entente franco-québécoise de coopération industrielle.

Réalisations 2007-2008

Conclusion de trois accords issus des PAI avec la Wallonie et la Bavière.

Financement, par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, de 53 activités (51 missions individuelles et deux activités de groupe).

Mise en valeur du savoir-faire québécois dans les domaines de la mode et de la recherche avec l'organisation de la Vitrine du Québec en Flandre.

- ▶ **En Allemagne, consolider la présence économique du Québec en faisant du Bureau du Québec à Munich une délégation générale et en augmentant les effectifs du Bureau de Berlin, afin notamment de profiter de la situation centrale de l'Allemagne, première économie européenne et premier exportateur mondial, et développer les liens avec les nouveaux pays membres de l'Union européenne.** **MRI, MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Munich : Rehaussement du statut du Bureau de Munich au niveau d'une délégation générale; Nomination d'un délégué général à Munich, en juin 2006, pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse; embauche de deux attachés, l'un à l'administration, l'autre aux affaires économiques et aux relations scientifiques et technologiques.

Berlin : Rehaussement du statut de l'antenne de Berlin au niveau de bureau; embauche d'un conseiller aux affaires institutionnelles à Berlin.

Réalisations 2007-2008

Consolidation de la présence du Québec en Allemagne et développement d'un réseau de contacts avec des partenaires locaux.

- ▶ **En Italie, consolider la présence économique du Québec à Milan et accroître les effectifs du Bureau du Québec à Rome en prenant appui sur ce bureau pour développer les liens avec les pays du bassin méditerranéen.** **MRI, MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Rome : Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome.

Milan : Procédures en cours pour la création d'une antenne économique à Milan. Processus de recrutement d'un attaché commercial complété.

Réalisations 2007-2008

Rome : Notification concernant le statut de la représentation du Québec reçue de la préfecture de Rome (pour le ministère italien de l'Intérieur). La parution du décret dans la gazette officielle locale devrait avoir lieu au cours de l'année 2008, au terme de laquelle cette représentation pourra porter officiellement le nom de délégation du Québec en territoire italien.

Milan : Entrée en fonction de l'attaché et ouverture de l'antenne en juin 2007.

- **Renforcer la collaboration entre les pôles de compétitivité français et les créneaux d'excellence québécois dans des secteurs d'intérêt commun (aérospatiale, biotechnologies, textiles, énergie, transformation agroalimentaire).** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Accueil de cinq missions de régions françaises et réalisation de missions dans les pôles de compétitivité français, dont l'Aquitaine. Participation à des foires commerciales. Organisation de symposiums et de missions de formation.

Réalisations 2007-2008

Préparation du Symposium sur les Créneaux d'excellence québécois et les Pôles de compétitivité français de mai 2008 dans le but d'établir ou de concrétiser des projets de partenariat technologique et d'affaires. Définition des objectifs de l'événement et des paramètres des projets pouvant être mis de l'avant au cours de l'année. Établissement d'un programme de rencontres s'étendant sur trois jours.

- **Soutenir financièrement, par le biais du Programme d'aide aux entreprises (PAE), les entreprises qui, après un bilan normatif, rendent leurs produits conformes aux normes européennes.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Mission du Centre de recherche industrielle du Québec en Europe afin de développer son expertise sur les normes européennes.

Modification au PAE pour faciliter aux entrepreneurs l'accès au financement d'un bilan normatif de leurs produits et de travaux de conformité. Trois dossiers d'aide financière acceptés au PAE.

Réalisations 2007-2008

Bonification du soutien offert aux entreprises par le recours à la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation dans le cadre des projets de validation technique.

- **Appuyer la conclusion d'ententes entre laboratoires européens et québécois de manière à ce que les tests de conformité aux normes européennes puissent être effectués au Québec.** CRIQ, MDEIE, MRI

Réalisations 2006-2007

Appropriation des procédures administratives relatives à la normalisation européenne dans certains secteurs ciblés (équipements de traitement de l'information, équipements de laboratoire, machines, équipements et matériel de transport, dispositifs médicaux et produits de construction).

Établissement de liens en France, en Suisse et en Allemagne et signature d'une entente avec un laboratoire français.

Réalisations 2007-2008

Ajout, sur le site *EuroAffaires* (site d'accès au marché européen pour les entreprises québécoises), d'une section sur les normes et leurs procédures d'acquisition et de validation : marquage CE (Communauté européenne), directives spécifiques, définition des approches, procédures de validation, etc.

18. **Diversifier les échanges du Québec vers cinq marchés porteurs : le Mexique, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil**

- ▶ **Au Mexique, promouvoir les produits et services québécois dans les secteurs suivants : l'aéronautique, l'énergie, les technologies de l'information et des communications, les pièces automobiles et ferroviaires, les équipements de santé, la foresterie, les produits de construction, l'environnement et la plasturgie.** **MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Quatre missions dont deux centrées sur des foires commerciales.

Accueil d'acheteurs mexicains, notamment au Forum international de jumelage d'entreprises en environnement organisé dans le cadre du Salon international des technologies environnementales (Americana 2007).

Début de l'implantation de Bombardier dans l'État du Querétaro.

Implantation à Montréal du troisième accélérateur d'entreprises technologiques par le Mexique.

Augmentation des exportations de 333 M\$ à 667 M\$.

Consolidation de 14 entreprises québécoises sur le marché du Mexique, soit près de la moitié de l'objectif de 30 entreprises visé sur un horizon de trois ans.

Diversification de 21 entreprises québécoises sur le marché mexicain en regard d'un objectif de diversification de 50 entreprises visé sur trois ans.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'un sondage auprès de 600 firmes québécoises afin de détecter les obstacles qu'elles rencontrent dans leurs démarches d'exportation au Mexique.

Mission dans plusieurs régions mexicaines de petites et moyennes entreprises membres de l'Association québécoise de l'aéronautique.

Ouverture d'un centre de service aux entreprises québécoises au Mexique.

Consolidation de 20 entreprises (portant le total à 34, soit 4 de plus que l'objectif triennal) et diversification de 11 entreprises québécoises (portant le total à 32, soit les deux tiers de l'objectif triennal) sur le marché mexicain.

- ▶ **Instituer des partenariats avec des États mexicains ciblés, comme le Nuevo León, en fonction de leur intérêt pour le Québec et de leur potentiel économique.** **MRI, MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Mission du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature de l'accord de coopération, incluant un volet économique.

Ouverture d'un centre de services aux entreprises du Nuevo León à Montréal, dans le cadre de l'entente de coopération.

Analyse de huit secteurs industriels pour le positionnement des entreprises dans l'État du Nuevo León.

Réalisations 2007-2008

Participation d'une trentaine d'entreprises québécoises à la Mission Québec, dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, en septembre 2007, au Nuevo León et dans la région métropolitaine de Mexico. Cette mission aura permis aux entreprises de diversifier ou de consolider leurs marchés dans ces régions du Mexique.

- ▶ **Accroître les effectifs des services économiques du Québec à Tokyo, Beijing et Shanghai.**

MRI, MDEIE, IQ

Réalisations 2006-2007

Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels.

Démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

Réalisations 2007-2008

Conclusion d'une entente de cohabitation avec le gouvernement fédéral pour le Bureau du Québec à Shanghai et poursuite des démarches en vue de l'embauche d'effectif supplémentaire.

Démarches concernant deux des trois postes à doter à Beijing en voie d'aboutissement.

- ▶ **Ouvrir un Bureau du Québec à Mumbai en Inde.**

MRI, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Procédures en cours pour l'établissement d'un Bureau du Québec à Mumbai.

Réalisations 2007-2008

Choix d'un nouveau chef de poste et démarches auprès du gouvernement canadien visant son accréditation. Au cours de l'année, le directeur a effectué deux séjours en Inde en vue d'établir des liens avec des partenaires et pour effectuer les démarches afin d'assurer l'ouverture rapide du Bureau, notamment la sélection du personnel recruté localement.

- ▶ **Mettre en œuvre des stratégies d'exportation prioritairement dans les secteurs suivants :**
 - **Au Japon (infotechnologies, télécommunications, optique-photonique, multimédia, produits du bois et de la construction, biotechnologies, aéronautique et agroalimentaire).**
 - **En Chine (infotechnologies, transport terrestre et aéronautique, agroalimentaire et construction, incluant les services d'architecture et d'urbanisme).**
 - **En Inde (énergie, infotechnologies, communications, biopharmaceutique, services d'ingénierie et infrastructures).**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Japon :

Priorisation de quatre secteurs : les technologies de l'information, la construction, l'industrie biopharmaceutique et l'aéronautique.

Tenue d'une trentaine d'activités, dans des secteurs allant de la culture à l'agroalimentaire, au cours du Mois du Québec au Japon, incluant la soirée Montréal Fashion Theater.

Rencontre de gens d'affaires japonais par le ministre du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, au Forum économique mondial de Tokyo.

Réalisation de cinq missions au Japon et accueil au Québec de missions japonaises. Soutien d'une centaine d'entreprises québécoises sur le marché japonais. Participation au Salon Nanotech 2007.

Activités en continu ayant généré des ventes fermes de 125,6 M\$.

Atteinte pour les entreprises québécoises sur le marché japonais de plus de la moitié des objectifs de consolidation (35 sur 60) et de près du tiers en diversification (11 sur 45).

Chine et Inde :

Consolidation de liens commerciaux.

Élaboration d'une étude sur la perception des entreprises québécoises de la situation du commerce Québec-Chine.

Mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, accompagnée de 27 personnes issues du monde des affaires, du milieu de la recherche et d'universités.

Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, en Inde, incluant une présentation sur la Politique internationale du Québec à plus de 1 100 personnes du milieu des affaires. Fortement médiatisée au Québec comme en Inde, cette mission a pu générer une meilleure connaissance pour les milieux d'affaires des deux pays sur le potentiel économique de l'Inde et du Québec.

Atteinte, après un an, des objectifs triennaux de consolidation (10 sur 10) et de diversification (7 sur 7) d'entreprises québécoises pour ces deux marchés.

Ventes fermes de 11,3 M\$ et ventes potentielles de 8,2 M\$ par 72 entreprises québécoises, générées par les activités sur ces marchés.

Élaboration d'une stratégie triennale de développement du marché de l'Inde. Conception d'un répertoire d'affaires pour les entreprises québécoises voulant faire affaire en Inde.

Mission du ministre, M. Raymond Bachand, en novembre 2006, permettant notamment de raffermir les liens avec le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, M. Kamal Nath. Le ministre était accompagné de 56 représentants québécois des secteurs économiques, de l'éducation et de la recherche, de la science et de la technologie.

Détermination de projets en science et technologie et en aéronautique intéressant des institutions indiennes et québécoises.

Accueil au Québec de deux délégations indiennes du secteur de l'éducation universitaire.

Réalisations 2007-2008

Japon :

Mission au Japon de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, accompagnée d'une délégation institutionnelle et d'affaires, en janvier 2008.

Réalisation de deux missions d'entreprises.

Accueil de 25 Japonais (5 journalistes et 20 dirigeants d'entreprise) du secteur des jeux vidéo au Sommet international du jeu vidéo à Montréal en novembre 2007.

Mise à contrat d'un attaché commercial en mode, vêtements et biens de consommation à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

Accueil de cinq acheteurs japonais lors de la Semaine de la mode de Montréal, en mars 2008.

Accueil de 25 dirigeants d'entreprise aérospatiale du Japon à Montréal, en mars 2008.

Contribution du MDEIE aux activités du Forum des gens d'affaires Québec-Japon pour promouvoir les échanges entre le Québec et le Japon.

Consolidation de 25 entreprises (l'objectif triennal de 60 est atteint) et diversification de 22 entreprises québécoises sur le marché japonais (portant le total à 33, ce qui représente les trois quarts de l'objectif triennal, soit 45).

Chine et Inde :

Approbation des stratégies sur la Chine et l'Inde au MDEIE.

Réalisation d'une mission en Chine dirigée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme. Les objectifs de cette mission étaient de faire valoir les avantages qu'offre le Québec et de resserrer les liens avec la Chine. Cette mission a également permis de consolider la coopération en science et technologie entre le Québec et la Chine et de faire la promotion de l'excellence du système de recherche et d'innovation québécois.

Organisation et tenue d'autres missions en Chine et en Inde dans les secteurs de l'aéronautique, des technologies de l'information et des télécommunications.

Réalisation d'une étude de positionnement des entreprises québécoises sur Tianjin, en Chine.

Organisation de séminaires auprès des conseillers du MDEIE, qui seront ultérieurement offerts aux entreprises québécoises, dans le but de mieux faire connaître divers aspects de la Chine.

- ▶ **Appuyer le démarrage de projets économiques, scientifiques ou éducatifs découlant des missions du premier ministre en Chine et en Inde.** **MRI, MDEIE, MELS**

Réalisations 2006-2007

Signature d'une entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie avec le gouvernement du Shandong à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

Signature d'un accord de principe avec le ministère de la Science et des Technologies de la Chine en vue de mettre en place un mécanisme de collaboration bilatérale dans les secteurs des technologies de l'information et des communications, ainsi que des sciences de la mer, à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

Démarrage d'un projet d'études québécoises à l'Université Jawaharlal Nehru, en Inde, et création d'un réseau interuniversitaire d'études indiennes au Québec.

Soutien à la réalisation du projet de coopération entre l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et des institutions scolaires chinoises pour faciliter l'arrivée dans cette région de 25 élèves chinois inscrits au programme de baccalauréat de création en multimédia.

Soutien à la réalisation de l'entente entre l'Université Laval et l'Université des études internationales de Shanghai pour la mise en œuvre d'un campus d'été à Shanghai.

Mise sur pied d'un programme d'appui aux projets porteurs découlant des missions en Inde et en Chine.

Mission d'Éducation internationale en Chine visant des échanges d'élèves et d'enseignants.

Accueil d'une équipe de production chinoise pour la réalisation au Québec de la série télévisée *Love in Québec*.

Entente de collaboration entre le Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB) et le MRI pour la création de quatre stages offerts à des jeunes Québécois dans le domaine de la traduction.

Note : Les réalisations relatives aux projets économiques découlant des missions du premier ministre sont présentées précédemment.

Réalisations 2007-2008

Signature d'une déclaration conjointe du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme et du vice-ministre du ministère de la Science et des Technologies de la Chine prévoyant un budget de 1,2 M\$ pour des projets conjoints en science et technologie et lancement d'un appel à propositions.

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Chine, en janvier 2008, visant à maintenir et à accroître les relations établies avec les dirigeants du gouvernement central de la Chine et du gouvernement du Shandong.

Mission de sept commissions scolaires québécoises en Chine, dirigée par Éducation internationale.

Adhésion de l'Institut des sciences de la mer de Rimouski à l'International Association of Marine Related Institutions grâce à la coopération du Québec avec le Shandong.

Mission importante de formation réalisée en Chine par trois juges québécois. Cette formation est la deuxième étape du projet de collaboration entre le Québec et le Shandong, mis en place à la fin de 2005.

Mission de prise de contact en Chine du Festival « Les Coups de Théâtre », visant à créer des échanges avec un festival chinois.

Conclusion d'une deuxième entente de collaboration avec le COJOB entraînant la création de quatre autres stages pour de jeunes traducteurs québécois.

Versement d'une somme de 15 000 \$ pour financer le Centre d'études québécoises de l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi.

Financement de deux missions en Inde de l'Institut neurologique de Montréal et du Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec.

Aide financière conjointe de 98 800 \$ du MRI, du MDEIE et du MELS, à la suite de deux missions gouvernementales en Inde, pour le montage de six projets en aérospatiale, en science de la vie, en biotechnologie, en études québécoises en Inde et en études indiennes au Québec.

► **Ouvrir un Bureau du Québec à São Paulo, au Brésil.**

MRI, MDEIE, MICC

Réalisations 2006-2007

Signature d'un contrat avec la firme Casa Canadá, en vue de fournir, d'ici l'ouverture du Bureau du Québec à São Paulo, des services aux clientèles d'affaires et institutionnelles.

Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo. Désignation du directeur du Bureau du Québec.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'une mission officielle de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, au Brésil, du 24 août au 3 septembre 2007. Des rencontres politiques ont eu lieu auprès du gouvernement fédéral du Brésil, des États de Rio de Janeiro et de São Paulo et de la ville de São Paulo.

Ouverture du Bureau en mars.

► **Développer les occasions d'affaires sur le marché brésilien en aéronautique, dans les mines et forêts (équipements industriels), les infotechnologies, la biotechnologie et les textiles.**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Ciblage de secteurs complémentaires des deux économies et détermination des secteurs prioritaires.

Mission commerciale de M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, dans le secteur des technologies de pointe qui a permis au Québec de collaborer avec la Fédération industrielle de São Paulo

Deux missions commerciales dans les secteurs des équipements de transformation du bois et de la photonique.

Accueil d'acheteurs brésiliens, dans le cadre du Forum international de jumelage d'entreprises, lors de l'événement Americana 2007 à Montréal.

Réalisations 2007-2008

Approbation de la stratégie de développement de marché du Québec au Brésil.

Association du Québec avec le principal salon en télécommunication au Brésil, Futurecom, et exposition d'entreprises québécoises.

Consolidation de 2 entreprises québécoises (portant le total à 4, l'objectif triennal étant 20) et diversification de 13 entreprises (portant le total à 17, l'objectif triennal étant 20) sur le marché brésilien.

19. **Appuyer les entreprises exportatrices et attirer davantage d'investissements étrangers**

► **Inciter les entreprises à se regrouper au sein de réseaux *ad hoc* afin de prendre part à de grands projets d'infrastructures (Jeux olympiques, travaux de reconstruction, etc.).**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Organisation de sessions d'information et de formation.

Mission multisectorielle à La Nouvelle-Orléans, regroupant 18 entreprises de la construction et de l'environnement intéressées par la reconstruction de la zone dévastée par l'ouragan Katrina. Quelque 5,4 M\$ de ventes potentielles et 641 000 \$ de ventes fermes.

Réalisations 2007-2008

Utilisation des fonds attribués à cette mesure pour le renforcement de la collaboration entre les pôles de compétitivité français et les créneaux d'excellence québécois dont il est question à la mesure 17 (même esprit rassembleur que la présente mesure).

- **Sensibiliser les entreprises exportatrices aux meilleures pratiques de commerce international, notamment en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises.** **MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Révision des meilleures pratiques d'affaires afin de les ajuster, à la lumière de la responsabilité sociale des entreprises.

Mise au point d'une formation destinée au personnel responsable de conseiller les entreprises qui souhaitent faire affaires à l'étranger. Cette formation débutera au cours de l'année 2007 et sera ensuite offerte directement aux entreprises.

Réalisations 2007-2008

Remplacement temporaire de la formation mise au point au cours de l'année 2006-2007 par une autre portant sur les pertes de marché au profit de la Chine en raison de l'importance de cet enjeu dans le contexte économique actuel.

- **Mettre en œuvre une nouvelle stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers.** **MDEIE, IQ**

Réalisations 2006-2007

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers, publication d'une étude réalisée en partenariat avec le gouvernement fédéral, *Regards sur le Canada 2007*.

Rodage d'une base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou prospection des investissements à l'étranger.

Inclusion d'un volet sur l'investissement dans plusieurs missions concertées (Japon 2006, Inde 2006 et BIO 2006).

Réalisations 2007-2008

Poursuite du développement d'une base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou en prospection des investissements à l'étranger.

Adoption d'une approche par créneau conduisant à la détermination de 33 cibles.

Mise en place d'un plan de développement du volet Filiales pour permettre le suivi des actions prévues dans le Plan d'action en faveur du secteur manufacturier afin d'appuyer les filiales de sociétés étrangères.

Réalisation de missions de promotion du Québec à l'étranger (Davos 2008, Dalian 2008, BIO 2007, Le Bourget 2007).

- **Soutenir l'implantation d'entreprises québécoises à l'étranger pour mieux développer les marchés.** **MDEIE, IQ**

Réalisations 2006-2007

Amélioration, par Investissement Québec (IQ), de son programme sur le développement de marchés hors Québec pour l'adapter aux besoins d'expansion des entreprises québécoises à l'étranger.

Révision des mesures de soutien touchant le développement de marchés hors Québec et mise sur pied d'une enveloppe d'aide pour l'implantation d'entreprises à l'étranger.

Financement de cinq projets internationaux avec prise en compte des risques de délocalisation des emplois.

Réalisations 2007-2008

Collaboration entre IQ et le MDEIE dans l'analyse et le soutien de 11 dossiers de financement dont quelques-uns visaient spécifiquement l'ouverture d'une filiale à l'étranger.

Réalisation d'une tournée MDEIE-IQ afin de promouvoir à travers le Québec l'offre de produits et services.

20. **Mettre en place, en partenariat avec l'ENAP, un centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise.** **ENAP, MRI, MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Signature d'une entente de partenariat visant la création, en janvier 2007, du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ), au sein de l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Séances de travail avec des représentants du Conseil du trésor pour la mise en place de mesures facilitant la mise à disposition de l'expertise publique, de même qu'avec les dirigeants des ministères et organismes afin de déterminer l'offre d'expertise.

Réalisations 2007-2008

Rencontre de 46 ministères et organismes pour réaliser une vitrine de l'expertise publique québécoise. La nouvelle vitrine regroupera (le lancement a eu lieu en mai 2008) un large éventail d'expertises publiques que les ministères et organismes gouvernementaux acceptent de rendre disponibles pour la réalisation de projets internationaux. Les expertises reconnues comportent une centaine de produits et services.

Disposition d'outils promotionnels au CVIEPQ. Réalisation de missions de prospection en Chine, au Japon et en Haïti. Développement d'une formation pour les participants gouvernementaux à des projets de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise

Mise en œuvre de trois projets, deux au Niger et un en Russie, financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). D'autres projets font l'objet de discussions avec cet organisme, dont un en partenariat avec le BAPE.

21. **Intensifier la promotion touristique sur les marchés américain, mexicain et européen et mettre en place des partenariats en vue d'augmenter les retombées touristiques des événements du 400^e anniversaire de Québec** MTO

Réalisations 2006-2007

Entente de service avec la Société du 400^e sur les activités d'accueil et d'information auprès des clientèles touristiques.

Signature d'un contrat d'affichage pour la promotion des événements dans les centres infotouristiques et dans les 20 haltes routières les plus achalandées du Québec.

Parution de divers articles mettant en valeur les Fêtes du 400^e sur *bonjourquebec.com*, dont deux dans le bulletin électronique transmis à 60 000 abonnés hors Québec et 67 000 au Québec.

Participation gouvernementale à l'événement culturel « Québec Old World Charm, New World Excitement » à la Smithsonian Institution de Washington, comprenant spectacles, souper gastronomique, films, expositions et conférences. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté une allocution à l'occasion du lancement officiel de cet événement. Une attention spéciale a été apportée à la promotion du 400^e anniversaire de Québec.

Investissement promotionnel de « Québec, Fournisseur d'émotions depuis 1534 » sur les marchés hors Québec et lancement, en octobre 2006, du premier appel de propositions pour instaurer une démarche structurée de partenariat afin de développer des occasions d'affaires en promotion sur les marchés hors Québec, selon chacun des quatre grands regroupements d'expériences (Le Québec du Saint-Laurent, Le Québec de la grande nature, Le Québec des grandes villes et Le Québec de la villégiature). Vingt-cinq projets ont été retenus.

Réalisations 2007-2008

Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme en Belgique et en France (septembre 2007) visant à augmenter le volume de clientèles touristiques de ces deux marchés, à promouvoir le 400^e anniversaire de la ville de Québec et à participer au salon Top Resa (plus grand salon professionnel annuel voué à l'industrie française du voyage).

Conclusion de deux ententes avec l'Office du Tourisme de Québec pour des investissements totalisant 1,2 M\$. Les campagnes promotionnelles basées sur les quatre regroupements d'expériences, tous présents dans la région de Québec, ont débuté dans l'Est des États-Unis en utilisant la plateforme créative convenue avec le ministère du Tourisme (MTO).

Planification d'actions du MTO dans le cadre du Carrefour GoMedia Canada (qui s'est tenu en juillet 2008) et promotion des événements du 400^e anniversaire de la ville de Québec dans toutes les activités commerciales sur l'ensemble de ses territoires.

Effort promotionnel particulier des bureaux internationaux de Destination Québec, soutenus par le MTO, dans le cadre du 400^e anniversaire de la ville de Québec. Notamment, davantage de démarches ont été effectuées auprès de journalistes étrangers pour les inciter à venir au Québec et à couvrir l'événement. On a pu noter une nette augmentation des relations de presse.

Mise en ligne de pages « 400^e anniversaire de Québec » sur le site Internet *bonjourquebec.com* et positionnement de l'événement en rotation dans les rubriques « Festivals et Événements » et « À la Une » sur la page d'accueil ainsi que dans plusieurs sections de ce site.

Publication de 35 000 exemplaires en langue française et de 35 000 exemplaires en langue anglaise d'une double page de publicité dans la brochure *Manifestations touristiques 2008-2009* qui sera distribuée dans le réseau des bureaux Destination Québec à l'étranger et celui des centres Infotouriste.

Réalisation de 24 campagnes publicitaires sur les marchés hors Québec (coût : 3,6 M\$) en partenariat avec l'industrie touristique. En outre, deuxième « appel de propositions de partenariat promotionnel sur les marchés hors Québec » pour l'année 2008-2009. Vingt-six projets ont été retenus (coût de 4,3 M\$).

22. Appuyer les villes et régions qui se dotent d'un plan d'action intégré en matière internationale

- ▶ **Appuyer la mise en œuvre du volet international du plan d'affaires des régions dans le but de soutenir le développement de leurs créneaux d'excellence.** **MDEIE**

Réalisations 2006-2007

Engagement du MDEIE à intégrer les créneaux désignés par les comités ACCORD⁶ dans la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie québécoise de promotion et de prospection des investissements.

Prise en compte des plans d'action des comités régionaux dans les activités d'internationalisation. Analyse des stratégies et plans d'action découlant des projets ACCORD pour planifier les interventions nécessaires lors de leur mise en œuvre. Adoption de mécanismes de concertation avec les régions.

Soutien de 20 communautés par le Programme d'appui aux investissements dans les communautés (PAIC) et obtention de l'assurance que le gouvernement fédéral tiendra compte des orientations québécoises dans la promotion et la prospection des investissements.

Réalisations 2007-2008

Soutien de 13 communautés par le PAIC, dont la Société de promotion économique de Rimouski (appui pour élaborer une stratégie de promotion et de prospection dans le créneau maritime).

- ▶ **Soutenir l'établissement de liens entre les villes et régions du Québec et des partenaires étrangers pour le transfert et l'acquisition de savoir-faire dans des secteurs clés pour leur développement.** **MAMR**

Réalisations 2006-2007

Soutien à la participation d'un représentant d'une conférence régionale des élus aux 3^{es} Rencontres internationales des régions francophones au Mali. Celui-ci a été nommé représentant des Amériques et des Caraïbes au conseil d'administration de l'Association internationale des régions francophones.

Appui à la participation d'un représentant du monde municipal.

Réalisations 2007-2008

Présentation portant sur l'Association internationale des régions francophones par le représentant des régions du Québec au sein de cette association, et président de la Conférence régionale des élus (CRE) de Lanaudière, lors de la réunion de la Table Québec-Régions, en février 2008. Des

6. Accord : Action concertée de coopération régionale de développement (regroupement d'acteurs du milieu visant le développement des régions en misant sur leurs créneaux d'excellence).

représentants de CRE ont émis le souhait de devenir membres de cette organisation internationale représentative des pouvoirs régionaux.

- **Bonifier le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée et associer les Conférences régionales des élus (CRE) à la gestion du Fonds.** MRI

Réalisations 2006-2007

Doublement du financement du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, conformément à l'entente établie entre le Québec et la France en décembre 2005.

Soutien de quatre projets touchant les créneaux d'excellence, notamment dans le domaine des éco-industries. Ces projets intéressent au moins deux régions françaises et deux instances québécoises distinctes liées au développement régional. Les CRE concernées prennent part à la promotion et à la réalisation de ces projets.

Réalisations 2007-2008

Présentation de 13 projets, dont 7 ont été retenus et réalisés, dans le cadre de la 3^e édition. De l'information sur le Fonds a été diffusée par le ministère des Affaires municipales et des Régions en utilisant la Table Québec-Régions animée par ce ministère.

Décision, lors de la réunion de mi-parcours de la 61^e Commission permanente de coopération franco-québécoise, de procéder à un bilan évaluatif du Fonds. L'appel à projets pour la quatrième édition a été lancé au début de février 2008.

- **Organiser des séminaires de formation pratique sur l'environnement international auprès des villes et régions du Québec. Associer des représentants municipaux aux missions économiques du Québec à l'étranger.** MAMR, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Préparation des séminaires de formation en vue de leur tenue prévue au cours de l'année 2007-2008.

Réalisations 2007-2008

Mise en place d'un comité interministériel (MRI, ministère des Affaires municipales et des Régions [MAMR], MDEIE, MAPAQ, ministère des Ressources naturelles et de la Faune [MRNF], ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles [MICC], MCCCCF) et validation du contenu des séminaires par les ministères concernés.

- **Renforcer la connaissance des villes et régions au sein du réseau des représentations du Québec.** MRI, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Rencontre des chefs de poste avec des représentants des régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.

Thème des régions intégré au programme de séjour des chefs de poste au Québec en vue de développer la connaissance des réalités régionales et de leurs créneaux d'excellence tels que définis dans le projet ACCORD.

Réalisations 2007-2008

Organisation, en étroite collaboration avec le MAMR, d'une visite des chefs de poste dans huit régions du Québec : rencontres avec des représentants des comités ACCORD, de la CRE et des acteurs socioéconomiques de la région, échanges avec le milieu institutionnel, visites d'entreprise et activités médiatiques.

- ▶ **Examiner la possibilité de réviser l'encadrement légal dans lequel évoluent les municipalités de façon à lever les obstacles à la réalisation de projets ayant une dimension internationale. Entre-temps, examiner tout projet particulier présenté par une municipalité ou une région dans l'optique d'accorder, s'il y a lieu, les pouvoirs habilitants permettant la réalisation de ce projet.** MAMR

Réalisations 2006-2007

Aucune activité en 2006-2007. Réalisation reportée en 2007-2008.

Réalisations 2007-2008

Octroi du mandat d'examen à un membre du personnel des services juridiques du MAMR.

- ▶ **En collaboration avec Montréal International (MI), Pôle Québec Chaudière-Appalaches (PQCA) et les organismes publics et privés concernés, faire la promotion de l'environnement d'affaires de la métropole et de la capitale nationale.** MDEIE, MAMR, MRI

Réalisations 2006-2007

Suivi des plans d'action de MI et de PQCA en matière de promotion et de prospection des investissements. Atteinte des objectifs d'investissement de MI; bilan de PQCA à venir en 2007-2008.

Adoption par la Communauté métropolitaine de Montréal d'une stratégie de développement économique international.

Réalisations 2007-2008

Renouvellement de l'entente avec MI concernant les activités de promotion et de prospection des investissements, pour une période de trois ans.

Contribution de MI à l'obtention de 670 M\$ en investissements étrangers.

Participation active de MI à des activités « Cirque du Soleil » dont l'objectif est de créer ou de renforcer les liens avec les dirigeants de sièges sociaux.

Conclusion d'une nouvelle entente entre le MDEIE et le PQCA concernant le financement des activités de promotion et de prospection de cet organisme.

- ▶ **Soutenir financièrement l'attraction et l'accueil d'événements sportifs d'envergure au Québec, qui génèrent d'importantes retombées économiques dans les villes et régions.** MELS

Réalisations 2006-2007

Mise sur pied du nouveau Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens (PSESIP).

Soutien financier accordé à 116 dossiers de mise en candidature d'événements sportifs dont 31 de niveau international.

Soutien financier de 1,9 M\$ accordé pour l'organisation de cinq événements internationaux.

Réalisations 2007-2008

Ajustement des normes du PSESIP.

Soutien financier de 3,9 M\$, en vertu du PSESIP, pour l'organisation de 27 événements ainsi que la réalisation d'une étude de faisabilité. Le budget total de ces projets est de 46,8 M\$.

Soutien financier accordé à 89 événements sportifs dont 35 d'envergure internationale, dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs du Secrétariat au loisir et au sport.

Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Priorité 4 Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec

23. Appuyer le développement de partenariats internationaux de recherche et l'attraction de chercheurs étrangers

- **Accroître le soutien financier pour appuyer la participation des centres d'excellence, des réseaux et des consortiums de recherche privés et publics à des grandes équipes de recherche internationales.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Soutien de sept projets de recherche et de six montages de projet grâce au financement supplémentaire du Programme de soutien à la recherche - volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation.

Réalisations 2007-2008

Soutien de 11 projets de recherche et de 7 montages de projet grâce au financement supplémentaire du Programme.

Production d'un répertoire des grandes infrastructures de recherche québécoise ouvertes à la collaboration internationale (lancement lors du Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir en mai 2008).

- **Inciter à la création de maillages, partenariats et projets conjoints de recherche.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Quatre activités de maillage : avec la Chine, dans les télécommunications; avec l'Inde, dans l'aéronautique; avec la Bavière, en Allemagne, dans la génomique; avec la France, dans l'optique-photonique. Ceci représente près de la moitié des objectifs triennaux pour les activités de maillage.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'une activité de maillage avec l'Argentine dans le secteur de la géomatique.

Accueil au Québec d'une délégation de l'Inde comptant une vingtaine de représentants du monde des biotechnologies, venant des milieux d'affaires et de la recherche ainsi que du gouvernement.

- **Développer le volet Recherche, science et technologie des ententes de coopération.**

MDEIE, MRI

Réalisations 2006-2007

Consultation auprès des partenaires pour dégager les enjeux et les priorités.

Dans le cadre de la VI^e Sous-commission mixte Québec-Italie, augmentation de 9 à 16 projets financés dans le volet Science et technologie.

Réalisations 2007-2008

Élaboration de neuf projets dans le cadre de l'appel conjoint entre le Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la Chine.

Élaboration d'un projet avec l'Inde.

Acceptation de huit projets en science et technologie pour un appui financier dans le cadre du 5^e Comité mixte Québec-Catalogne.

Élaboration de trois projets conjoints avec l'Italie.

Élaboration de trois projets avec la Bavière.

- ▶ **Élaborer et diffuser un répertoire des programmes de l'Union européenne accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche.** MRI

Réalisations 2006-2007

Publication, par l'Université de Montréal en collaboration avec le MRI, d'un répertoire des programmes de l'Union européenne (UE) accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche québécois.

Réalisations 2007-2008

Participation du MRI à la séance d'information sur les programmes de l'UE (environ 60 participants), tenue à Montréal le 2 octobre 2007.

Mise à jour continue de la recension des programmes par la Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université de Montréal.

- ▶ **Appuyer le recrutement de chercheurs étrangers de haut niveau, notamment aux États-Unis et en Europe.** MDEIE, MRI

Réalisations 2006-2007

Concertation avec les partenaires en vue d'amorcer des activités de promotion auprès des chercheurs des États-Unis et de l'Europe.

Détermination d'une douzaine de projets de collaboration scientifique.

Réalisation d'une activité de maillage en Californie dans le domaine de la génomique.

Invitation à des chercheurs californiens à venir siéger au sein de comités de pairs au Québec.

Réalisations 2007-2008

Réalisation de « Voilà Québec... en recherche », à New York et à Boston, pour promouvoir les forces du Québec en recherche scientifique et encourager l'établissement de collaborations entre des chercheurs du Nord-Est des États-Unis et du Québec (et préparatifs en vue de la tenue à Londres, en mai 2008, d'une activité semblable). L'activité à New York a permis la réalisation d'un projet de recherche conjoint entre l'Université McGill et l'Université Cornell.

Soutien à la tenue d'une réunion de réseautage entre des chercheurs du Québec et de l'Université de l'Illinois à Chicago dans les secteurs du transfert de technologie, de la biotechnologie, de l'ingénierie biomédicale et des sciences de la santé.

24. **Maintenir et promouvoir le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers**

MFQ, MDEIE

Réalisations 2006-2007

Rencontres d'information avec des conseillers fiscaux et des relayeurs comme Montréal International.

Collaboration étroite avec Investissement Québec pour faire connaître aux entreprises québécoises et étrangères le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers.

Délivrance de 26 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers qui travaillent dans 19 entreprises au Québec.

Délivrance de 87 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers qui travaillent dans 41 entreprises du Québec.

Réalisations 2007-2008

Délivrance de 35 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers qui travaillent dans 27 entreprises au Québec.

Délivrance de 92 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers qui travaillent dans 50 entreprises au Québec.

Production, pour la clientèle de divers types, de nouveaux guides et formulaires en français et en anglais concernant les incitatifs fiscaux offerts par le Québec.

25. **Rechercher des investisseurs étrangers susceptibles d'implanter des centres de recherche ou de donner des mandats mondiaux de recherche à leurs filiales québécoises**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Intégration d'un volet Investissement à cinq missions économiques menées au Japon, en Inde, en Suisse (Davos), aux États-Unis (Bio 2006 à Chicago) et au Royaume-Uni (Salon de l'aéronautique de Farnborough). Rencontres avec des investisseurs potentiels en recherche et développement.

Élaboration d'un nouveau mécanisme pour favoriser l'accueil d'entreprises actives en recherche et développement.

Soutien aux filiales de multinationales implantées au Québec pour l'obtention de contrats de recherche et développement.

Réalisations 2007-2008

Intégration d'un volet Investissement à quatre missions économiques dirigées par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme au Forum économique mondial de Davos, à la Première rencontre annuelle des nouveaux champions à Dalian en Chine, à BIO 2007 et Le Bourget.

Prise en compte de la contribution des filiales de sociétés étrangères dans le Plan d'action en faveur du secteur manufacturier. Ce dernier prévoit la visite de 1 000 dirigeants de filiales sur trois ans et le soutien d'une centaine de projets.

Tenue du premier Forum des dirigeants d'entreprises étrangères au Québec qui a permis de discuter des meilleures façons de faire valoir par ces dirigeants, auprès de leur société mère, les avantages du Québec comme lieu d'investissement ou de réinvestissement.

26. **Intensifier et mieux coordonner la promotion internationale de l'offre éducative, afin d'attirer davantage d'étudiants étrangers** **MELS, MICC, MRI**

Réalisations 2006-2007

Réalisation d'une étude comparative sur les approches de promotion internationale de l'offre éducative, dans trois pays de l'OCDE (avec l'appui scientifique de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP).

Élaboration d'un devis de recherche et octroi d'un contrat pour réaliser une étude comparative sur la question des permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.

Travail de concertation interministérielle et avec les représentants des réseaux de l'éducation.

Réalisations 2007-2008

Intensification des travaux de concertation afin d'élaborer une stratégie de promotion.

Financement de 174 000 \$ accordé à sept projets de promotion de l'offre éducative du Québec auprès des clientèles étrangères. Ces fonds permettront à Éducation internationale d'amorcer ses activités de recrutement international à la formation professionnelle, à CEGEP International de développer la promotion des études collégiales sur Internet et à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) d'améliorer sa stratégie promotionnelle sur Internet ainsi qu'effectuer une mission de recrutement au Brésil.

Publication en trois langues d'un document intitulé : *Vivre et étudier au Québec*.

Réalisation, par un consultant, d'une étude portant sur les permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.

Mission de recrutement d'étudiants à l'île de la Réunion, en novembre 2007, regroupant 21 établissements d'enseignement collégial et universitaire situés dans les régions du Québec. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Protocole triennal de coopération en matière de mobilité des jeunes réunionnais entre le MICC et le Conseil régional de la Réunion.

Participation du MICC à des salons de recrutement d'étudiants à Paris, à l'hiver 2008 (Salon de l'étudiant « Masters et 3^e cycle » et Salon du Lycéen), en collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire et le réseau de l'éducation (CEGEP International et la CREPUQ).

27. **Réaménager les programmes de bourses d'exemption pour les étudiants étrangers, afin de cibler davantage les candidats des 2^e et 3^e cycles** **MELS**

Réalisations 2006-2007

Augmentation de 10 % à 12 % du quota de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordé aux universités québécoises pour l'accueil d'étudiants étrangers (en vigueur à l'automne 2007).

Réalisations 2007-2008

Octroi, directement aux universités, de 892 exemptions des droits de scolarité supplémentaires normalement exigés des étudiants étrangers.

28. **Soutenir le réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers**

MELS

Réalisations 2006-2007

Mise en place d'un programme de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordées au réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers (35 bourses disponibles, en vigueur à l'automne 2007).

Réalisations 2007-2008

Attribution, au réseau collégial, de 35 exemptions des droits de scolarité supplémentaires pour l'accueil d'étudiants étrangers.

29. **Mettre à contribution l'expertise publique québécoise pour appuyer le développement des systèmes éducatifs de certains pays**

MELS

Réalisations 2006-2007

Rencontre entre les ministres de l'Éducation du Québec et de la République de Madagascar et développement de projets de partenariat.

Mise en place d'un partenariat entre le Québec et la République de Madagascar dans le domaine de l'éducation en vue d'étendre ce type d'ententes à d'autres pays.

Planification des démarches à entreprendre auprès de l'ACDI et de la Banque mondiale, et des arrimages à effectuer avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ).

Réalisations 2007-2008

Suspension du projet initialement envisagé. Toutefois, certains organismes des réseaux de l'éducation à l'enseignement collégial et universitaire, associés au partenariat Québec-Madagascar, ont été retenus par le gouvernement malgache pour la réalisation de projets à l'occasion d'appels d'offres internationaux.

30. **Améliorer l'offre de stages internationaux pour les jeunes et appuyer des projets d'entrepreneuriat jeunesse à l'étranger**

- ▶ **Intégrer l'offre de stages de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), et soutenir la mise en place d'une fondation faisant appel aux secteurs privé et institutionnel afin de multiplier les occasions de stages à l'étranger.** MRI

Réalisations 2006-2007

Mise en commun des services de l'OFQJ, de l'OQAJ et de l'AQWBJ et création d'un guichet unique pour les jeunes Québécois désireux de faire des stages à l'étranger. Une nouvelle programmation entièrement conçue pour répondre aux besoins des jeunes adultes québécois, en rapport avec les axes prioritaires des trois offices, a officiellement été lancée en février 2007.

Lancement, en février 2007, de la Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec (Fondation LOJIQ). S'inscrivant dans le plan de développement et de regroupement des trois organismes, la création de cette fondation vise à augmenter le soutien à un plus grand nombre de stages grâce à la contribution financière du secteur privé.

Réalisations 2007-2008

Tenue d'un premier souper-spectacle bénéfique de la Fondation LOJIQ, le 28 novembre 2007, sous la coprésidence de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la première vice-présidente, ressources humaines et affaires corporatives, de

la Banque Nationale. La somme de 75 000 \$ amassée à cette occasion permettra d'appuyer les jeunes adultes québécois dans la réalisation de projets de mobilité internationale.

► **Renouveler l'entente sur le programme de stages du Washington Center.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Prolongation de deux ans de l'entente, soit jusqu'en 2008. Six étudiants d'universités québécoises ont effectué un stage au sein des milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington (D.C.).

Réalisations 2007-2008

Visite à Québec du directeur du Washington Center, le 28 février 2008, et discussions à propos du renouvellement de l'entente venant à échéance en mai 2008.

Réalisation de stages dans les milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington (D.C.) par 10 étudiants d'universités québécoises (5 à l'automne 2007 et 5 à l'hiver 2008).

► **Développer des échanges de jeunes avec les pays d'Asie, notamment la Chine et l'Inde.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Mise sur pied d'un projet-pilote en partenariat avec les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) pour permettre à des jeunes Québécois d'effectuer un stage au COJOB

Soutien à 20 étudiants de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans la réalisation d'une mission commerciale en Inde.

Réalisations 2007-2008

Signature de deux ententes avec le COJOB ayant conduit à la création de huit postes de stagiaires et au recrutement de neuf jeunes professionnels de la traduction au sein de cet organisme.

Discussion avec le Bureau des affaires étrangères du Shandong pour la création d'un programme d'échange de jeunes fonctionnaires.

► **Mettre sur pied un programme de coopération relatif à la formation de jeunes avec les sept États membres du groupe des Régions partenaires.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Participation d'un étudiant à une conférence internationale sur les énergies renouvelables en Bavière, dans le cadre des activités des Régions partenaires.

Réalisations 2007-2008

Participation de deux étudiants spécialistes de l'astronomie du Collège Saint-Charles-Garnier à l'Académie juvénile de Bavière en juillet 2007.

Signature, dans le cadre du 5^e Comité mixte Québec-Catalogne, d'une déclaration d'intention visant à favoriser les échanges de jeunes entre la Catalogne et le Québec.

- **Soutenir les démarches internationales des jeunes engagés dans la promotion de la culture entrepreneuriale auprès d'autres jeunes, en prenant appui sur le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse. Le Programme Synergie entreprise de l'OFQJ bénéficiera d'un appui jusqu'au 31 mars 2009 et des programmes similaires d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse seront mis en place à l'OQAJ et à l'AQWBJ. Le Projet Mentorat favorisant la participation de jeunes à des missions économiques du premier ministre ou de ministres sectoriels sera offert jusqu'en 2009 sur les territoires couverts par les trois organismes.**

SAJ

Réalisations 2006-2007

Prolongation jusqu'en 2009 du Programme Synergie entreprise. Extension de ce programme aux territoires couverts par l'OQAJ et par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ).

Mise à disposition sur les territoires couverts par les organismes jeunesse du Projet Mentorat, qui offre à des finissants la possibilité d'une expérience professionnelle à l'étranger en accompagnant des entrepreneurs lors de missions économiques du premier ministre ou des ministres sectoriels.

Participation de 88 jeunes Québécois à des missions ministérielles dans le cadre de ces programmes.

Réalisations 2007-2008

Participation de 140 jeunes Québécois à 18 missions dans le cadre du Programme Synergie entreprise.

Participation de 14 jeunes Québécois à deux missions (l'une à Poitiers, en France, et l'autre à Mexico et à Monterrey, au Mexique) en vertu du Projet Mentorat.

- **Mettre en place des projets-pilotes visant à développer les stages à l'étranger et l'échange de stagiaires pour les élèves de la formation professionnelle et de la formation technique.**

MELS

Réalisations 2006-2007

Financement de deux projets pilotes permettant à 23 élèves de formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger. En formation technique, travaux préparatoires à la mise sur pied d'un programme d'échanges de stagiaires entre les cégeps et les universités technologiques mexicaines (en vigueur en septembre 2007).

Réalisations 2007-2008

Financement de trois projets permettant à 24 élèves de formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger. En formation technique, poursuite des travaux préparatoire à la mise en place d'un programme d'échanges de stagiaires entre les cégeps et les universités technologiques mexicaines.

- **Créer un programme de bourses à l'intention des étudiants du niveau collégial pour de courts séjours d'études à l'étranger.**

MELS

Réalisations 2006-2007

Élaboration d'un programme de bourses de courts séjours à l'étranger en collaboration avec les organismes représentant les établissements, Cégep International et l'Association des collèves privés du Québec (applicable en septembre 2007).

Réalisations 2007-2008

Poursuite du programme.

- ▶ **Créer un point d'information, dans les bureaux de Services Québec en région, sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.** **Services Québec**

Réalisations 2006-2007

Mise à disposition, dans les bureaux de Services Québec répartis sur tout le territoire québécois, de l'information sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.

Réalisations 2007-2008

Réponse, par les préposés de Services Québec, à près de 300 demandes d'information par téléphone, courriel ou au comptoir sur des programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes (l'information est également consultable sur le portail gouvernemental de services).

Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Priorité 5

Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique

31. Favoriser la reconnaissance des diplômes et des compétences par des actions concertées entre le gouvernement, les ordres professionnels et les établissements d'enseignement

- ▶ **Améliorer l'accompagnement des candidats à l'immigration et des immigrants formés à l'étranger qui souhaitent exercer une profession ou un métier réglementé.** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Révision et traduction (anglais et espagnol) de fiches d'information sur les conditions pour exercer une profession ou un métier réglementé au Québec.

MICC

Réalisations 2007-2008

Mise à jour et production de nouvelles fiches d'information.

Accompagnement de près de 1 800 personnes formées à l'étranger par le Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR).

Élaboration et tenue d'une nouvelle séance d'information du SIPMR portant sur les métiers et occupations de l'industrie de construction régis par la Commission de la construction du Québec.

- ▶ **Accompagner les ordres professionnels et les établissements d'enseignement dans la conception de formations d'appoint et d'outils facilitant la démarche de reconnaissance des diplômes et compétences des personnes formées à l'étranger.**

Réalisations 2006-2007

Signature de 12 ententes avec des ordres professionnels afin qu'ils se dotent d'outils visant à faciliter la démarche de reconnaissance des diplômes et des formations des personnes immigrantes formées à l'étranger.

Modification au Code des professions habilitant les ordres professionnels à délivrer de nouveaux types de permis pour exercer une profession.

Réalisations 2007-2008

Signature de sept nouvelles ententes avec des ordres professionnels.

- ▶ **Appuyer le développement de passerelles entre ordres professionnels québécois et étrangers afin d'accélérer le processus de reconnaissance des compétences, incluant la conclusion d'ententes avec des organismes réglementaires ou des établissements d'enseignement à l'étranger.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Analyse et suivi de la structure de reconnaissance des diplômes et des compétences établie dans l'UE par l'Accord sur la libre circulation des personnes.

Réalisations 2007-2008

Rencontre entre le premier ministre du Québec et le président de la République française au cours de laquelle il a été convenu de conclure une entente portant sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre la France et le Québec.

Nomination du négociateur en chef, M. Gil Rémillard.

Rédaction d'un document de travail et transmission à la partie française.

Tenue de deux séances de travail du Comité de négociation (Paris et Québec).

Tenue de 18 rencontres avec les ordres professionnels et de deux rencontres avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Mise sur pied du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre financé à hauteur de 5 M\$ et destiné aux différents ordres professionnels ainsi qu'à la CCQ et à la CPMT afin, notamment, qu'ils puissent établir des contacts pour faciliter la négociation et la conclusion d'arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avec leurs partenaires français.

32. **Recruter des immigrants, notamment sur les territoires prioritaires de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest en tenant compte des besoins en main-d'œuvre du Québec** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Adoption d'un nouveau plan de promotion auprès de bassins de travailleurs spécialisés préalablement déterminés et raffermissement des liens avec les partenaires régionaux tels que les Conférences régionales des élus

Révision du matériel d'information sur les critères de sélection du Québec en fonction des modifications apportées à la grille de sélection des travailleurs qualifiés.

Élaboration et mise en ligne du nouveau site Internet d'Immigration Québec comme outil facilitant les démarches des candidats à l'immigration.

Réalisations 2007-2008

Élaboration de la nouvelle stratégie de promotion et de prospection de l'immigration afin de mobiliser les ressources gouvernementales en vue d'atteindre les objectifs triennaux de la sélection de l'immigration économique et de répondre aux besoins en main-d'œuvre du Québec.

Mise en place des activités de promotion de l'immigration économique dans les pays ciblés; 305 séances d'information ont été organisées par les bureaux d'immigration du Québec de Hong Kong, Vienne, Paris, Mexico et Buenos Aires, ce qui a permis d'atteindre plus de 40 000 personnes.

33. **Réaliser des missions ponctuelles mixtes de recrutement alliant des ministères ou organismes et des employeurs** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Appui à la réalisation de deux missions de la Ville de Québec en Europe, l'une à Paris et l'autre en Europe de l'Est (Roumanie et Bulgarie).

Réalisations 2007-2008

Participation à plusieurs projets spéciaux, notamment aux Journées Québec tenues à Paris, à Lyon et à Toulouse. Ce projet soutient le recrutement de candidats à l'immigration par des employeurs de la région de Québec : 52 candidats ont été embauchés par sept entreprises.

34. **Lors des missions du Québec à l'étranger, organiser des séminaires et des activités de promotion auprès des immigrants d'affaires, pour leur présenter l'environnement et les atouts du Québec et faciliter leur établissement dans les milieux économiques québécois** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Mission de promotion et de prospection de l'immigration d'affaires en France.

Modifications au Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers. Ces modifications, qui touchent notamment le Programme entrepreneurs, visent à simplifier le processus de sélection de candidats à l'immigration ayant repéré une entreprise québécoise dont ils souhaitent se porter acquéreurs.

Réalisations 2007-2008

Relance du programme de séminaires techniques à l'intention des consultants et des gens d'affaires; réalisation de six séminaires (Chine, Taïwan et Corée du Sud).

Participation conjointe du MICC et du MDEIE à Franchise Expo Paris, salon international de la création d'emplois en franchise (mars 2008).

35. **Inviter un nombre accru de candidats à l'immigration d'affaires à réaliser un voyage de prospection au Québec afin de repérer des occasions d'affaires et de développer un réseau de contacts** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Mise sur pied d'une structure d'accueil et définition des services d'accompagnement offerts aux gens d'affaires candidats à l'immigration en voyage de prospection au Québec.

Signature de deux ententes de partenariat avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et le Service d'aide aux jeunes entreprises (SAJE) du Montréal-Centre pour le soutien aux candidats dans la réalisation de leur projet d'affaires.

Organisation de trois séminaires de groupe et tenue de rencontres personnalisées avec près de 450 personnes.

Réalisations 2007-2008

Renouvellement de l'entente de partenariat avec le SAJE du Montréal-Centre.

Intervention du MICC auprès de 413 clients et de SAJE auprès de 78 candidats et immigrants gens d'affaires.

36. **Augmenter le nombre de partenaires étrangers pour l'enseignement du français et concevoir des outils en ligne, afin que les candidats à l'immigration puissent amorcer leur apprentissage linguistique avant leur arrivée au Québec** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Signature de sept nouvelles ententes de partenariat pour l'enseignement de la langue française à l'étranger, ce qui porte à 42 le nombre de partenaires internationaux en cette matière.

Adaptation pour le Québec des tests d'évaluation des connaissances de la langue française.

Élaboration d'un cours de langue française en ligne : l'implantation s'amorcera au cours de 2008

Réalisations 2007-2008

Signature de 16 nouvelles ententes, ce qui porte le nombre total de partenaires internationaux à 58.

Implantation et expérimentation du cours de langue française en ligne.

Expérimentation, en vue de sa mise en œuvre en avril 2008, d'un cours de français en ligne de niveau intermédiaire.

Passation de 604 tests standardisés de français langue seconde adaptés pour le Québec dans les réseaux de centres agréés par les partenaires internationaux du MICC (la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et le Centre international d'études pédagogiques), principalement en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et au Maghreb. Un projet pilote a été conduit au Mexique pour intensifier le recours à cette mesure. Des démarches ont été menées par le Bureau d'immigration du Québec de Hong Kong pour en permettre l'application en Chine.

Mise sur pied d'un stage en langue, culture et société québécoises pour 32 professeurs des partenaires internationaux en francisation.

Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

Priorité 6

S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire

37. **Mettre sur pied, au sein du ministère de la Sécurité publique, un centre de gestion intégrée de l'information de sécurité** **MSP**

Réalisations 2006-2007

Mise en place du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) : embauche de personnel et organisation logistique, implantation d'un système de veille stratégique, établissement de partenariats avec les organisations responsables de l'application des lois et production d'avis aux autorités du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du gouvernement.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de l'embauche de personnel et consolidation de l'effectif du CGIS.

Développement de nouveaux partenariats avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ainsi qu'avec des organisations d'États américains, notamment le New York State Office of Homeland Security.

Production de notes d'analyse et d'avis aux autorités du MSP et du gouvernement.

- **Mettre sur pied, au sein du ministère des Relations internationales, une unité sur les enjeux de sécurité et autres initiatives visant à suivre l'évolution des enjeux internationaux en matière de sécurité.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Mise en place de l'Unité enjeux de sécurité et désignation d'une personne responsable avec mandat d'exercer une veille stratégique sur les enjeux de sécurité non militaire sur le plan international, d'assurer la participation de représentants du Québec dans les forums internationaux traitant de ces questions et de faire le lien entre le réseau des représentations et le CGIS. Publication d'une recherche, portant sur la responsabilité internationale du Québec en matière de sécurité, intitulée *Contribuer à l'édification d'un monde plus sûr ou le défi de la sécurité pour le Québec*.

Réalisations 2007-2008

Embauche d'un professionnel au sein de l'Unité.

Rédaction d'un numéro spécial de l'*Action internationale du Québec* intitulé: *Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain*.

Veille stratégique et production de notes d'information aux autorités du Ministère portant sur divers enjeux de sécurité.

Appui aux initiatives de partenaires gouvernementaux en matière de sécurité, notamment celles du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

- ▶ **Le Bureau du Québec à Washington effectuera un suivi et une analyse systématiques de l'évolution du cadre législatif et réglementaire américain et de ses incidences sur le Québec, comme la question des normes de sécurité sur les produits alimentaires exportés ou la question du passeport aux frontières.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Veille stratégique, production de notes d'analyse et activités de représentation effectuées par le Bureau du Québec à Washington (BQW) auprès de l'Administration et du Congrès américains relativement à la question du passeport aux frontières et au thème de la sécurité en général.

Réalisations 2007-2008

Participation du BQW aux conférences téléphoniques hebdomadaires de la coalition canado-américaine pour Business for Economic Security, Tourism and Trade (BESTT), groupe composé de représentants de gouvernements, de chambres de commerce et de gens d'affaires ayant pour objectif d'assurer une circulation fluide et sécuritaire à la frontière canado-américaine, dans le cadre du programme américain Western Hemisphere Travel Initiative (WHTI).

Participation à la conférence organisée, en juillet 2007, par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) sur les enjeux mondiaux de sécurité maritime.

Accueil à Washington de la coalition BESTT, en septembre 2007.

Appui financier à la conférence organisée, en février 2008, par le Woodrow Wilson Center for International Scholars, sur les enjeux liés à la sécurité à la frontière et à la protection des renseignements personnels.

38. **Renforcer la coopération en matière de sécurité avec les États-Unis, notamment avec les États du Nord-Est**

- ▶ **Proposer aux membres de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada une collaboration accrue en matière de sécurité transfrontalière et, ainsi, utiliser ce forum politique régional afin d'avoir une vision d'ensemble des problèmes existants mais aussi des solutions à apporter.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Adoption, par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC), d'une résolution relative au projet WHTI demandant au gouvernement des États-Unis d'effectuer une analyse économique et sociale des répercussions de cette initiative sur le commerce transfrontalier, aux gouvernements des États-Unis et du Canada, en collaboration avec les États et les provinces, d'analyser les mesures de transition et les options de rechange au passeport, et au Congrès américain, d'en reporter la mise en œuvre.

Renforcement des liens en matière de sécurité avec l'État du Massachusetts.

Réalisations 2007-2008

Adoption, par la CGNA-PMEC, de la résolution 31-1 rappelant les engagements régionaux relatifs à la sécurité environnementale, notamment l'objectif du Plan régional sur les changements climatiques en vue de réduire de 10 %, par rapport à 1990, les émissions de gaz à effet de serre dans la région d'ici 2020.

Signature d'une entente, en novembre 2007, sur l'échange de renseignements destiné à l'exécution de la Loi avec l'État du Massachusetts.

- ▶ **Instaurer une coopération bilatérale entre le procureur général du Québec et ses homologues des États frontaliers américains en matière de menaces non militaires.** MJ

Réalisations 2006-2007

Organisation en octobre 2006, par le Québec, de la première conférence sur la prévention du crime transfrontalier. En plus des représentants du procureur général du Québec, s'y trouvaient réunis les procureurs américains des États du Maine, du Vermont, du New Hampshire et de New York ainsi que les représentants du Procureur général des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Participation du Québec à la conférence de l'Association des District Attorneys de l'État de New York et à celle de la National District Attorneys Association (NDAA) des États-Unis tenues en juillet 2006.

Réalisations 2007-2008

Participation à la réunion annuelle 2007 du NDAA à Portland Oregon. Un représentant du DPCP a prononcé une allocution sur l'entraide internationale devant 500 congressistes. Réunion de travail, à Portland, du comité organisateur en vue de la préparation de la 2^e conférence sur la criminalité transfrontalière.

Participation à l'organisation de la 2^e conférence sur la criminalité transfrontalière tenue au New Hampshire (octobre 2007). Neuf procureurs en chef du Québec, des représentants de la Sûreté du Québec et des représentants des District Attorneys des États américains du Maine, du Vermont, du New Hampshire, du Connecticut, du New Jersey, du Massachusetts et de New York y ont participé. Le NDAA a appuyé financièrement la tenue de cette conférence.

Mission en Virginie, en janvier 2008, du procureur chef responsable du crime organisé participant à une formation de la NDAA et portant sur la lutte à la criminalité organisée des gangs de rue.

Participation au Missouri de la procureure en chef de la Chambre de la jeunesse de Montréal, en mars 2008, à la 35^e Conférence nationale américaine sur la justice juvénile portant sur la lutte à la criminalité organisée des gangs de rue.

- ▶ **Renforcer les liens entre les organisations administratives et policières du Québec et celles de l'État de New York.** MSP

Réalisations 2006-2007

Réunion de travail avec le New York State Office of Homeland Security (NYSOHS). Échanges téléphoniques sur les questions relatives à la sécurité.

Réalisations 2007-2008

Mission du ministre de la Sécurité publique et ministre de la Justice à New York et rencontre avec le Deputy Secretary for Public Safety et le chef de police de la Ville de New York, en septembre 2007.

Accueil au Québec de représentants du NYSOHS, en février 2008.

Mise en place d'un programme d'échanges d'analystes entre le Québec et l'État de New York. Mission, en mars 2008, de deux analystes québécois du MSP à New York en vertu de ce programme.

Tenue de deux rencontres préparatoires en vue d'un exercice de simulation conjoint Québec–New York prévu pour l'automne 2008.

Travaux préparatoires à la signature d'une nouvelle entente en matière de sécurité intérieure avec l'État de New York.

- **Poursuivre les activités du projet Québec Border Security Initiative, qui permet au Québec de maintenir une capacité d'analyse fine des enjeux nord-américains de sécurité, de faciliter les rencontres entre représentants américains et québécois, et de mettre en évidence la contribution du Québec à la sécurité continentale.** MRI

Réalisations 2006-2007

Accueil d'une mission de conseillers auprès d'élus du Congrès américain au Québec, comprenant différentes rencontres avec les milieux québécois de la sécurité afin de les sensibiliser aux mesures prises par le Québec. Organisation à Washington d'un atelier sur le WHTI. Participation du BQW aux réunions du Smart Border North Working Group du CSIS. Présentation à Washington du Plan québécois de lutte à une pandémie d'influenza.

Réalisations 2007-2008

Réception du rapport d'activités des trois années du projet du Québec Border Security Initiative (QBSI). Novembre 2007.

Signature d'une nouvelle entente avec le Homeland Security Program du CSIS de Washington afin de poursuivre le projet QBSI. Mars 2008.

- **Intensifier la participation du Québec au Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain qui regroupe les directeurs de la sécurité intérieure de dix États et de trois provinces. Les États du Maine, du Vermont, du New Hampshire, du Massachusetts, du New Jersey, du Rhode Island, du Connecticut, du Delaware, de la Pennsylvanie et de New York ainsi que l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et le Québec font partie du consortium. Le Québec souhaite intensifier sa présence et faire de ce forum un lieu d'échanges privilégié et de coordination des efforts régionaux de sécurité. Il sera l'hôte de la réunion de 2008.** MSP

Réalisations 2006-2007

Participation du Québec à la réunion du Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain tenue en avril 2006.

Réalisations 2007-2008

Organisation par le Québec de neuf rencontres bilatérales avec les représentants des États américains de New York, du Massachusetts, du New Jersey et du Vermont afin de relancer les travaux du Consortium.

Annnonce du ministre de la Sécurité publique de tenir au Québec la prochaine réunion du Consortium prévue pour l'automne 2008.

- **Multiplier les exercices de simulation conjoints, Québec et États du Nord-Est américain, afin de mieux gérer les risques liés aux catastrophes d'origine terroriste, biologique, chimique ou naturelle et accueillir à Québec la rencontre du Groupe international de gestion des urgences en 2006.** MSP

Réalisations 2006-2007

Participation à un exercice du Groupe international de gestion des urgences (GIGU) simulant une attaque terroriste. Accueil de la réunion de travail du GIGU, issu de la CGNA-PMEC avec pour mandat de mettre en œuvre le Protocole d'entente internationale d'aide à la gestion des urgences.

Réalisations 2007-2008

Mise sur pied du sous-groupe de travail International Emergency Management Group (IEMG), voué à la préparation et à l'encadrement des exercices conjoints de simulation. L'IEMG regroupe 11 États américains et provinces canadiennes.

Tenue, en novembre 2007, d'un exercice de simulation conjoint avec les membres de l'IEMG afin de valider les contacts en cas d'urgence.

Production d'un *Glossary of Key Terms* afin de faciliter les communications entre les acteurs des deux côtés de la frontière.

Tenue de plusieurs rencontres avec les groupes suivants: le Regional Emergency Management Advisory Committee (Canada-États-Unis), l'Emergency Management Assistance Compact Group et l'IEMG.

Participation à la conférence semestrielle du GIGU (Rhode Island, novembre 2007) et aux travaux de cet organisme touchant les éléments suivants: aspects opérationnels des alertes, mobilisation des ressources humaines et matérielles, partage des connaissances et des meilleures pratiques en matière de sécurité civile socio-sanitaire, à la traduction de documents, etc.

- ▶ **Initier une collaboration scientifique avec les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) américain et conclure des ententes de collaboration technique avec les États de la côte Est des États-Unis en vue de prévenir les risques associés au bioterrorisme, aux maladies infectieuses et aux pandémies.** **MSSS**

Réalisations 2006-2007

Conférences téléphoniques régulières avec les États américains limitrophes sur la surveillance des maladies infectieuses. Participation à un colloque américain réunissant l'Agence de la santé publique du Canada, les CDC et l'United States Department of Agriculture sur l'organisation des services de santé nationaux en matière de grippe aviaire. Participation à des enquêtes épidémiologiques avec les États américains limitrophes sur des bactéries et des maladies infectieuses. Échanges de bulletins de vigie.

Réalisations 2007-2008

CDC :

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie aux CDC accompagnée de hauts fonctionnaires du MSSS et de scientifiques de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), afin d'amorcer une collaboration scientifique avec les CDC, Atlanta (juin 2007). Cette mission devrait permettre à l'INSPQ de faire partie du réseau nord-américain Laboratory Response Network et d'obtenir une accréditation pour intervenir dans des situations de menace ou d'urgence infectieuse.

Accord des CDC permettant au MSSS et à l'INSPQ de traduire en français la documentation scientifique de cet organisme scientifique américain.

Assignment d'une personne à la surveillance du site scientifique des CDC.

Eastern Border Health Initiative (EBHI) :

Participation à un exercice de simulation d'une influenza pandémique à la frontière Québec-New York. Plattsburgh, septembre 2007.

Participation aux échanges téléphoniques mensuels du groupe régional du nord-est du continent nord-américain, l'EBHI, et à la rencontre annuelle qui s'est tenue au Vermont en décembre 2007.

Mise à jour du guide de communication sur les maladies infectieuses.

39. **Renforcer la collaboration régionale et internationale en matière de sécurité environnementale visant notamment l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des gaz à effet de serre, la préservation du fleuve Saint-Laurent, la lutte aux espèces envahissantes et la prévention des risques associés aux produits de la biotechnologie**

► **Contribuer à la qualité de l'air du continent nord-américain.**

MDDEP

Réalisations 2006-2007

Participation du Québec au Comité Canada–États-Unis sur la qualité de l'air découlant de l'Accord Canada–États-Unis sur la qualité de l'air.

Préparation des modifications au Règlement sur la qualité de l'atmosphère. Finalisation pour adoption du Plan d'action québécois sur le mercure.

Participation aux rencontres et travaux conjoints de la CGNA-PMEC, visant à atteindre les cibles visées dans le Plan d'action sur les pluies acides et dans celui sur le mercure.

Première phase d'application pratique du Règlement sur les halocarbures contribuant à l'atteinte des objectifs du Protocole de Montréal.

Réalisations 2007-2008

Parution des publications suivantes relatives à la qualité de l'air :

- *Les standards pancanadiens relatifs aux particules et à l'ozone – Rapport quinquennal (2001-2005) du Québec;*
- *Inventaire des émissions atmosphériques – mise à jour septembre 2007;*
- *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2005 et évolution depuis 1990. Octobre 2007;*
- *État de situation des rejets anthropiques de mercure dans l'environnement au Québec. Juillet 2007.*

Préparatifs en vue de l'adoption d'un règlement sur la responsabilité élargie des fabricants de produits contenant du mercure.

Élaboration d'un nouveau plan d'action sur le transport et la qualité de l'air pour la CGNA-PMEC.

► **Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques.**

MDDEP

Réalisations 2006-2007

Adoption du Plan d'action québécois 2006-2012 sur les changements climatiques. Ce plan vise à respecter les engagements internationaux du Québec à l'endroit du Protocole de Kyoto.

Participation du Québec à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, en novembre 2006.

Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action régional 2001 sur les changements climatiques adopté par la CGNA-PMEC.

Accueil, à Québec, du forum ministériel Énergie et Environnement regroupant les ministres et commissaires de l'Environnement et de l'Énergie des 11 gouvernements de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre.

Réalisations 2007-2008

Publication du premier bilan de mise en œuvre du Plan d'action 2006-2012 dont 60 % des mesures sont en cours.

Investissement supplémentaire de 350 M\$ dans le Plan d'action 2006-2012.

Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action régional 2001 sur les changements climatiques adopté par la CGNA-PMEC.

Développement de nouvelles collaborations : le Québec est devenu membre du Climate Registry (octobre 2007) et observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative (janvier 2008). Il a également amorcé des pourparlers en vue de son adhésion à la Western Climate Initiative.

Participation du Québec à la réunion de Bonn en juin 2007 et à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali, en décembre 2007.

- **Préserver et améliorer la ressource en eau du bassin hydrographique des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.** **MDDEP**

Réalisations 2006-2007

Approbation par l'Assemblée nationale de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Participation du Québec à la première réunion du Conseil régional, organisation créée en vertu de l'Entente avec pour mandat de favoriser sa mise en œuvre et qui regroupe les représentants des premiers ministres et gouverneurs du Québec, de l'Ontario et des huit États riverains des Grands Lacs.

Demande au gouvernement fédéral d'une consultation officielle du Québec, à la suite de la présentation par la Commission mixte internationale (CMI) du rapport final du Groupe d'étude international sur les options de gestion des niveaux d'eau et débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Mise sur pied d'un comité interministériel de suivi et de recommandation.

Mise sur pied d'un comité interministériel afin d'élaborer les positions du Québec sur la révision de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs; participation au comité exécutif binational et au comité d'examen de l'Accord.

Dans le cadre de la gestion intégrée du Saint-Laurent, participation à l'élaboration du Plan stratégique 2007-2012 de la Commission des Grands Lacs.

Réalisations 2007-2008

Participation au Conseil régional de l'Entente sur les Grands Lacs. Consultation publique et adoption des objectifs régionaux nord-américains de conservation et d'utilisation efficaces de l'eau. Analyse des modifications législatives et réglementaires requises pour la mise en œuvre de l'Entente. Mise en œuvre de l'Entente au Québec faite à 20 %.

Participation aux travaux de consultation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international au sujet des projets de la CMI visant la révision du plan de régularisation des débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent.

Participation aux travaux de consultation, de révision et de rédaction du comité d'examen de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs. Participation au comité exécutif binational.

Participation aux travaux du comité directeur de la Commission des Grands Lacs et au Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.

► **Lutter contre les espèces envahissantes.**

MDDEP

Réalisations 2006-2007

Mise en place de mécanismes de concertation interministérielle sur les espèces exotiques envahissantes (EEE).

Activités de maillage et d'échange d'information sur les plans canadien et international, notamment auprès du Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species, du Northeast Aquatic Nuisance Panel, de l'Ohio Invasive Plant List Serve, du Great Lakes Information Network et des groupes de travail canadiens sur les EEE et les plantes terrestres et phytoravageurs.

Échange d'information sur l'algue *Dydimosira* avec des experts canadiens, américains, norvégiens et néo-zélandais.

Mise sur pied d'un système d'information sur les EEE qui sera intégré au Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec. L'inventaire des bases de données sur les EEE présentes au Québec est en voie d'être constitué; des contrats ont été attribués pour recueillir des données à partir des collections institutionnelles gouvernementales et privées.

Contenu du site Internet en cours d'élaboration avec comme objectif l'information du public et des partenaires du Québec. Réalisation d'un répertoire des principaux sites Internet au Québec et hors Québec.

Réalisations 2007-2008

Mise sur pied d'un groupe de travail du MDDEP responsable notamment de la confection d'une liste des principaux acteurs des provinces et des États limitrophes à contacter en cas de détection de nouvelles EEE.

Mise sur pied du comité interministériel sur les EEE.

Travaux de consultation dans le but de créer une page web sur les EEE dans le site Internet du MDDEP.

Participation à des réunions, colloques et conférences : Conférence internationale sur les espèces aquatiques envahissantes aux Pays-Bas, Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species, Comité national sur les espèces envahissantes (Canada), le Northeast Aquatic Nuisance Species Panel, la Commission des Grands Lacs et le Comité leadership et coordination sur les espèces exotiques envahissantes du Canada.

Échange de renseignements avec le réseau d'information du bassin du lac Champlain sur les plantes aquatiques envahissantes, avec les experts néo-zélandais, américains et canadiens pour lutter contre l'algue et avec les experts européens pour constituer une base de données sur les EEE qui sera intégrée à celle du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec.

Traduction et adaptation pour le Québec du document *Great Lakes Aquatic Invasions*.

Attribution d'un contrat rassemblant des chercheurs des universités Laval et de Montréal en vue d'établir un maillage avec les spécialistes américains de la lutte au phragmite envahisseur.

- ▶ **Renforcer les alliances avec des États fédérés et certains pays afin de prévenir les risques associés aux produits de la biotechnologie tel que prévu dans le Protocole de Cartagena.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Présentation de la position officielle du Québec sur le Protocole de Cartagena devant le groupe de travail du protocole réunissant près d'une centaine de pays et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Consignation de la position du Québec dans le rapport officiel du groupe de travail. Invitation de spécialistes internationaux à rencontrer le comité interministériel québécois sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Rencontres à Montréal avec le secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

Réalisations 2007-2008

Accueil au Québec d'un expert sur l'évaluation des risques des OGM et conférence auprès de représentants de ministères sectoriels.

40. Développer les réseaux d'échanges avec les pays francophones d'Europe

- ▶ **Mener une coopération en matière de sécurité civile et d'incendie avec la France.**

MSP

Réalisations 2006-2007

Mission en France reportée en 2007-2008.

Réalisations 2007-2008

Mission en France du sous-ministre associé à la sécurité civile du Québec et du directeur général des services des incendies de la Ville de Montréal et allocution du sous-ministre associé au Congrès annuel des sapeurs-pompiers de France. Octobre 2007.

Rencontre du sous-ministre associé à la sécurité civile du Québec avec la Direction de la défense et de la sécurité civile du ministère français de l'Intérieur afin d'établir un réseau de contacts et de se familiariser avec les processus d'intégration en matière de sécurité civile et incendie.

Accueil au Québec d'une délégation française afin de vérifier l'arrimage entre sécurité civile et sécurité publique sur le plan municipal. Décembre 2007.

- ▶ **Mettre sur pied, avec des pays européens, un réseau international des écoles de police francophones.**

École nationale de police

Réalisations 2006-2007

Tournée de promotion et de consultation de représentants de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et de la Sûreté du Québec (SQ) en France et en Belgique. Accueil favorable et intérêt démontré par les institutions nationales et l'Organisation internationale de la Francophonie.

Réalisations 2007-2008

Mise sur pied du comité directeur provisoire composé de l'ENPQ, de la SQ et de la Police nationale française (PNF) en vue de la création de Francopol.

Organisation de deux réunions du comité directeur provisoire, avec tous les partenaires, y compris les institutions et écoles de police de France, de Belgique, de Suisse, du Luxembourg, de Monaco, du Canada et du Québec afin de préparer l'assemblée constitutive de Francopol. Juin et décembre 2007.

Développement du site Internet, de la structure de fonctionnement et des statuts et définition de la mission de Francopol.

- **Poursuivre le développement de la coopération technique policière avec l'Europe, et particulièrement avec les pays de la Francophonie.** **Sûreté du Québec**

Réalisations 2006-2007

Nomination d'un officier à la Délégation générale du Québec à Paris et d'un autre auprès du Centre international pour la prévention de la criminalité.

Poursuite de la collaboration entre la SQ et la Police fédérale belge sur l'amélioration des services de qualité. Conclusion d'ententes de coopération avec certaines régions belges en matière de police de proximité.

Conclusion d'une entente entre la SQ et la PNF relative à la modernisation des pratiques de gestion.

Missions d'experts afin d'améliorer les pratiques notamment dans les domaines de la déontologie policière et des unités d'enquête. Accueil de plusieurs missions européennes.

Réalisations 2007-2008

Échanges France-Québec sur la police de proximité dans le cadre des rencontres « Regards croisés ».

Discussions avec la Belgique en vue d'échange d'idées avec des zones de polices locales sur les normes en matière de police de proximité.

Missions en France en vue d'échanger avec la PNF en matière d'éthique et de discernement policier et avec la Gendarmerie nationale française en matière de veille stratégique et de prospective.

Mission d'experts en enquêtes criminelles et en police judiciaire en France, en Belgique et en Suisse.

Mission en Bavière portant sur les enquêtes criminelles, la sécurité routière et le maintien de l'ordre.

Accueil au Québec d'une vingtaine de délégations étrangères.

- **Accroître le recours à des experts internationaux afin d'améliorer les connaissances, l'expertise et les pratiques en matière de lutte au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, à la traite des personnes et à la cybercriminalité.** **Sûreté du Québec**

Réalisations 2006-2007

Participation aux groupes de travail d'Interpol portant sur la criminalité infantile, la traite des personnes, la cybercriminalité et le crime organisé transeurasien.

Missions d'experts aux États-Unis et au Royaume-Uni afin d'améliorer les pratiques en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment celle ayant trait à l'exploitation sexuelle des enfants.

Formation et stages de policiers en France et aux États-Unis dans les domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le maintien de l'ordre et les interventions tactiques.

Participation aux forums d'échanges transfrontaliers portant sur la sécurité nationale.

Réalisations 2007-2008

Mission en France afin de participer à la rencontre du groupe de travail d'Interpol portant sur la cybercriminalité contre l'enfance.

Mission au Royaume-Uni afin de se familiariser avec le Child Exploitation Online Protection Center mis en place à Londres afin de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.

Mission à Las Vegas afin de participer à la conférence internationale portant sur les groupes criminels asiatiques.

Mission aux États-Unis (Wisconsin) afin de participer à la conférence internationale de la National Tactical Officers Association.

Missions aux États-Unis et au Royaume-Uni afin de participer à deux colloques sur la question du terrorisme.

Participation de la SQ, à titre de conférencier, à des colloques en France et aux États-Unis portant sur la cybercriminalité.

41. **Assurer le suivi et la mise en œuvre des conventions internationales de même que la participation du Québec au sein de certains forums ou instances internationales en matière de sécurité non militaire.** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Soutien à la participation d'un représentant du ministère de la Sécurité publique à la réunion du Forum canado-américain sur la criminalité transfrontalière.

Analyse des conventions des Nations Unies en matière de sécurité non militaire et examen (en cours) de la conformité des législations québécoises.

Réalisations 2007-2008

Réalisation des analyses de conformité de la législation québécoise à quatre conventions internationales de sécurité non militaire: Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, particulièrement des femmes et des enfants; Convention des Nations Unies contre la corruption; Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Sous la coordination de la Direction des affaires juridiques du MRI et en étroite collaboration avec l'Unité enjeux de sécurité de la Direction des analyses économiques et politiques, 12 ministères et organismes ont participé à cette analyse.

Réalisation, en mars 2008, d'une étude commandée par le MRI au ministère de la Justice (MJQ) sur la conformité du corpus législatif québécois aux quatre conventions internationales de sécurité non militaire.

Participation à la rencontre du Forum binational Canada-États-Unis sur la criminalité transfrontalière, tenu à Québec en mars 2008.

42. **Mener des actions d'information ciblées auprès des décideurs, des cercles d'influence et des médias américains sur les mesures prises par le Québec afin de contribuer à la protection du continent nord-américain.** **MRI, MSP**

Réalisations 2006-2007

Élaboration d'un plan de communication 2007-2009 en matière de sécurité et établissement des bases de collaboration entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le ministère des Relations internationales.

Réalisations 2007-2008

Plan de communication en voie d'être finalisé : travail de concertation avec le MSP et le réseau des délégations du Québec aux États-Unis.

Travaux préparatoires à la publication du numéro de *L'Action internationale* sur la sécurité.

Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

Priorité 7

Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec

43. Mettre en place les infrastructures assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières

- Mettre en place, dans le cadre de la frontière intelligente, les infrastructures de transport assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières de Lacolle, Stanstead, Saint-Armand de Philipsburg et Armstrong, notamment par l'aménagement de voies de circulation dédiées aux véhicules commerciaux, là où l'achalandage le requiert.

MTQ

Réalisations 2006-2007

Poste de Lacolle/Champlain : ouverture d'une voie dédiée aux véhicules lourds; mise en place de systèmes de transport intelligents tels que pesée dynamique et présélection des camions, détection de la congestion et informations aux usagers en temps réel.

Poste de Stanstead/Rock Island : évaluation préliminaire des besoins et coordination avec les partenaires concernés à la frontière.

Poste de Saint-Armand/Highgate : modification de l'avant-projet préliminaire suivant la publication du rapport d'enquête et d'audience publique en mars 2006 et étude environnementale entreprise en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

Poste d'Armstrong/Jackman : concertation avec les autorités américaines et définition d'un concept d'aménagement reposant sur la construction de nouvelles infrastructures routières complètement harmonisées aux installations douanières américaines. Réalisation d'études géotechniques et d'impact réalisées.

Réalisations 2007-2008

Poste de Lacolle/Champlain : mise en service du poste de contrôle routier et poursuite de l'implantation et du calibrage des systèmes de transport intelligents.

Poste de Stanstead/Rock Island : préparation des plans et devis pour l'ajout d'une troisième voie en direction sud. Réalisation d'évaluations environnementales.

Poste de Saint-Armand/Highgate : obtention des décrets de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. Poursuite de l'étude approfondie en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et analyse de scénarios pour l'aire de contrôle routier de la SAAQ.

Poste d'Armstrong/Jackman : achèvement du processus d'évaluation environnementale. Amorce des plans et devis ainsi que des acquisitions de terrains.

- **Consolider ses partenariats avec les principaux intervenants à la frontière canado-américaine (Transportation Border Working Group (TBWG), Eastern Border Transportation Coalition, Agence canadienne de services frontaliers, Department of Homeland Security).**

MTQ

Réalisations 2006-2007

Accueil du Congrès annuel de la Northeastern Association of State Transportation Officials (NASTO), réunissant les décideurs en transport des États américains et des provinces du Nord-Est.

Tenue de réunions bilatérales avec les groupes de travail en transport des États du Vermont et de New York.

Organisation d'un atelier sur la coordination des projets d'infrastructures frontalières dans le cadre des activités de l'Eastern Border Transportation Coalition (EBTC).

Mise en ligne d'un guide à l'intention des camionneurs pour le passage aux frontières.

Participation aux travaux du TBWG et de la Canadian/American Border Trade Alliance.

Réalisations 2007-2008

Participation à différents ateliers, réunions de travail, conférences, en vue de renforcer la coopération en matière de transport entre le Québec et les États-Unis : EBTC, TBWG, NASTO, Inland Ports of North America, rencontre Québec–New York sur la fluidité et la sécurité aux postes frontaliers; rencontres bilatérales Québec–Vermont et Québec–New York sur le transport.

Élaboration d'un guide sur le cheminement de projets d'infrastructure à la frontière avec l'EBTC.

44. **Accroître, par la formation et le soutien financier, l'adhésion des entreprises aux programmes de la frontière intelligente et constituer une base d'information permettant de suivre l'adaptation des PME aux mesures de contrôle de la frontière canado-américaine**

- **Poursuivre la sensibilisation des entreprises et des intervenants du milieu des affaires québécois à l'importance de l'adhésion aux programmes de la frontière intelligente : règles de conformité douanières; programmes C-TPAT/PEP, FAST/Expres, NEXUS, et informer les autorités américaines de leurs impacts sur les entreprises québécoises.**

MDEIE

Réalisations 2006-2007

Mise en œuvre d'un plan de communication pour informer les entreprises des nouvelles règles à la frontière. Information publicitaire dans une vingtaine de médias spécialisés nationaux et régionaux et envoi postal auprès de 2000 entreprises, afin de les inviter à sécuriser leurs exportations. Mise sur pied d'un site Internet *Sécurité à la frontière*.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la campagne de communication et de promotion du Programme Custom-Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT) dans plusieurs revues et journaux spécialisés.

Mise à jour de la section C-TPAT du site Internet du MDEIE, section la plus consultée.

Envoi du formulaire d'accréditation au programme C-TPAT aux 471 établissements ayant manifesté l'intention d'adhérer au Programme à la suite de l'enquête du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) réalisée en 2006.

- **Donner, dans toutes les régions du Québec, une formation de type « Meilleures pratiques d'affaires » sur les programmes de la frontière intelligente, notamment sur le programme volontaire de lutte contre le terrorisme.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Tenue de 18 sessions de formation auprès de 246 entreprises sur les nouveaux programmes de sécurité liés à la frontière intelligente et sur le programme C-TPAT. Sensibilisation d'entreprises, par des services conseils, sur l'importance de sécuriser leurs exportations.

Réalisations 2007-2008

Tenue de 12 sessions de formation en région auprès de 157 participants, dont 127 dirigeants et travailleurs stratégiques.

Organisation de quatre symposiums de sensibilisation C-TPAT auxquels ont participé 296 personnes, dont 209 dirigeants d'entreprise.

Soutien aux conseillers régionaux et appui aux commissaires à l'exportation afin de sensibiliser les entreprises sur les problématiques de sécurité à la frontière.

- **Soutenir financièrement les entreprises manufacturières, notamment les PME, à s'accréditer au programme de la frontière intelligente C-TPAT. L'objectif étant d'atteindre un volume d'environ 80 % des exportations québécoises sécurisées au terme des trois prochaines années.** MDEIE

Réalisations 2006-2007

Mise sur pied d'un programme de soutien financier afin d'aider les entreprises à adhérer au programme volontaire de sécurisation des exportations à destination du marché américain, le C-TPAT. L'objectif de soutenir 100 entreprises par année a été atteint.

Réalisations 2007-2008

Soutien financier accordé à 132 entreprises en vue d'une accréditation éventuelle au programme C-TPAT.

Ajout du critère « Certifié C-TPAT » à la base de données du CRIQ, pour pouvoir l'interroger sur cet aspect.

- **Appuyer les entreprises agroalimentaires dans la résolution des problèmes liés aux nouvelles normes de sécurité nord-américaines et internationales.** MAPAQ

Réalisations 2006-2007

Mise en œuvre d'un mécanisme de collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Délégation générale du Québec à New York et l'Association des exportateurs de fruits et légumes dans le cas du nématode de la pomme de terre. Cette intervention concertée a permis de réduire au minimum les incon vénients rencontrés par les exportateurs de fruits et légumes du Québec.

Réalisations 2007-2008

Mise en place d'une « cellule de résolution de conflits » composée de représentants du MAPAQ, d'Agriculture Canada, de l'US Food and Drug Administration et des U.S. Customs visant à échanger de l'information pour renseigner les industries québécoises. Ce réseau a permis d'accélérer la transmission de l'information aux entreprises relativement à des mesures empêchant l'exportation de produits agricoles québécois vers les États-Unis, notamment dans les secteurs de la production de foie gras et de la pomiculture.

Étude en cours sur l'exportation des produits fromagers.

- **Constituer une base de données permettant de mesurer l'adaptation des entreprises québécoises exportatrices aux mesures de contrôle de la frontière intelligente.**

MDEIE, MAPAQ

Réalisations 2006-2007

Réalisation de deux études auprès de 880 entreprises et de 45 grands exportateurs, afin d'évaluer l'effet des nouvelles procédures douanières de sécurité et de mesurer leur intention de sécuriser leurs exportations. Un volume de 36 % des exportations québécoises sont sécurisées alors que 13 % sont en voie d'accréditation.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'une étude par le CRIQ auprès de 2 171 établissements afin de mesurer l'intérêt des entreprises québécoises à adhérer aux programmes de sécurisation des exportations, notamment le programme C-TPAT. Résultats : 511 entreprises manufacturières ont été accréditées; 114 sont en voie d'accréditation; 471 ont manifesté un intérêt; 1 067 ont indiqué ne pas avoir l'intention d'y adhérer et 8 entreprises ont été refusées par les autorités américaines. Juillet 2007.

Environ 50 % du volume des exportations du Québec aux États-Unis ont été sécurisées.

45. **Participer au Canada United States Cargo Security Project sur la sécurisation des conteneurs intermodaux**

MSP

Réalisations 2006-2007

Réunion du Comité directeur du projet Canada United States Cargo Security Project portant sur la réalisation de la phase 2 du projet. Elle consiste à installer des équipements électroniques sur des conteneurs en provenance d'Europe qui transitent par Halifax ou Montréal à destination des États-Unis.

Présentation du projet à la CGNA-PMEC.

Tenue d'un atelier de travail relatif à la préparation de la phase 3 de ce projet.

Réalisations 2007-2008

Réalisation de la phase 3 du projet : rencontres et ateliers de travail visant à analyser et à évaluer les protocoles d'intervention des différents responsables en cas d'avènement d'une bombe sale sur un territoire visé par le projet.

Début de la phase 4 : rencontre avec Transports Canada afin de vérifier l'état d'avancement des expériences de repérage des conteneurs, à partir de technologies identifiées (octobre 2007).

46. **Poursuivre l'implantation de la traçabilité agroalimentaire**

MAPAQ, Agri-Traçabilité Québec

Réalisations 2006-2007

Élaboration du Plan d'action 2006-2010 visant l'implantation de la traçabilité agroalimentaire dans les autres secteurs de la chaîne alimentaire tels que le porc, la volaille et les aliments.

Participation au Comité fédéral-provincial-territorial sur la traçabilité agroalimentaire (août 2006).

Promotion du système québécois lors du Mois du Québec au Japon qui a eu lieu à Tokyo.

Réalisations 2007-2008

Adoption du Plan d'action 2006-2010.

Poursuite des discussions au sein du Comité fédéral-provincial-territorial et du Comité consultatif industrie du gouvernement fédéral pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité dans le secteur agricole et alimentaire.

Élaboration de réglementations sur la traçabilité des cervidés et du porc.

Travaux en cours en vue de l'élaboration d'une réglementation sur la traçabilité des œufs de consommation.

Accueil de représentants des ministères de l'Agriculture de l'Alberta, de l'État de Pennsylvanie et du Paraguay afin de partager l'expertise et les réalisations d'Agri-Traçabilité Québec.

47. Sécuriser les infrastructures publiques d'énergie électrique et les approvisionnements du Québec en hydrocarbures

- ▶ **Hydro-Québec complétera d'ici la fin de 2006 le déploiement du plan de sécurisation de ses installations dans lequel elle investira 133 millions de dollars.** **Hydro-Québec**

Réalisations 2006-2007

Phase finale du plan de sécurisation des installations d'Hydro-Québec. Investissements de 133 M\$ en 2006-2007.

Réalisations 2007-2008

Hydro-Québec a analysé les risques pour chacune de ses installations et y a associé les mesures appropriées. De plus, elle maintient des activités de vigie afin d'adapter ses mesures de sécurité selon les situations de sorte que son plan de sécurisation est en constante évolution

- ▶ **Le gouvernement exigera des sociétés pétrolières le dépôt d'un plan de sécurité des approvisionnements, comportant les mesures à mettre en œuvre en cas de difficultés dans la disponibilité des produits pétroliers.** **MRNF**

Réalisations 2006-2007

Sensibilisation des représentants de l'industrie du pétrole et du gaz afin d'obtenir leur adhésion aux objectifs gouvernementaux de sécurité énergétique, notamment le dépôt par les pétrolières d'un plan de sécurité en cas de difficultés d'approvisionnement.

Réalisations 2007-2008

Sensibilisation des représentants de l'industrie du gaz propane aux objectifs gouvernementaux de sécurité énergétique.

Réalisation de travaux préparatoires en vue de déposer un plan de contingence (pénurie réelle ou appréhendée) de propane au Québec.

48. Collaborer avec les États-Unis, la France et certains pays européens sur la sécurisation des systèmes informatiques publics et de protection des renseignements personnels **MSG**

Réalisations 2006-2007

Mission en Europe sur la sécurité de l'information reportée en 2007-2008.

Participation à trois rencontres du Comité technique de sécurité des technologies de l'information de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Ces rencontres ont permis d'acquérir des connaissances sur le développement de normes internationales de sécurité de l'information et la présentation des préoccupations du gouvernement du Québec.

Réalisations 2007-2008

Mission du ministère des Services gouvernementaux (MSG) en Europe (France, Suisse et Royaume-Uni) en collaboration avec le Centre de réponses aux incidents cybernétiques (CERTAQ), la SQ et l'Institut de la sécurité de l'information du Québec. Objets : participation à la Piste C5 du Plan d'action du Sommet mondial de la société de l'information; rencontre avec le Club de la sécurité des systèmes de l'information français (CLUSIF) et le Secrétariat général de la Défense nationale de France; rencontre avec des représentants du Center for the Protection of National Infrastructure du gouvernement britannique. Mai 2007.

Échanges de documents et de bonnes pratiques et participation du MSG aux réunions de la Commission des méthodes du CLUSIF.

Établissement de contacts avec l'European Schoolnet and Safer Internet relativement à la sensibilisation du citoyen aux dangers d'Internet (vol d'identité et protection des renseignements personnels).

Discussions entre le secrétaire adjoint à la cybersécurité du Department of Homeland Security des États-Unis et les autorités du MSG quant à d'éventuelles pistes de collaboration.

Démarche d'adhésion en cours du CERTAQ au Forum for Incident Response and Security Team.

Poursuite de la participation à des rencontres du Comité technique de sécurité des technologies de l'information de l'ISO.

49. **Renforcer la sécurité des documents d'identité émis par le Québec pour tenir compte de l'évolution des nouvelles normes nord-américaines** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Soutien à la participation de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et du Directeur de l'état civil aux consultations menées par le gouvernement canadien dans l'élaboration de normes pour les documents devant servir aux déplacements sur le continent. Définition et présentation de la position québécoise sur le WHTI dans divers forums canado-américains sur l'impact de l'imposition d'un passeport à la frontière canado-américaine.

Réalisations 2007-2008

Mise sur pied d'un comité de travail interministériel coordonnant les travaux liés au programme américain WHTI et échanges avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

Mandat d'élaborer un permis de conduire Plus confié à la SAAQ.

Déclaration conjointe, en décembre 2007, du premier ministre du Québec et du gouverneur du Vermont, s'engageant à ce que leurs administrations collaborent aux programmes respectifs visant à mettre en œuvre un permis de conduire amélioré.

50. Combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration

- ▶ **Accroître la vérification de l'authenticité des documents soumis à l'appui des demandes d'immigration.** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Embauche de vérificateurs et formation traitant de détection de fraude documentaire adressée aux fonctionnaires à l'immigration. Adoption d'une politique ministérielle sur les renseignements et les documents faux ou trompeurs présentés à l'appui d'une demande d'immigration. Constitution d'une banque de documents de référence. Production d'outils de vérification documentaire pour certains pays. Enquêtes et missions de réseautage.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la formation offerte aux employés du service de sélection des travailleurs et à des membres du personnel de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) sur la fraude documentaire.

Approbation du bulletin d'information sur les documents frauduleux.

Réception de plus de 1 000 dossiers à des fins de vérification et d'enquête.

- ▶ **Développer des partenariats avec les organismes québécois et canadiens chargés de l'application des lois afin de combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration.** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Partenariats avec les principaux organismes chargés de l'application des lois tels que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la GRC, la SQ ainsi que le Bureau international des droits des enfants, pour combattre la criminalité liée à l'immigration.

Réalisations 2007-2008

Tenue d'un atelier de coopération antifraude en collaboration avec CIC et l'ASFC.

Échange d'information avec les autorités des Services du renseignement criminel du Québec et la SQ relativement au phénomène de la criminalité liée à l'immigration.

Rencontres en vue d'établir de nouveaux partenariats entre le MICC et des ministères et organismes tels que la SAAQ, la Régie de l'assurance maladie du Québec, Revenu Québec, la Régie des rentes du Québec et les universités.

- ▶ **Contrôler les risques associés au programme des immigrants investisseurs, particulièrement quant à la provenance des fonds.** **MICC**

Réalisations 2006-2007

Suivi de l'application des mesures mises en place; vérification des déclarations produites par les intermédiaires financiers; suivi des dossiers menant à un remboursement des fonds; gestion des cas de non-conformité.

Bilan de la première année de l'entente tripartite : Investissement Québec/MICC/Intermédiaires financiers.

Réalisations 2007-2008

Poursuite des mesures mises en place en 2006-2007.

Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

Priorité 8

Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde

51. **Participer aux groupes de travail pour la mise en œuvre des orientations issues du Sommet mondial sur la société de l'information et au nouveau Forum sur la gouvernance de l'Internet, notamment en matière de diversité linguistique** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Participation au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI). Détermination du domaine et du groupe de travail international pertinents aux intérêts du Québec.

Détermination, en collaboration avec l'UNESCO, d'un créneau permettant de participer à la formation et à l'animation d'une coalition internationale visant la préservation de la diversité culturelle et linguistique sur Internet.

Réalisations 2007-2008

Participation à la deuxième réunion de consultation consacrée à la grande orientation de l'UNESCO touchant l'enjeu « Diversité et identités culturelles, diversité linguistique et contenus locaux ».

Participation au programme de travail de l'UNESCO de l'année 2007 ayant permis de faire état de la position du Québec dans le cadre de la mise en œuvre des grandes orientations issues du Sommet mondial de l'information et du FGI.

52. **Participer aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information** **MSG, MRI**

Réalisations 2006-2007

Participation active aux travaux de normalisation touchant l'élaboration et l'adoption d'un standard sur le clavier, les jeux de caractères codés, le tri alphabétique et la recherche des chaînes de caractères, et ce, dans une perspective d'adaptabilité culturelle et linguistique.

Adoption de neuf standards relatifs à l'interopérabilité et à l'utilisation intégrale du français, de manière à assurer un encadrement normatif et à fixer les exigences du gouvernement auprès des fournisseurs de biens et de services en matière de technologies de l'information et des communications (TIC).

Réalisations 2007-2008

Participation à différents groupes de travail touchant les normes ISO en matière d'ergonomie des interfaces.

Collaboration à la rédaction simultanée de sept projets de norme internationale en versions anglaise et française.

Accueil à Québec d'un groupe de travail composé d'une délégation de 50 représentants internationaux.

53. Valoriser l'expertise linguistique du Québec

- ▶ **Le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique* mis au point par l'Office québécois de la langue française, et qui donne accès à près de trois millions de termes français et anglais du vocabulaire industriel, scientifique et commercial. SPL, OQLF**

Réalisations 2006-2007

Réalisation de deux missions, l'une au Brésil, à l'occasion du 3^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues, et l'autre en Uruguay où se tenait la réunion du Réseau ibéroaméricain de terminologie (RITerm). Ces missions visaient à établir des échanges de collaboration pour le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique*. Elles ont permis d'amorcer des échanges avec l'Université d'État de São Paulo, au Brésil, pour tester le logiciel BTML (banque de données terminologiques multilingues) et traduire l'interface en portugais, ainsi qu'avec le ministère de l'Éducation et de la Culture du Paraguay pour l'accueil, par l'Office québécois de la langue française (OQLF), d'un groupe de stagiaires faisant partie du Groupe de gestion de projets terminologiques du MERCOSUR.

Réalisations 2007-2008

Signature d'une entente de coopération entre l'OQLF et l'Union latine en matière de terminologie et d'aménagement des langues, en décembre 2007.

Participation de l'OQLF à une réunion du Réseau panlatin de terminologie (REALITER) qui a eu lieu à Bertino (Italie) en juin 2007, au cours de laquelle il a été convenu d'entreprendre divers projets de vocabulaires multilingues (langues latines). Les données terminologiques issues de ces travaux seront versées dans le *Grand dictionnaire terminologique multilingue*.

- ▶ **La mise sur pied, en concertation avec les organismes linguistiques québécois et en collaboration avec les partenaires de la Francophonie, d'un colloque international portant sur les variétés du français dans le monde, à Québec, en 2008. SPL**

Réalisations 2006-2007

Constitution du comité scientifique pour guider l'élaboration du programme du colloque.

Établissement du programme provisoire et sollicitation de conférenciers.

Réalisations 2007-2008

Confirmation des 26 conférenciers sollicités.

Poursuite de l'organisation et de l'établissement du programme du colloque.

- ▶ **Appui au transfert d'expertise sur les politiques et les outils linguistiques développés au Québec. SPL**

Réalisations 2006-2007

Mission d'expertise effectuée par le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) auprès de l'OIF afin de proposer, conjointement avec la France et à la demande du secrétaire général de cette organisation, des pistes d'action pour renforcer l'usage du français dans l'espace francophone en vue de guider l'OIF dans son action future.

Réalisations 2007-2008

Signature, en mai 2007, d'un programme de coopération en matière d'aménagement linguistique entre le SPL, l'OQLF et le Conseil supérieur de la langue française et le Welsh Language Board (Pays de Galles).

Participation du SPL à une conférence de recherche à Cardiff, en septembre 2007, pour y présenter le rôle de la recherche dans l'élaboration et l'application de la politique linguistique du Québec.

Poursuite des échanges entre le SPL et l'OIF concernant l'observation du français dans le monde et le renforcement de son usage dans l'espace francophone.

54. Appuyer le développement de l'enseignement du français dans le monde

MRI

Réalisations 2006-2007

Signature du mémorandum mettant sur pied le Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE). Démarrage du projet et mise en place de l'organisation : personne-ressource au comité de pilotage, liens avec le ministère de l'Éducation du Vietnam.

Réalisations 2007-2008

Conclusion d'une entente de service entre le MRI et la Centrale des syndicats du Québec désignant cette dernière comme opérateur du projet.

Mise en œuvre du Programme VALOFRASE au Vietnam.

Sélection et envoi du premier coopérant québécois au Vietnam, en décembre 2007.

► **Accueillir le Congrès mondial des professeurs de français à Québec en 2008.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Mise sur pied du comité de coordination gouvernemental pour préparer l'accueil du XII^e Congrès de la Fédération internationale des professeurs de français qui se tiendra sous le thème « Faire vivre les identités francophones ».

Soutien financier gouvernemental au Congrès des professeurs de français (MRI, MELS, SPL, MTO).

Réalisations 2007-2008

Choix des thématiques qui seront abordées par des ministères et organismes québécois lors du congrès.

Poursuite du soutien financier gouvernemental au Congrès des professeurs de français (MRI, MELS, SPL).

► **Diffuser l'expertise québécoise d'utilisation pédagogique des technologies de l'information pour l'enseignement du français, dans le cadre du dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5*.**

MRI

Réalisations 2006-2007

Pourparlers en cours avec les partenaires.

Réalisations 2007-2008

Aucune évolution du dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5* : il n'est pas inscrit spécifiquement à la programmation de l'OIF. Abandon du projet.

Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

Priorité 9

Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger

55. Concevoir de nouveaux indicateurs statistiques permettant de mieux suivre l'évolution de l'action culturelle internationale du Québec **MCCCF, OCCQ**

Réalisations 2006-2007

Mandat confié à l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) pour la réalisation d'outils de collecte d'information sur la circulation hors Québec des œuvres et produits culturels, le positionnement du Québec par discipline et par pays et la présence internationale d'artistes, de créateurs, d'organismes artistiques et d'entreprises culturelles.

Formation d'un comité d'orientation avec les partenaires du milieu pour la réalisation des études. Détermination des priorités : secteurs des arts de la scène, du film et du livre.

Réalisations 2007-2008

Conception et mise en place des prétests de deux nouvelles enquêtes : *Enquête sur les exportations de spectacles québécois* et *Enquête sur l'industrie des services techniques du cinéma et de la télévision*.

56. Planifier le déploiement de l'action culturelle du Québec en fonction des pôles géoculturels les plus porteurs dans le monde **MCCCF**

Réalisations 2006-2007

Identification des pôles géoculturels, par domaine et territoire, en concertation avec le réseau des conseillers culturels à l'étranger et les sociétés d'État, pour fournir aux organismes artistiques et aux entreprises culturelles de l'information sur les marchés internationaux.

Production de stratégies territoriales, fondées notamment sur l'information recueillie à partir des pôles géoculturels, et planification budgétaire associée.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'opération de promotion d'envergure avec des partenaires majeurs et des événements identifiés comme pôles géoculturels, notamment dans le cadre de la Biennale de Venise, du Festival Roma Europa et du Forum universel des cultures de Monterrey.

57. Renforcer la présence collective des organismes artistiques et des entreprises culturelles dans les salons, festivals, événements et marchés internationaux, grâce à un système d'opérateurs et de mandataires internationaux, notamment en arts de la scène **MCCCF, CALQ**

Réalisations 2006-2007

Établissement d'un partenariat entre le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et le Commerce international des arts de la scène (CINARS), un promoteur important du secteur des arts de la scène.

Négociation avec différents partenaires, au CALQ, pour construire un système d'opérateurs en arts de la scène et un autre, à échelle plus réduite, en arts visuels.

Réalisations 2007-2008

Bonification des présences collectives à l'étranger.

Augmentation sensible du nombre d'entreprises et d'organismes culturels sur les marchés internationaux, notamment dans les secteurs des industries culturelles (édition, production télévisuelle et métiers d'art), des arts de la scène (théâtre, musique et danse) et de la muséologie.

Poursuite des démarches en vue d'améliorer le système d'opérateurs afin de permettre des présences collectives québécoises majeures lors des marchés à l'international.

58. **Soutenir financièrement les milieux culturels pour développer leur expertise en matière de mise en marché et de planification financière internationales et pour accroître la circulation des organismes et de leur production, notamment aux États-Unis** **MCCCF, CALQ, SODEC**

Réalisations 2006-2007

Soutien à une trentaine de nouveaux projets culturels internationaux.

Bonification des programmes du CALQ pour la Diffusion hors Québec des arts de la scène et la Promotion et diffusion des arts visuels et des arts médiatiques.

Bonification d'un programme de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Réalisations 2007-2008

Augmentation du nombre de projets internationaux soutenus dans les pays ciblés notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et la France.

Soutien du CALQ à 172 projets en arts et en lettres dont 59 circulent en Europe et 50 en Amérique.

Soutien de la SODEC à 19 projets de tournée qui ont permis à 18 artistes ou groupes québécois de rayonner sur la scène internationale (France, Belgique, Haïti, etc.).

Réalisation d'événements importants tels que la Vitrine du Québec en Italie, Focus Québec au Festival de la poésie de Berlin et participation québécoise importante au Festival international de cinéma de Dresde et au Salon des littératures francophones de Balma, en France, grâce aux crédits affectés à la circulation et à la diffusion.

59. **Renforcer l'insertion des créateurs, des artistes, des organismes artistiques ainsi que des entreprises culturelles dans les réseaux culturels internationaux les plus performants** **MCCCF**

Réalisations 2006-2007

Affectation de crédits additionnels aux services culturels des représentations du Québec pour renforcer la mise en marché des manifestations et produits culturels à l'étranger.

Réalisations 2007-2008

Création d'outils de promotion novateurs pour la mise en marché des productions culturelles notamment d'une plateforme pour la promotion de la musique émergente montréalaise, *M pour Montréal*, événement qui présente à des producteurs étrangers une sélection d'artistes dont les réalisations pourraient être exportées.

Accueil de journalistes étrangers ayant permis une importante couverture médiatique sur la scène internationale, faisant particulièrement ressortir la créativité et la relève du milieu culturel québécois.

60. Traduire davantage d'œuvres et d'ouvrages québécois, notamment en langues anglaise et espagnole MCCCF, SODEC

Réalisations 2006-2007

Bonification par la SODEC de 16 projets de traduction avec des maisons d'édition.

Bonification par le CALQ de huit projets de traduction pour des périodiques culturels et d'un projet de traduction d'une œuvre dramaturgique.

Réalisations 2007-2008

Soutien de la SODEC à 56 projets de traduction soit 28 en anglais, 9 en espagnol, 8 en français, 8 en bulgare et 3 en portugais.

Soutien du CALQ à la traduction, tant pour les œuvres dramaturgiques que pour les périodiques culturels.

Accroissement des possibilités de diffusion des œuvres québécoises à l'étranger.

61. Faciliter l'accueil d'artistes et d'organismes étrangers dans un contexte de réciprocité MCCCF, SODEC, CALQ

Réalisations 2006-2007

Mise en œuvre du nouveau Programme d'accueil de spectacles étrangers. Octroi de subventions à deux réseaux de salles pour la présentation de quatre spectacles de la France, de la Belgique, de la République du Congo-Brazzaville et du Cap-Vert pour une centaine de représentations.

Réalisations 2007-2008

Participation de près de 11 000 personnes de plusieurs régions du Québec à la présentation de trois spectacles étrangers accueillis par le Québec soit une de Lang'i (République du Congo-Brazzaville) et deux de La Cordonnerie (France). De plus, les deux spectacles de La Cordonnerie ont été présentés dans un contexte de réciprocité avec la France.

Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

Priorité 10

Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance

62. Réviser les ententes internationales sur les droits de scolarité afin de mieux arrimer les besoins des pays et l'offre éducative québécoise, accroître le nombre d'étudiants de 2^e et 3^e cycles et associer plus étroitement les institutions d'enseignement à ce programme **MELS, MRI**

Réalisations 2006-2007

Concertation en vue d'une révision des ententes bilatérales sur les bourses d'exemption de droits de scolarité attribuées aux étudiants des cycles supérieurs et d'un meilleur arrimage aux priorités des pays en développement.

Nouveau modèle d'entente en élaboration, qui prévoit une concentration des boursiers dans les cycles supérieurs, le resserrement des critères de sélection pour les candidats désirant étudier au premier cycle universitaire et un suivi accru.

Réalisations 2007-2008

Poursuite de la validation des orientations privilégiées et du nouveau modèle d'entente auprès des différents acteurs concernés.

63. Appuyer les villes québécoises qui interviennent dans les pays en développement, par le biais de l'Association internationale des maires francophones **MRI, MAMR**

Réalisations 2006-2007

Accroissement de la capacité d'intervention du monde municipal dans les pays en voie de développement de la Francophonie, grâce notamment à l'octroi d'une contribution additionnelle de 50 000 \$ du MRI accordée à l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et de 50 000 \$ du MAMR pour appuyer les municipalités québécoises.

Soutien à un colloque de l'AIMF dans le cadre du partage d'expérience entre les villes québécoises et celles des pays de la Francophonie afin de renforcer la gouvernance locale.

Consultations auprès des ministères et organismes concernés et des Villes de Montréal et de Québec pour la mise en place d'un Fonds francophone de coopération décentralisée, dont un des objectifs est d'appuyer financièrement les villes québécoises associées à des projets de coopération de l'AIMF.

Réalisations 2007-2008

Versement de la subvention additionnelle de 50 000 \$ accordée à l'AIMF en vue du financement d'activités et de projets des municipalités membres.

Participation d'élus québécois à la XXVII^e Assemblée annuelle de l'AIMF à Hué, au Vietnam, du 24 au 26 octobre 2007. L'Union des municipalités du Québec est devenue membre de l'AIMF en octobre 2007, de même que quatre nouvelles villes québécoises (Sherbrooke, Saguenay, Trois-Rivières et Lévis) en janvier 2008.

Contribution de 50 000 \$ du MAMR à l'organisation de la XXVIII^e Assemblée annuelle de l'AIMF (Québec, octobre 2008).

64. **Soutenir le développement des systèmes éducatifs africains dans les domaines de la gestion scolaire et de l'implantation des programmes de licence-maîtrise-doctorat** **MRI, MELS**

Réalisations 2006-2007

Mise en place d'un programme de subvention de projets à l'intention des organismes du réseau Éducation internationale et Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES)-Québec.

Sur le plan de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique francophone, subvention additionnelle à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) dédiée au transfert d'expertise des universités québécoises vers les universités africaines.

Réalisations 2007-2008

Subvention de 37 330 \$ versée à Éducation internationale pour l'organisation d'un séminaire, au Mali, sur la gestion d'une offre de formation adaptée à une clientèle déscolarisée auquel participent des directeurs de formation professionnelle du Mali, du Sénégal, du Bénin et du Gabon. Un appui de 12 670 \$ a aussi été consenti à AFIDES-Québec pour réaliser une mission au Burkina Faso portant sur la mise à niveau des outils administratifs pour les gestionnaires scolaires.

Versement d'une subvention additionnelle de 10 000 \$ à l'AFIDES International pour soutenir son fonctionnement, de même qu'un appui de 3 300 \$ pour sa participation au 2^e Séminaire de formation de formateurs en gestion scolaire en Francophonie, à Carthage.

Versement de la subvention additionnelle de 100 000 \$ à l'AUF, vouée au transfert d'expertise en vue de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique.

Colloque sur l'assurance-qualité de l'enseignement supérieur à l'occasion de l'Assemblée générale de la Conférence des recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan indien à Ouagadougou (Burkina Faso), le 17 juillet 2007.

Atelier de formation sur l'assurance-qualité de l'enseignement supérieur lors de la réunion du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), du 13 au 16 décembre 2007.

65. **Partager l'expertise québécoise en matière de soutien à la culture, notamment à l'égard des politiques publiques, des statistiques et développement des industries culturelles, particulièrement avec des pays en développement, et appuyer la mise en place d'instruments et de mécanismes permettant de protéger la diversité biologique dans ces pays** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Financement d'une enquête statistique de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) sur le film et le cinéma.

Contribution à la traduction d'une étude portant sur le prochain régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

Réalisations 2007-2008

Contribution à la production et à la diffusion d'un ouvrage portant sur les notions de base et les enjeux de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation à l'intention des points focaux des pays francophones.

Collaboration à la réalisation d'ateliers de renforcement des capacités des pays francophones en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.

Contribution de 100 000 \$ du gouvernement du Québec au Fonds international pour la diversité culturelle de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO. Ce fonds doit servir à appuyer des projets susceptibles d'aider à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques et de mesures culturelles dans les pays en développement.

Participation à la réunion d'experts sur la mesure statistique de la diversité des expressions culturelles organisée par l'UNESCO à l'ISU.

Subvention de 10 000 \$ accordée à la Société de télédiffusion de Québec pour la réalisation de formations destinées aux radios et télévisions membres du Conseil international des radios-télévisions d'expression française.

Soutien financier de 4 500 \$ à l'organisation « Clowns sans frontières » pour la mise sur pied d'un projet de formation de jeunes artistes haïtiens en vue de la création d'une troupe de cirque haïtienne.

66. **Établir de nouveaux modes de collaboration avec l'ACDI afin de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise, en collaboration avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise de l'ENAP** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Financement de stages au Québec de deux hauts fonctionnaires haïtiens et présentation, par l'ENAP, de trois séminaires aux hautes autorités du gouvernement haïtien.

Fonds de démarrage consenti au Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) pour planifier l'offre intégrée d'expertise publique québécoise.

Financement d'une étude effectuée par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM sur l'offre intégrée en matière de droits et de démocratie.

Élaboration, en collaboration avec l'ACDI, d'un projet de protocole d'entente entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la République d'Haïti, en vue de la mise en œuvre du Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien

Réalisation d'une mission d'experts québécois à Port-au-Prince dans la perspective d'un partenariat Québec, ACDI, ENAP et l'État haïtien.

Réalisations 2007-2008

Signature, par les gouvernements du Canada, du Québec et d'Haïti, le 7 novembre 2007, d'un protocole d'entente visant à soutenir la gouvernance haïtienne. L'entente assure le démarrage du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP) en Haïti. D'une durée de cinq ans, ce projet de 7,2 M\$ est mis en œuvre par l'ENAP.

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à Port-au-Prince, du 9 au 12 février 2008, afin de participer à la première séance du comité conjoint du PARGEP et de rencontrer des dirigeants politiques haïtiens.

Réalisation de missions auprès de l'ACDI pour introduire le CVIEPQ et aborder certains projets en cours d'élaboration.

Participation du ministère des Relations internationales au Forum des leaders sur la société civile et l'efficacité de l'aide, organisé par l'ACDI.

Soutien financier consenti au CVIEPQ pour des activités de promotion et de développement de marché.

Appui financier à la réalisation d'un projet pilote d'application des technologies de l'information (ordinateurs portables XO Laptop pour les enfants) à l'éducation en Haïti en vue de renouveler l'expérience dans les pays démunis de l'Afrique francophone dans le cadre de financements internationaux ou du soutien de l'ACDI .

67. **Mettre en place un mécanisme de concertation avec les organismes de la société civile, pour accroître la portée de l'intervention québécoise en aide au développement** **MRI**

Réalisations 2006-2007

Échanges avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale sur un mécanisme de concertation.

Réalisations 2007-2008

Réalisation d'une tournée de consultation auprès de 17 organismes actifs en coopération au développement pour enrichir la réflexion sur le rôle et la structure du mécanisme de concertation à mettre en place.

Proposition d'un mécanisme de concertation, sélection des organismes qui siègeront au sein du comité et choix des thèmes qui seraient abordés.

68. **Créer une unité d'intervention d'urgence par la Croix-Rouge, en collaboration avec les experts du réseau de la santé du Québec, pour accroître la capacité de réaction en matière d'urgence humanitaire** **MSSS**

Réalisations 2006-2007

Signature d'une entente entre le MSSS et la Croix-Rouge canadienne – Division du Québec, pour la création d'une unité d'intervention. Dix-neuf personnes ont été formées sur un objectif de 150 personnes sur trois ans.

Réalisations 2007-2008

Formation de 52 nouveaux professionnels du réseau de la santé et des services sociaux pour faire partie d'unités d'intervention de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lors d'opérations humanitaires de secours d'urgence à l'étranger. Parmi eux, quatre ont été envoyés au Cameroun.

69. **Attribuer au Comité des mesures d'urgence de la sécurité civile le mandat de coordonner, avec la collaboration du ministère des Relations internationales, l'intervention du Québec lors de catastrophes humanitaires** **MSP, MRI**

Réalisations 2006-2007

Élargissement du Comité de sécurité civile du Québec dont fait maintenant partie le ministère des Relations internationales. Le Plan national de sécurité civile comprend donc un volet international; ce mécanisme a permis de déployer une vaste structure d'accueil pour les ressortissants canado-libanais rapatriés lors de la crise au Liban de 2006.

Réalisations 2007-2008

Mobilisation de la cellule de crise du MRI lors de diverses catastrophes humanitaires internationales en vue de répondre à des besoins exprimés par les pays concernés, leurs représentants au Québec ou des organismes de coopération (ex. : incendies de forêt en Grèce, au Paraguay et en Californie, ouragans au Nicaragua et en Haïti, etc.). Collaboration avec le MSP et les partenaires du Plan national de sécurité civile.

Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AFIDES	Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires
AIMF	Association internationale des maires francophones
AQWBJ	Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (renommée : l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse)
ARCI	Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (entre le Canada et l'Union européenne)
ARE	Assemblée des régions d'Europe
ASFC	Agence des services frontaliers du Canada
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
BESTT	Business for Economic Security, Tourism and Trade
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
BQW	Bureau du Québec à Washington
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CCQ	Commission de la construction du Québec
CCTM	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
CDC	Centers for Disease Control and Prevention
CDIDD	Centre de droit international sur le développement durable
CE	Commission européenne
CERTAQ	Centre de réponses aux incidents cybernétiques
CGIS	Centre de gestion de l'information de sécurité
CGNA-PMEC	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
CINARS	Conférence internationale des arts de la scène
CIRDI	Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États
CLUSIF	Club de la sécurité de l'information français
CMI	Commission mixte internationale
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
COJOB	Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing
CRE	Conférence régionale des élus

CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CRIQ	Centre de recherche industrielle du Québec
CSIS	Center for Strategic and International Studies
C-TPAT	Customs-Trade Partnership Against Terrorism : programme américain de lutte contre le terrorisme, destiné aux entreprises et d'adhésion volontaire
CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
DPCP	Directeur des poursuites criminelles et pénales
EBHI	Eastern Border Health Initiative
EBTC	Eastern Border Transportation Coalition
EEE	Espèces exotiques envahissantes
ENAP	École nationale d'administration publique
ENPQ	École nationale de police du Québec
FAO	Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FAST/EXPRES	Free and Secure Trade (FAST) Carte délivrée en vertu du programme « Expéditions rapides et sécuritaires » (EXPRES), programme facilitant le transport de marchandises à la frontière
FGI	Forum sur la gouvernance de l'Internet
Fondation LOJIQ	Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec
GIGU	Groupe international de gestion des urgences
IQ	Investissement Québec
ICOGRADA	Conseil international des associations de design graphique
ICSID	Conseil international des sociétés de design industriel
IEMG	International Emergency Management Group
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
IFU	Fédération internationale des architectes d'intérieur
IEMG	International Emergency Management Group
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
LOJIQ	Offices jeunesse internationaux du Québec
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MERCOSUR	Marché commun du Sud (Mercado Común del Sur/Mercado Comum do Sul)
MFQ	Ministère des Finances
MI	Montréal International
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MJQ	Ministère de la Justice
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
MTQ	Ministère des Transports
NASTO	Northeastern Association of State Transportation Officials
NDAA	National District Attorneys Association
NEXUS	Programme conçu pour accélérer le passage à la frontière des voyageurs préautorisés à faible risque
NICE	Northeast International Committee on Energy
NYSOHS	New York State Office of Homeland Security
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
OQLF	Office québécois de la langue française
OQWBJ	Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (anciennement Agence Québec Wallonie pour la jeunesse)
PAE	Programme d'aide aux entreprises
PAI	Programme d'accords industriels
PAIC	Programme d'appui aux investissements dans les communautés

PARGEP	Projet d'appui au renforcement de la gestion publique
PNF	Police nationale française
PQCA	Pôle Québec Chaudière-Appalaches
PSESIP	Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens
PSP	Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité
QBSI	Québec Border Security Initiative
REALITER	Réseau panlatin de terminologie
REGLEG	Conférence des régions à pouvoir législatif
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAJE	Service d'aide aux jeunes entreprises
SCDB	Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
SIE	Secrétariat international de l'eau
SIPMR	Service d'information sur les professions et métiers réglementés
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
SQ	Sûreté du Québec
TBWG	Transportation Border Working Group
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
VALOFRASE	Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est
WHTI	Western Hemisphere Travel Initiative

*Relations
internationales*

Québec 